

LE FOYER DE L'INSURRECTION



Comune di Padova
Sistema Bibliotecario

ALF - SLD

Sez. 5
Sottosez. 1
Serie 8
Sottos. 1
Unità 898

PUV 55

Textes sur le salaire pour le travail ménager

Collectif L'Insoumise - Genève



Le foyer de l'insurrection

Textes sur le salaire pour le travail ménager
Collectif L'Insoumise, Genève

Le foyer de l'émigration

Le foyer de l'émigration
Collection L'Inconnu, Genève

LE FOYER DE L'INSURRECTION

Textes sur le salaire pour le travail ménager

Collectif L'Insoumise - Genève



SLA 6.15.89

Comune di Padova
Biblioteche

Cod. Bibl. PUV 55

BIB. PUV 1387588

INV 1057605

Textes italiens, anglais et américains traduits de l'original
par le Collectif L'Insoumise

Photos: Collectif L'Insoumise
R. Nissim, Nouvel Observateur

1977 Collectif L'Insoumise, MLF, cp 111, 1227 Carouge, Suisse

AVANT-PROPOS

Tous ces textes traitent du même thème: le salaire pour le travail ménager. Pour en faciliter la lecture, nous les avons regroupés par provenance. Car même si les ménagères se retrouvent toutes, de l'Allemagne à l'Italie du Sud et de la France aux Etats-Unis, à lutter contre le travail ménager, elles pensent et pratiquent ce refus dans des termes fort différents et très marqués par les conditions socio-économiques du pays où elles vivent.

Nous avons choisi de publier ces textes parce qu'ils nous ont été utiles. Au départ, c'est pour notre propre usage que nous les avons traduits, et non pas pour "faire un livre". Il ne faut donc pas chercher dans les trois parties principales de ce livre une étude synthétique ou représentative du mouvement des femmes en lutte pour le salaire ménager en Italie, en Angleterre, aux Etats-Unis, au Canada ou en France. Pourtant, ces textes sont tous nés du mouvement, et ils ont été écrits par des femmes engagées dans des luttes, même s'il s'agit pour beaucoup de textes "théoriques", c'est-à-dire d'autre chose que de témoignages ou d'analyses d'une lutte particulière.

En France, où cette perspective du salaire pour le travail ménager est peu connue et souvent mal interprétée, ou même confondue à tort avec le "salaire maternel", nous pensons que ce livre aura sûrement son utilité.

Ce livre n'est donc ni un testament (ce n'est pas notre dernier

mot), ni un achèvement (nous avons d'autres choses à dire), ni l'exposé d'un nouveau dogme (on peut y trouver bien des hésitations et des contradictions). Notre but est simplement de susciter un débat à ce sujet, et nous espérons bien que tous ces discours seront bientôt rendus caducs par l'avancement des luttes.

En Italie, en Angleterre, aux Etats-Unis et au Canada, il existe plusieurs groupes de femmes qui luttent pour le salaire pour le travail ménager. Ils essaient de mettre en évidence en quoi les diverses luttes des femmes sont déjà porteuses d'une revendication plus radicale, la revendication pour le salaire ménager: la lutte pour les allocations familiales en Angleterre, la lutte des mères à l'assistance aux USA et au Canada, la lutte pour se faire payer le temps passé chez le médecin comme temps de travail ménager en Italie, etc.

D'autre part, ces groupes font une véritable campagne de propagande autour de la revendication du salaire ménager: manifestations publiques, interventions à la radio et à la télévision, publications, interviews dans les journaux, etc. Les moyens utilisés pour faire cette campagne nous semblent très discutables. Mais les textes publiés dans ce livre sont, pour la plupart, issus de ces groupes, qui entretiennent des relations internationales étroites, visant à rendre évidente et concrète la nécessité d'une stratégie internationale pour les femmes, vu que, comme chacun sait, le capital est international !

Genève, juillet 1977

LA PERSPECTIVE DU SALAIRE POUR LE TRAVAIL MENAGER (Note 1)

Collectif L'Insoumise, Genève, 1977

Nous sommes toutes et avant tout des ménagères

Nous fondons notre perspective sur la condition non salariée de la ménagère. Cette condition est *le plus petit dénominateur commun* pour toutes les femmes de tous les pays: suisses, italiennes, espagnoles, etc., prolétaires ou petites-bourgeoises, "entretenu" par le mari ou seules pour se débrouiller, vivant en couple, toutes seules ou en commune, non salariées ou partiellement salariées, consentantes ou révoltées, nous sommes toutes déterminées et emprisonnées par ce fait-là. Nous sommes toutes des ménagères, même si nous réussissons parfois et pour de longues périodes à échapper à cette condition. En tant que ménagères, que nous travaillions à l'extérieur ou pas, notre condition de non-salariée est notre faiblesse fondamentale.

Toute perspective féministe doit d'abord se confronter avec ce fait-là. Alors que les discussions dans les petits groupes du mouvement des femmes ont toujours été centrées sur la famille et sur le rôle de la femme à l'intérieur de la famille, ce fait ne s'est pas reflété dans la politique ou dans la pratique organisationnelle du mouvement. La perspective du salaire pour le travail ménager est le premier pas dans ce sens. Elle vise à obtenir du pouvoir pour les femmes, afin de détruire leur dépendance à l'égard des hommes et du capital, et donc, afin de détruire leur destin de ménagère.

Sortir de la cuisine, oui! Mais pas nécessairement pour aller travailler "à l'extérieur"!

Comme alternative au travail ménager, nous ne proposons pas le "travail à l'extérieur". Car ce sont deux aspects du travail forcé que nous sommes obligées d'effectuer uniquement du fait que nous avons besoin d'argent (que le capital nous donne soit directement soit au travers des hommes) pour pouvoir vivre. Nous ne pouvons obtenir cet argent qu'en travaillant, soit à la

Note 1: Pour lire ce livre, il faut savoir que chaque fois qu'il est question de "salaire" ou de "salaire ménager", il s'agit en fait de "salaire pour le travail ménager".

maison, soit à l'extérieur de la maison. Cet argent, c'est juste assez pour subsister afin que nous puissions continuer à faire ce travail.

Nous disons que nous avons besoin d'argent, et non pas de travail. Du travail, nous en faisons déjà assez, nous en avons même par-dessus la tête.

Productives et syndiquées, ou les erreurs à ne pas faire!

Nous ne nous proposons pas de "devenir" productives. Nous le sommes déjà tellement par le travail ménager et gratuit que nous effectuons. C'est pourquoi l'objectif du "travail égal – salaire égal" avec les hommes n'a aucun attrait pour nous: notre condition de ménagère non salariée nous pousse vers d'autres horizons... Pour les syndicats, ne compte politiquement (et presque humainement) que la femme qui travaille à l'extérieur. En décidant de travailler à l'extérieur, la femme ferait un premier pas vers son émancipation, le second étant de se syndiquer. Malheureusement, toute la lutte sur le lieu de travail à l'extérieur qui n'est pas centrée sur le fait que les femmes accomplissent déjà un premier travail à la maison, et ceci gratuitement, ne peut être que faible. Il est vrai que toute l'histoire de la gauche traditionnelle, mesurée à cette jauge-là ne pèse guère. Et pour nous femmes, c'est vrai... qu'elle ne pèse guère! Aucun homme n'a jamais eu l'idée ni la force de diriger la lutte dans ce sens-là, et la gauche traditionnelle toute entière n'a pas su entraîner la famille dans la lutte, n'a pas su lutter contre la famille. C'est nous seules qui voulons attaquer notre esclavage. Ce n'est pas en travaillant encore plus, soit dans la production capitaliste, soit dans l'organisation syndicale, que nous obtiendrons plus de pouvoir sur notre vie. Nous existons, nous produisons et reproduisons des choses et des gens pour le capital – même si c'est bien à contre-cœur – et cela suffit pour nous donner l'idée d'établir un rapport de force avec le capital dont nous espérons tirer quelque chose: le salaire.

La lutte pour le salaire pour le travail ménager est un levier de pouvoir dans la maison

Nous sommes d'accord avec Marx que l'argent est "le pouvoir social universel", et cela, la classe dominante le sait aussi bien que nous. Dans le contexte d'une demande de salaire, nous sommes dans une position plus forte pour nous dégager de notre

travail ménager, de même que pour déterminer les termes de la socialisation de ce travail. Soit dit en passant, nous ne voulons pas que le capitalisme socialise le travail ménager comme il a socialisé et comme il est en train de socialiser les soins aux enfants. En luttant pour le salaire ménager, nous sommes en train de lutter pour socialiser le travail ménager selon nos termes.

Dès notre plus jeune âge, on nous éduque à l'obéissance, à la résignation, à la douceur; en somme, on nous prend au berceau pour nous apprendre le travail qui sera le nôtre la vie durant: celui de ménagère. Le but, c'est de nous faire croire, ainsi qu'à tous les mâles petits et grands, que nous sommes *nées* obéissantes, résignées et douces. Ainsi, déclarer que désormais nous ne voulons plus faire l'amour, consoler, servir sans salaire, c'est signifier que nous avons fait le saut: nous rompons avec la pratique de l'esclave qui sert dans l'humilité, et *nous imposons la reconnaissance de notre travail autrement que par des plaintes*. L'institution des rôles masculin et féminin n'est pas un produit de la nature, et aucune revendication ne le prouve mieux que celle du salaire pour le travail ménager.

Mieux que la bagarre toujours recommencée pour pousser son mari ou son copain à laver la lessive, la lutte du salaire pour le travail ménager s'en prend à l'institutionnalisation des rôles. Revendiquer ce salaire revient à clamer que le ménage n'est pas une planque, que la cuisine n'est pas le foyer idyllique et que nous ne sommes plus des anges. Où il y a ménage, il y a travail. Il n'y a pourtant pas salaire, et c'est ça qui ne va plus.

La lutte pour le salaire pour le travail ménager est un levier de pouvoir aussi à l'usine, au bureau, au magasin, etc.

La lutte pour le salaire pour le travail ménager est la lutte pour travailler moins tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de la maison. Du fait qu'une grande partie de son travail est non salarié, la femme a une position faible aussi sur son lieu de "travail à l'extérieur".

Au fond, les femmes sont toujours considérées comme des "femmes à la maison" qui cherchent désespérément un salaire, même très bas. Leur travail ménager sape leur temps et leur énergie pour lutter afin d'obtenir des salaires plus élevés. Les hommes avec lesquels elles travaillent pensent à leur sujet, tout comme leurs propres maris, qu'elles sont dépendantes, incapables, ignorantes, "ménagères". C'est pour toutes ces raisons que les salaires féminins sont discriminés.

Mais si nous commençons à refuser le bénévolat domestique et à imposer ainsi *une image de nous-mêmes toute différente sur le terrain familial*, pères, maris et fils seront désormais forcés de compter avec nous. Du même coup, c'est toutes les autres femmes qu'ils verront d'un autre oeil.

La lutte pour le salaire pour le travail ménager est un levier de pouvoir dans la lutte pour les équipements collectifs.

Le travail que nous faisons à la maison ainsi que les petites batailles que nous menons pour le refuser dans le cadre familial déjà, use toutes nos énergies. Dans toute lutte, nous partons désavantagées. Et dans la lutte pour des équipements collectifs aussi, notre condition fondamentale nous place dans une position de départ inférieure face aux partis, syndicats et groupuscules qui ne manquent jamais d'accourir lorsque prend forme une très juste lutte, telle celle pour des équipements collectifs.

La lutte du salaire contre le travail ménager est l'attaque décisive contre la fonction à laquelle le capital et les hommes nous enchaînent, *tant dans la lutte que dans le travail.*

Nous prétendons au salaire le plus élevé, aussi élevé que nos exigences, aussi élevé que nos besoins que nous déterminerons nous-mêmes ! Et c'est par une lutte que nous pouvons forcer l'Etat à nous donner le salaire comme nous le voulons, en même temps que, dans cette lutte, nous prenons la parole et nous imposons nos conditions dans le travail à la maison et à l'extérieur.

Notre patron, l'Etat.

D'où doit venir cet argent ? L'Etat, c'est le "patron collectif" des ménagères. Indirectement ou directement, c'est lui qui commande et contrôle notre travail: à travers la maternité (hôpitaux, lois sur l'avortement et la contraception), les enfants (l'école, le rôle de "mère d'élève"), le logement (lois et normes concernant notre appartement, qui est en même temps notre lieu de travail), sans oublier le contrat de mariage...

Encore que peu nous importe qui va devoir nous payer réellement: ce n'est pas notre problème, c'est le leur...

On ne dirait jamais à des travailleurs d'usine de ne pas demander plus d'argent parce que le capital va essayer de le retirer à d'autres travailleurs; car c'est le capital qui nous intimide avec ce genre de menaces, mais nous savons bien que le capital ne paie jamais les ouvriers ni en fonction de ses profits, ni en fonction des besoins des travailleurs, ni en fonction de leurs qualifications, mais seulement en fonction de la force de ces derniers. Et c'est la même chose pour nous.

Plus d'argent et moins de travail.

Se pose alors la question: si on nous paie pour faire le travail ménager, nous devons continuer à le faire toute notre vie, et plus, et mieux ?

Le fait que tant de gens posent cette question quand on discute salaire pour le travail ménager montre qu'ils ne voient pas que la lutte des "ouvrières de la maison" (les ménagères) a le même objectif que celle des ouvriers et ouvrières d'usine, c'est-à-dire le but de ne plus faire de travail forcé ni dans la maison ni dans l'usine. Peut-être qu'ils (ou elles) pensent que les femmes ne sont pas capables de demander plus d'argent sans qu'on exige d'elles une augmentation de travail; ils (ou elles) ne peuvent pas imaginer qu'elles puissent faire une lutte anticapitaliste aussi bien que les hommes. Mais le fait qu'on exige des travailleurs d'usine une plus grande productivité ne les empêche pas de demander des augmentations de salaire. La seule question, c'est: sont-ils assez forts pour refuser plus de travail ?

Certains disent que le travail des femmes à la maison n'est pas productif et que, par conséquent, il ne peut être échangé contre un salaire. Nous pensons que le travail des femmes à la maison est productif au sens marxiste du terme.

Mais, de toute manière, et comme nous avons essayé de le montrer, la perspective du salaire pour le travail ménager ne dépend pas du fait que les femmes créent ou non de la plus-value. Nous répétons que nous ne visons pas à être plus productives, nous ne voulons pas plus de salaire pour plus de travail que nous ferions. Notre lutte se base sur notre besoin d'argent, notre besoin de pouvoir sur notre propre vie, notre besoin de miner le pouvoir des hommes sur nous, notre besoin de miner le pouvoir du capital sur nous, sur les enfants et sur les hommes.

Italie

Le refus du travail ménager a entraîné une manière différente de négocier le travail à l'extérieur aussi, de la part des femmes. Des secteurs féminins, ignorés jusque là plus ou moins sciemment par le syndicat, ont été intégrés par des foyers de lutte qui ont contraint le syndicat non seulement à se montrer, mais aussi à gérer la négociation d'une série de requêtes très précises.

En outre, des femmes de secteurs traditionnellement syndicalisés ont réussi à faire insérer le travail ménager dans les plate-formes locales, ou en termes de dénonciation de ce travail non payé qu'elles sont obligées d'effectuer en plus de l'autre, ou même en termes de revendications précises.

En tout cas, partout, la spirale du refus du travail ménager mise en mouvement par les femmes dans les maisons a manifestement atteint le travail ménager sur les lieux de travail à l'extérieur aussi, commissions pour le patron, nettoyage des bureaux, etc.

Nous amenons ici quelques exemples significatifs de luttes de femmes qui, en partant uniquement du travail qu'elles font à la maison, ont réussi à y voir clair aussi dans le travail à l'extérieur. La requête de salaire pour le travail ménager, qui se propage toujours plus en Italie et à l'étranger, a donné de la force à ces luttes, de même que le nouveau niveau d'organisation contenu dans ces luttes est devenu un moment de force pour le refus du travail ménager lui-même dans les maisons.

Dans cette première partie figurent trois textes:

LA LUTTE DES OUVRIERES DE L'USINE SOLARI A UDINE

Ce texte expose brièvement comment des femmes ouvrières à l'usine décident de commencer à lutter en même temps contre le travail d'usine et contre le travail ménager. L'occasion pour commencer cette lutte, c'est leur santé. Reproduire les autres, en prendre soin, mais aussi se reproduire soi-même et donc prendre soin de soi, c'est du travail. Aller chez le médecin et se soigner, c'est du travail. Et donc, il doit être rétribué. Non seulement quand elles doivent prendre soin des autres, mais tout autant quand elles prennent soin d'elles-mêmes !

EMILIE: SERVICES SOCIAUX

L'Emilie est une région de l'Italie dirigée par les communistes. "L'Emilia rossa" est devenue un symbole de réussite dans le domaine des services sociaux dont les communistes sont extrêmement fiers. C'est pourtant dans cette région que des femmes, débattant de la question des équipements collectifs, jugent qu'elles sont extrêmement faibles dans cette lutte-là aussi et que leur faiblesse découle de leur condition de ménagères, c'est-à-dire de travailleuses bénévoles à la maison. Elles commencent à lutter en même temps pour le salaire ménager et pour des services gratuits en vue de réduire leur temps de travail, et non pas pour aller prendre un second travail à l'extérieur comme le voudrait encore le parti communiste.

REPRODUCTION ET EMIGRATION

Ce texte est long et parfois ardu. Bien qu'il ne parle pas directement du salaire ménager, nous avons choisi de l'inclure dans ce recueil, car il analyse avec une perspicacité et une information exceptionnelles le "tissu social" constitué par les ménagères. Il donne un morceau de l'histoire de nos rapports à l'argent, au pouvoir, aux hommes, à la famille, ceci pour les vingt dernières années et à travers toute l'Europe. Il montre de quelles batailles minuscules et innombrables s'est nourri le terrain de nos luttes d'aujourd'hui et de demain. Déchirements, privations, gestes anecdotiques et répétitifs, travail forcé gratuit: tel est le plan du capital pour les femmes. Mais il y a heureusement belle lurette que nous pratiquons la ruse, et parfois même, nous nous organisons contre ce plan...

La lutte des ouvrières de l'usine Solari à Udine

d'après le journal "Le operaie della casa", Padoue, Trente, Trieste, 1er mai 1975

Les ouvrières de l'usine Solari à Udine ont engagé une lutte sur leur santé. Au printemps 1974, elles ont commencé à se réunir et à se demander comment pouvoir faire l'examen oncologique (c'est-à-dire l'examen de dépistage du cancer de l'utérus et du cancer du sein, qu'il faudrait faire au moins une fois par an) *sans perdre deux demi-journées de travail*, naturellement non payées.

Elles ont alors exigé de se faire examiner dans de bonnes conditions, pendant les heures de travail, et sans perte de gain. La direction de l'usine leur a concédé *une assemblée d'une demi-heure*, à la fin de la journée de travail, pour que les ouvrières puissent être informées sur cet examen, et *une heure payée* pour le subir.

A propos de cette assemblée, les femmes de la Solari, dans un document qu'elles ont écrit et largement diffusé, disent: "C'est une assemblée dont nous aimons nous souvenir, parce que nous avons eu la possibilité de parler, de poser des questions et de discuter." En effet, elles ont discuté de tout. Elles ont commencé à parler du *problème du cancer*, mais très vite, elles abordèrent les problèmes plus généraux *de la santé et du travail*; le travail a tout de suite été reconnu comme *la cause et l'origine de toutes nos maladies*. La discussion était très riche, les femmes ont pu parler immédiatement entre elles, sans la médiation des syndicats ni des médecins. Elles pouvaient enfin parler de *leurs maladies*, entre elles: cancer, vaginites, cervicites, etc... jamais soignées. Bref, *toutes souffraient d'une multitude de maladies, mais aucune n'avait jamais eu la possibilité de se soigner*.

Le travail ménager qui les attend dès qu'elles sortent de l'usine comprend les soins des autres membres de la famille, mais jamais elles-mêmes.

Après cette assemblée, les ouvrières ont intensifié leur mobilisation. Lorsque les résultats de l'examen furent connus, 25 o/o des ouvrières qui avaient fait l'examen furent invitées à faire un contrôle gynécologique supplémentaire, étant donné que le frottis vaginal (l'examen des sécrétions vaginales) avait révélé des cervicites, des érosions du col de l'utérus, des parasites, des inflammations, etc.

Elles ont alors décidé que le moment était venu d'exiger de pouvoir se soigner. Mais *il n'y avait pas d'échappatoire: le temps pour se soigner devait être pris sur les heures de travail à l'usine.*

Elles écrivent: "Cela ne veut pas dire qu'avant, nous nous croyions en parfaite santé. Mais chacune seule dans son coin, par manque de temps, parce que dès que le travail à l'usine est terminé commence le travail ménager, chacune s'était résignée à ne plus faire attention à son mal de dos, à ses maux de reins, à des malaises divers tels qu'épuisement, pertes blanches, pertes de sang, démangeaisons, douleurs menstruelles très fortes, fièvre, etc. Chacune de nous s'était résignée à ne jamais avoir de temps pour elle, même pas pour se soigner. Etant donné que nous sommes tout le temps fatiguées, physiquement et psychologiquement, une petite douleur en plus ou en moins n'avait pas d'importance. Qu'est-ce que cela peut bien signifier d'être malade, pour une femme ? Quand pouvons-nous nous permettre de ne pas être bien ? Jamais; sauf si nous avons une maladie grave ou si nous devons nous faire opérer. Il faut que notre vie même soit en danger et avec elle le travail que nous garantissons à la maison et à l'usine. Alors seulement nous "pouvons" nous soigner.

Nous avons décidé d'accepter l' "invitation" à faire l'examen gynécologique supplémentaire, nous avons décidé de commencer à soigner aussi nos maladies bénignes, ces maladies qu'on nous a toujours forcées à avoir de manière chronique. Nous avons vite découvert que, peut-être, nous demandions trop !"

Elles ont vite compris que le temps qu'on emploie à se soigner, ce n'est pas du temps libre, mais du temps de travail, temps de travail ménager.

Elles écrivent: "Attendre des heures dans la salle d'attente d'un médecin, aller à l'INAM (à la Sécurité sociale), faire la queue, se faire examiner, se soigner, ce n'est pas un loisir, mais un travail: *c'est du travail ménager, c'est le temps que nous employons pour chercher à remettre en état notre corps, que d'autres exploitent quotidiennement à la maison et à l'usine.*

Personne ne conteste le fait que, lorsque les médecins et les infirmières soignent les malades, ils travaillent. Quelques rares personnes admettent que lorsque nous soignons un malade de la famille, nous fournissons un travail, et que ce travail fait partie du travail ménager.

Mais nous faisons aussi un travail lorsque nous nous soignons nous-mêmes: c'est du travail ménager, même si personne ne veut le voir, et encore moins le payer".

Les femmes de la Solari ont donc décidé, d'une part de prendre le temps pour se soigner pendant les heures de travail à l'usine.

D'autre part, elles ont décidé de commencer à se faire payer le

travail ménager, à partir de la revendication que le temps consacré aux visites médicales soit payé.

Une Commission santé fut créée par les femmes à l'intérieur de l'usine pour résoudre concrètement le problème des visites payées et pour parler de toutes les choses que les femmes avaient toujours pensées, mais jamais pu dire publiquement.

Cette Commission a fait redémarrer la lutte et la mobilisation. *L'autonomie par rapport au syndicat* a permis de clarifier la perspective de lutte. Plus elles travaillaient, plus leur corps était atteint, moins elles pouvaient se soigner. La conclusion était évidente: il fallait engager une lutte contre l'organisation du travail (c'est-à-dire le temps, les rythmes, la qualité et la quantité de travail) tant à la maison qu'à l'usine.

L'autonomie par rapport au syndicat a permis aux ouvrières de développer toute leur fantaisie et leur imagination dans l'organisation de la lutte. En effet, dans leur lutte, elles se sont attaquées aussi bien aux patrons qu'aux dirigeants de la Sécurité sociale, des services médicaux, de la commune et de la province. Elles ont frappé à toutes les portes, elles ont tout essayé. Elles se sont coordonnées avec les ouvrières des usines de la région et avec les femmes de la ville, refusant certaines petites victoires, même arrachées par la lutte, qui auraient pu créer la division avec d'autres femmes. Pour mieux connaître leur situation, quelques ouvrières ont rédigé un questionnaire, et elles ont aussi photocopié tous les diagnostics que les médecins remettaient à leurs camarades de travail.

“A propos des examens gynécologiques, nous avons constaté les choses suivantes: la pilule a été ordonnée à deux femmes, sans que soient faites les analyses de tolérance, dont la nécessité est reconnue par tout le monde; des médicaments qui ne sont plus dans le commerce depuis des années ont été prescrits, et on a décidé de savoir pourquoi; un traitement de vingt jours à base d'ovules a été prescrit à une femme souffrant d'un kyste aux ovaires, alors qu'il fallait l'hospitaliser d'urgence. Nous avons mis le doigt sur une réalité que nous voulons dénoncer: les femmes examinées par un médecin privé n'obtiennent jamais la quittance des factures payées, ce qui permet aux médecins de déclarer ce qu'ils veulent aux impôts.

Les médecins se sont montrés ignorants et irresponsables: examens mal faits, en vitesse.”

La combativité des femmes de l'usine a provoqué aussi la mobilisation des ouvriers. Ils ont commencé à se demander, eux aussi, pourquoi ils n'étaient pas payés lorsqu'ils allaient chez le médecin. “Notre lutte, cette fois-ci, a réussi à donner des indications politiques aussi aux ouvriers”.

Emilie: services sociaux

Lotta femminista, Modena, avril 1974

Dans ces pages, nous nous proposons d'examiner à fond la question des services sociaux, de leur fonctionnement aujourd'hui à l'intérieur du système capitaliste et des directions que pourrait prendre leur développement. Pour faire cette analyse, nous nous proposons de prendre comme *point de départ l'intérêt des femmes*, la volonté qu'elles expriment de plus en plus clairement de *se libérer du travail ménager, leur refus du double travail, intolérable et pesant, leur refus du chantage qu'est le manque de revenu*: elles sont contraintes à accepter les pires postes de travail, les moins bien payés, ceux qui donnent le moins de sécurité ou tout simplement les plus irréguliers, tels que le "travail noir" sous ses formes les plus diverses.

Cette volonté apparaît dans tous les épisodes de la lutte pour obtenir des services sociaux ou pour l'amélioration de ceux qui existent déjà. Cette lutte s'est développée dans toute la région de l'Emilie. *Ce sont des femmes qui ont été l'élément de pointe et les protagonistes de ces luttes* (il serait urgent de rassembler la documentation à ce sujet): occupations de maisons dans plusieurs villes, luttes pour l'abolition du travail en équipe, luttes revendiquant la construction de crèches et d'écoles maternelles, luttes d'ouvrières et d'employées sur le lieu de travail exigeant par ailleurs que les patrons paient ces services en partie au moins, etc.

Qu'y a-t-il de positif dans ces luttes ?

Refuser d'habiter dans des baraques ou des taudis afin d'obtenir des appartements décents, obtenir plus de places pour leurs enfants dans les crèches, abolir le travail en équipe qui rend encore plus saccadé le rythme des journées, cela signifie pour ces femmes *remettre en question l'exploitation cachée, mais non moins écrasante, qu'elles subissent à la maison*. Cette exploitation n'a jamais été reconnue comme telle par aucune force politique. Même le parti communiste italien n'a jamais proposé aux femmes de s'organiser ni de lutter vraiment. Ce sont les femmes qui ont fait et font ces luttes; les femmes qu'on accuse, par ailleurs, d'être "non politisées" et de participer insuffisamment aux luttes syndicales et politiques plus globales. Il en est ainsi parce que *dans*

ces luttes est en jeu leur intérêt réel, c'est là qu'elles entrevoient comment alléger la charge du travail ménager, comment conquérir un minimum d'espace vital.

EN DEFINITIVE, CES LUTTES SONT-ELLES PAYANTES ? En quoi ces services sociaux sont-ils utiles aux femmes ?

“A présent qu'ils prennent mon enfant à la crèche, je vais pouvoir chercher du travail, parce qu'un salaire tout seul, ça ne suffit pas à nouer les deux bouts.”

Cela veut dire:

Conquérir le double travail! Un maigre salaire pour une journée de travail de 14 à 16 heures.

“Sans les enfants dans les jambes toute la journée, j'arrive à travailler plus sur ma machine.”

Cela veut dire:

Quelques milliers de liras en plus pour la travailleuse à domicile *et un gros bénéfice en plus pour le patron.*

“Les maisons c'est nous qui les avons obtenues avec la lutte. Mais après c'est toujours encore l'homme qui commande à la maison; c'est lui qui rapporte l'argent, nous on est des esclaves comme avant.”

Cela veut dire:

Tant mieux si les femmes s'organisent et luttent dans le quartier afin de défendre le salaire ouvrier réel (note 1), mais elles n'en conquièrent pas pour autant plus de pouvoir à la maison, pas plus que cela ne change quelque chose dans les rapports mari-femme à l'intérieur de la famille.

“A présent que les enfants vont aussi à l'école l'après-midi, c'est vrai que je suis plus tranquille, quand je vais au travail. Je ne m'en fais plus pour savoir s'ils sont dans la rue ou dieu sait où. Mais au retour, ils sont toujours plus nerveux et plus méchants!”

Cela veut dire:

Quand ils augmentent l'horaire scolaire, *ils te prennent d'une main ce qu'ils t'ont donné de l'autre:* gain de temps, moins de fatigue physique à s'occuper des enfants, mais: plus de problèmes, plus de tension nerveuse pour réparer les dommages causés aux enfants par la présence prolongée à l'école.

Est-ce pour en arriver là que nous avons lutté et que nous devrions lutter encore ?

1) Salaire ouvrier réel: le salaire en tenant compte de son pouvoir d'achat. (Les femmes luttent dans le quartier contre la hausse des prix).

Si ces luttes pour les services sociaux ont peu rapporté aux femmes, cela n'est pas dû uniquement à leur caractère local et fragmentaire (ce qui a signifié souvent isolement et dispersion), mais avant tout au fait que la *gestion des luttes échappe presque toujours aux femmes*. La gestion passe très rapidement, selon les situations, aux mains soit des instances décentralisées du pouvoir local, soit à celles des syndicats, soit à celles des instances féminines des partis (UDI) (note 2), soit encore à celles des comités régionaux des groupes extraparlimentaires.

Cela signifie que:

1) Les femmes ne gèrent pas directement la lutte: donc *elle ne leur sert pas à s'organiser mieux entre elles*; elles n'apprennent pas à connaître leur force potentielle; elles ne commencent pas à pratiquer le refus du travail ménager et de l'idéologie qui lui est propre ("aujourd'hui je ne fais pas le repassage parce que j'ai la réunion avec les autres femmes du comité"), ce qui, politiquement, serait un des résultats les plus importants et les plus significatifs de la lutte;

2) Ceux qui gèrent la lutte peuvent détourner et instrumentaliser à des fins politiques différentes les intérêts spécifiques qui ont porté les femmes à lutter.

Car, quand il s'agit des services sociaux, on se trouve inmanquablement en face d'intérêts divers, imbriqués les uns dans les autres, relevant de finalités et d'idéologies différentes voire divergentes. Analysons ces intérêts schématiquement *les uns après les autres* (même si dans la réalité ils ne se présentent souvent pas séparément):

- a) intérêt des femmes en ce qui concerne les services sociaux
- b) services sociaux et développement capitaliste
- c) réalité et idéologie des services sociaux dans la politique du parti communiste italien (s'appuyant sur l'analyse de la situation en Emilie).

A. QUEL INTERET LES SERVICES SOCIAUX PRESENTENT-ILS POUR LES FEMMES ?

Sans entrer dans les détails d'une analyse et de propositions politiques développées ailleurs, reprenons de façon synthétique et générale notre position en ce qui concerne le débat sur le travail ménager.

2) UDI - Unione delle donne italiane. Il s'agit de l'organisation féminine de masse du parti communiste.

Nous sommes contre le travail ménager et nous voulons le détruire, non seulement parce qu'on ne l'aime pas (ce qui est le cas de tout travail que le système capitaliste nous impose); non seulement parce qu'il est monotone et répétitif (ce qui est aussi le cas du travail à la chaîne de montage, du travail au supermarché, ou de celui de perforatrice IBM); non seulement parce qu'il nous enferme dans la maison et nous empêche de faire toute une série d'expériences (affectives, sociales, politiques) que nous désirons faire (comme en sont empêchées celles qui travaillent 8 heures dehors). Nous sommes contre le travail ménager parce qu'il est le fondement matériel du rôle dans lequel la société capitaliste enferme les femmes, rôle que celles-ci sont de moins en moins disposées à accepter. Tant que nous ferons du travail ménager en échange de notre entretien (ou en échange d'une "reconnaissance morale" dans les cas où nous gagnons assez pour nous entretenir nous-mêmes), nous serons en position d'inégalité quand nous nous confronterons aux hommes, et le pouvoir sera distribué de façon inégale dans la famille: nous continuerons à traîner cette faiblesse qui nous colle à la peau quand nous nous présentons sur le marché du travail.

Nous en avons assez d'être dépendantes (d'un homme...; de la "sphère affective"...; du jugement des autres et des sanctions sociales...), nous voulons lutter sur tous les terrains contre la racine matérielle de notre dépendance.

La revendication de *salaire pour le travail ménager* a ce sens-là: conquérir notre *autonomie financière* ; elle nous donnerait au moins la possibilité de pouvoir choisir des travaux moins ennuyeux, de sortir de la condition de "sans pouvoir" que nous retrouvons partout (et ceux qui disent que l'argent ne compte pas, ce sont toujours ceux qui en ont assez); mais cela signifie surtout *conquérir un terrain de lutte plus avancé afin de pouvoir refuser le travail ménager, afin d'en imposer et d'en gérer la socialisation* . C'est pourquoi nous ne sommes pas d'accord de revendiquer *des emplois pour les femmes* , nous refusons la socialisation du travail ménager telle qu'ils nous la promettent et telle qu'ils nous la donnent au compte-gouttes, et nous disons:

- tant qu'il y aura du travail ménager non socialisé (et il semble que cela va durer longtemps), *il faut que celui-ci soit payé* ;
- *nous ne voulons rien payer en échange des services sociaux qu'ils nous donnent* .

Nous payons ces services *non seulement avec de l'argent* (il faut payer pour la plupart des services – pourtant si rares – qui exis-

tent aujourd'hui en Italie); mais aussi en devant faire un autre travail, puisque nous ne pouvons en profiter que si nous travaillons dehors.

Finalement nous payons aussi d'un surplus de travail ces services dont la qualité est tellement défectueuse qu'elle exige une fois de plus nos propres prestations — toujours non payées — pour pouvoir en profiter. Il en est ainsi pour l'assistance médicale: nous ne pouvons pas confier un enfant, un vieillard, un malade à l'hôpital sans devoir nous substituer pendant des heures à un service défectueux (note 3). C'est ce qui se passe aussi pour les conflits, les frustrations et difficultés psychologiques créés par l'école ou l'asile et auxquels c'est nous qui devons porter remède dans un pays comme l'Italie où l'institution concentrationnaire est la règle presque générale.

Mais jusqu'à présent nous nous sommes limitées à un discours sur les objectifs: obtenir de l'argent pour le travail ménager et des services sociaux qui nous libèrent d'une partie de ce travail, en d'autres termes obtenir *des moyens qui nous permettent d'augmenter notre pouvoir et nous donnent la force d'imposer nos intérêts à l'intérieur de ce système*. Mais le refus du travail ménager, sa socialisation complète, c'est autre chose encore et cela n'est pas réalisable à l'intérieur des rapports de production capitalistes.

Aucune de nous ne croit à cette perspective: chaque femme, confinée dans sa maison, payée et satisfaite, grâce à l'allocation de 80 000 lire que lui paierait l'Etat chaque mois !!

Aucune de nous ne voit dans les services sociaux une socialisation effective du travail ménager (même si, à travers nos luttes, nous en obtiendrons plus et qu'ils répondront mieux à notre exigence de moins travailler); par contre nous savons qu'il s'agit d'enrêgimenter de plus en plus la force de travail, du berceau à la tombe, afin de la contrôler toujours plus et donc de mieux planifier son exploitation.

Refuser le travail ménager ne signifie pas de façon simpliste refuser de faire une série de gestes et d'opérations concrètes (faire la vaisselle, s'occuper des bébés, etc.) ou vouloir se décharger de ces gestes sur d'autres. *Ce que nous refusons c'est que la reproduction quotidienne (de nous-mêmes et des autres) retombe sur nous parce qu'elle fait partie de notre "nature" de femme devenant ainsi le*

3) Probablement qu'en Italie, dans certains endroits, si les femmes n'apportaient pas aux malades de la nourriture de l'extérieur, ils seraient extrêmement mal nourris. Ceci est un exemple qui nous permet de comprendre cette remarque.

signe de notre infériorité sociale et que ce travail soit exécuté pour nous entretenir (nous-mêmes et les autres) en tant que force de travail.

Quand ces mêmes activités — faire à manger, s'occuper des enfants, des vieillards, etc. — ne seront plus accomplies uniquement pour produire et entretenir de façon efficace *une marchandise*, la force de travail, pour laquelle le capital a un intérêt particulier, mais qu'elles seront accomplies afin de satisfaire collectivement les besoins de chacun (manger, faire l'amour, retrouver ceux de son âge, mais aussi les plus jeunes et les plus âgés, vivre dans un environnement agréable, etc.), *il ne s'agira plus alors du travail tel que nous le définissons*, et cela ne sera plus le support matériel et économique de la division des rôles entre hommes et femmes.

B. DEVELOPPEMENT CAPITALISTE ET INVESTISSEMENTS DANS LES SERVICES SOCIAUX.

Précisons avant tout un point qui a été à l'origine de bien des équivoques ou de malentendus dans le débat sur les services sociaux: *investir dans ces secteurs* (c'est-à-dire l'instruction, la santé, la maison et les services sociaux en général) *n'est pas fondamentalement contradictoire avec la logique de l'accumulation capitaliste*. Affirmer — ainsi que l'a fait Galbraith en son temps et tous les critiques de la société "d'opulence" — que la limite du capital, c'est précisément l'incapacité d'investir dans ces secteurs; ou fonder, comme le fait le Parti Communiste Italien, un modèle de développement non plus sur la consommation individuelle, mais sur la *consommation sociale* — modèle qui permettrait de dépasser la logique du profit —, cela signifie perdre de vue que la contradiction fondamentale, et donc la limite, du système est celle qui oppose classe ouvrière et capital à l'intérieur des rapports de production. Cela signifie déplacer la contradiction dans la sphère de la consommation et de la distribution.

La consommation sociale peut avoir une fonction dans le système capitaliste de la même manière que la consommation individuelle, *à condition qu'elle respecte la forme marchande*: ce qui change, c'est la *structure du marché*. L'Etat et les institutions locales, etc. y occupent une place toujours plus grande en tant qu'acquéreurs de biens et de services, qu'ils redistribuent ensuite à la collectivité ou à certaines de ses couches. En d'autres termes, ce ne sera plus seulement le salaire touché directement par l'ouvrier qui servira à acheter des marchandises, mais une partie de ce salaire sera gérée de façon centrale par l'Etat sous forme de prélèvement

fiscal, de retenues, d'impositions indirectes qui serviront ainsi à acquérir des services.

C'est seulement si les services sociaux avaient réellement un caractère de valeur d'usage, de richesse sociale, à travers lesquels nous puissions satisfaire nos besoins, qu'ils seraient en contradiction avec la logique de l'accumulation capitaliste. Mais nous savons que pour en arriver là, il ne suffira pas de changer de sujet et de lieu de consommation (de l'individu à la collectivité, de la maison à l'environnement social), il ne suffira pas de passer d'un type de marchandises à un autre (de l'automobile au métro): il faudra que le pouvoir soit aux mains de la classe ouvrière, aux mains de ceux qui ont intérêt à *détruire les rapports de production capitalistes*, à préparer la fin du travail salarié.

Par ailleurs, la capacité d'adaptation du capital, nous pouvons déjà la voir dans les faits et non plus seulement en théorie; ainsi:

- la FIAT se déclare disposée à convertir une partie de sa production d'automobiles en production de transports publics;
- la FIAT encore fait son entrée dans le secteur de la construction et du préfabriqué avec, par exemple, la maison "container" (note 4);
- au programme de l'Ignis, on trouve déjà une nouvelle gamme d'appareils ménagers à usage non plus privé, mais collectif (pour les hôpitaux, asiles, hospices, cantines publiques, etc.);
- depuis longtemps déjà chez IBM, et dans le secteur de l'électronique en général, on parle de l'enseignement et des nouveaux moyens didactiques comme possibilités d'expansion du marché;
- même les installations d'épuration et les dispositifs anti-pollution peuvent constituer un terrain d'investissement avantageux;
- les profits des industries pharmaceutiques n'ont certainement pas diminué depuis que les médicaments passent pas la sécurité sociale!

Mais, outre cette ouverture de nouveaux secteurs de recherche et de production, il y a un autre aspect des services sociaux qui les rend non seulement compatibles avec les exigences du développement capitaliste, mais encore essentiels pour lui: les services sociaux sont nécessaires pour éliminer une série de "goulots d'étranglement" empêchant la force de travail d'être plus flexible et plus mobile, pour atténuer les conflits à l'usine, pour diminuer la pression ouvrière sur le salaire (qui est fondée précisément sur le fait que trop de frais pèsent sur le salaire familial).

A titre indicatif simplement, nous pouvons donner l'exemple de *la réforme des transports publics et du système sanitaire*: quelles

4) En anglais dans le texte.

sont les nécessités capitalistes qui se cachent derrière ces réformes?
1) Pour garantir *la fluidité de la journée de travail sous toutes ses formes* (travail en équipes, travail à temps partiel, horaire unique pour les bureaux, horaire à choix, etc.), une adaptation des transports publics et de la circulation urbaine, ainsi qu'une série de services collectifs tels que cantines, crèches, "dopo-scuola", etc., est nécessaire (note 5).

2) *Contrôle et prévention des maladies (et des malades!)* sont à mettre en relation avec le gros problème de l'absentéisme ouvrier: selon certaines données de la CIPE (note 6), on évalue en Italie à 4000 milliards de liras la perte annuelle occasionnée par les heures de travail manquées, les salaires perdus et les frais d'assurances dus à l'absence d'infrastructures médicales sur les lieux de travail.

Il est clair que dans la mesure où les services sociaux reflètent avant tout ces deux exigences du capital (un, créer de nouveaux secteurs d'investissement; deux, éliminer une série de goulots d'étranglement et de disfonctionnement sociaux - afin d'augmenter la productivité sociale moyenne) ils tendent:

- à être stratifiés (c'est-à-dire à privilégier certaines couches de classe et à en marginaliser d'autres);
- à donner comme *priorité une restriction de la consommation individuelle*, c'est-à-dire une diminution du salaire réel (avec l'inflation, l'augmentation de l'imposition directe, la fiscalisation des investissements sociaux, etc.).

Pour contrecarrer cette tendance, l'intérêt de la classe ouvrière dans sa totalité est - par rapport aux services sociaux -

- *de ne pas renoncer au niveau de consommation atteint*, c'est-à-dire continuer la lutte sur le salaire à l'usine, en exigeant en plus ces services (qui de fait ont déjà été payés par les retenues sur les salaires) et en luttant contre l'augmentation des impôts;
- *d'imposer le développement généralisé et égalitaire* de ces services (entre zones développées et le Sud, la ville et la campagne, entre la force de travail occupée et celle au chômage, etc.).

Comme jusqu'à présent nous avons parlé des services de ce point de vue capitaliste, ce n'est pas étonnant que nous n'ayons pas fait place aux femmes et aux services qui les concernent plus particulièrement: nous en parlons en dernier lieu, parce que c'est une des

5) Dopo-scuola signifie littéralement "après l'école". On appelle ainsi l'institution qui consiste à garder les enfants à l'école après les heures de cours afin de les surveiller et de les aider à faire leurs devoirs en attendant que leur mère rentre du travail.

6) CIPE - Comitato interministeriale per la Programmazione Economica (comité interministériel pour la programmation économique).

dernières préoccupations du capital de favoriser un développement des services sociaux au bénéfice des femmes (ce qui lui permettrait en temps utile d'utiliser une main-d'oeuvre féminine plus disponible). Quant à sa préoccupation de libérer les femmes du travail ménager, mieux vaut ne pas en parler...

Dans la première phase du développement capitaliste, l'utilisation massive du travail féminin dans l'industrie naissante était accompagnée d'une telle indifférence à ce qui pouvait bien arriver aux enfants et aux familles des femmes travailleuses, que Marx et Engels en sont venus à affirmer que *la famille elle-même avait d'ores et déjà été détruite* par le système de production capitaliste.

En Italie également, c'est autour de 1900 qu'on enregistre le taux le plus élevé d'occupation féminine (qui, depuis, a toujours diminué) à un moment où les services sociaux sont complètement inexistantes.

D'une façon générale, la situation a-t-elle beaucoup changé aujourd'hui? Bien sûr, il existe à présent une politique qui tend à atténuer les conséquences les plus graves du travail des femmes en dehors de la maison. Mais le capital cherche encore, semble-t-il, des voies qui lui permettent malgré tout d'exploiter la force de travail féminine, sans chercher à socialiser le travail ménager.

- Au Etats-Unis, par exemple, le taux d'occupation féminine est assez élevé (37,3 o/o des femmes sont actives), mais si l'on regarde d'un peu plus près le travail des femmes, on découvre qu'en 1964 par exemple, seulement 37 o/o de ces femmes ont travaillé à plein temps et durant toute l'année, contre 66 o/o des hommes pendant la même année. Le travail à temps partiel se répand donc énormément, alors que la situation des services est précaire: il y a peu de crèches privées et elles sont très chères, presque pas de jardins d'enfants et les services d'aides-ménagères à domicile sont inexistantes.
- L'URSS est un cas totalement différent: grâce à la politique du plein emploi de toute la main-d'oeuvre, le taux d'occupation féminine y est très élevé (presque la moitié des femmes sont actives) et les services y sont développés de façon assez remarquable. Mais comme ces services, de toute façon, ne suffisent pas pour assurer la surveillance de tous les enfants, on préfère utiliser les femmes âgées pour le travail ménager et employer les forces plus fraîches dans les activités au dehors de la maison (pendant les premières années après l'introduction des plans quinquennaux, l'obligation de travailler s'arrêtait à 40 ans pour les femmes; plus tard, on a octroyé la retraite aux femmes de 55 ans).

- En France ainsi qu'en Angleterre, le pourcentage de femmes travailleuses est assez élevé. Le phénomène du travail à temps partiel se développe.
- En Allemagne, relève E. Sullerot, l'insuffisance marquée des services sociaux par rapport aux exigences des femmes au travail a amené à plusieurs reprises la proposition de l'institution d'un "service ménager obligatoire" pour les filles (sur le modèle du service militaire des hommes!).

En conclusion, nous pouvons dire que *l'existence du travail ménager gratuit limite aujourd'hui les possibilités d'extension des services sociaux concernant le travail ménager.*

Tant que les femmes seront disponibles et fourniront gratuitement de travail salarié), on comprend pourquoi certaines tendances de travail, le capital sera peu disposé à développer les services sociaux.

Quelques chiffres pour montrer les économies ainsi faites: le coût de gestion d'une crèche moderne est de 920 000 liras par enfant et par an, dont 690 000 liras vont au personnel.

Ainsi un enfant de moins de trois ans coûte 55 000 à 60 000 liras par mois en force de travail, et cela seulement pour une partie des soins qu'il demande quotidiennement.

A l'école maternelle, un enfant coûte 60 000 liras par an. Un vieillard dans une institution pour personnes âgées coûte un million et demi de liras par an.

Si l'on tient compte d'une part de ces frais et d'autre part de la montagne de travail ménager qu'on exige des femmes de façon globale (en France, par exemple, on calcule que chaque année, 45 milliards d'heures de travail ménager sont produites par les femmes, alors que les hommes produisent 43 milliards d'heures de travail salarié), on comprend pourquoi certaines tendances se développent:

- *inciter les femmes à travailler à temps partiel* (le fait qu'en Italie la FLM (note 7) se soit prononcée en faveur du travail à temps partiel pour les femmes, les jeunes et les vieux est significatif à cet égard),
- *mettre en place certaines formes de soutien à la famille* plutôt que de socialiser une série de tâches,
- dépasser le principe de la mise en institution des enfants, des vieillards et des malades mentaux, etc., en les réintroduisant dans leur "milieu ambiant", ce qui revient à reporter à nouveau sur les femmes une grande part de leur prise en charge.

7) FLM – Federazione dei lavoratori metalmeccanici (Fédération des travailleurs de la métallurgie).

Quelques preuves de cette tendance:

- en France, à côté des crèches traditionnelles, on développe un type de *crèche à domicile qui coûte cinq fois moins à l'Etat*;
- en France encore, on a créé une allocation pour *frais de garde* destinée aux familles de condition modeste (10-15 francs par jour pour 20 jours par mois au plus);
- dans plusieurs pays du Marché Commun, on parle d'un service d'aides familiales qui aurait une fonction de soutien aux familles: aide aux mères de famille malades ou surchargées, aide et soins aux handicapés, aux vieux, etc.;
- dans certains pays socialistes (par exemple en Hongrie) on tend à prolonger le congé maternité afin que les femmes puissent allaiter leur enfant. Cette solution est moins coûteuse que de créer toutes les crèches qui seraient nécessaires si les femmes retournaient plus vite au travail, et cela bien que les femmes continuent à percevoir leur salaire pendant leur séjour à la maison;
- en ce qui concerne la tendance à la "désinstitutionnalisation" nous donnerons des indications plus précises à propos de l'Emilie, où certaines expériences "très avancées" sont en cours.

C. LA POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE ITALIEN EN EMILIE: SERVICES SOCIAUX, CONTROLE DE LA CLASSE OUVRIERE, TRAVAIL DES FEMMES.

Nous savons que c'est à travers sa politique d'expansion des services sociaux que le parti communiste cherche principalement à gérer le pouvoir local en Emilie. Cette expansion est aussi considérée et présentée comme le banc d'essai du "nouveau modèle de développement" proposé au niveau national.

Il existe là un réseau serré de services allant du secteur de l'éducation (crèches, écoles maternelles, garderies à plein temps et développement de la construction scolaire, etc.) à celui des transports publics, de l'organisation de la santé (polycliniques, services de consultation, assistance médicale scolaire, etc.), aux nouveaux services d'assistance aux vieux, aux handicapés et aux enfants. Ces nouveaux services sont en partie encore des projets, mais certains existent déjà et s'articulent comme suit:

- recherche systématique d'appartements pour personnes âgées vivant seules et pour grouper les familles pour la garde des enfants;
- *équipes pour l'assistance à domicile* (médecins, assistants médicaux, travailleurs sociaux, aides-ménagères, etc.);
- *mesures de soutien économique* (allocations diverses, entre

autres allocations pour la réinsertion des malades mentaux dans les familles).

Cette situation en Emilie, qui représente par rapport à d'autres situations *l'extension-limite de ce modèle de développement*, est particulière: ce grand effort de création d'infrastructures sociales n'est autre chose qu'un des aspects du contrôle sur la force de travail exercé par le Parti Communiste Italien en Emilie, contrôle *visant à un développement capitaliste équilibré* (décentration industrielle, atomisation de la force de travail, politique régionale, alliance avec les classes moyennes, etc.).

L'hypothèse que nous avançons est que ce développement maximum des services sociaux est à la fois la preuve et la condition d'une exploitation accrue de la force de travail (l'allongement de la journée de travail globale, le double travail – auxquels sont astreints beaucoup d'ouvriers – les conditions de surexploitation, comme le travail à domicile, les heures supplémentaires dans les entreprises artisanales de petite importance, le taux d'activité féminine plus élevé, etc., permettent une augmentation de la plus-value).

Si ce contrôle et cette surveillance plus intenses sont les conditions qui rendent possible l'expansion des services sociaux, cette expansion agit à son tour sur ces conditions, "libérant" plus de force de travail, ou rendant plus "disponible" celle qui est déjà occupée.

C'est l'élément de *gestion sociale* que le parti communiste souligne pour donner un sens politique ("démocratique") à ces investissements sociaux. Cela n'est pas un hasard, parce que le parti communiste sait bien que les relations entre contrôle global de la force de travail, services sociaux et exploitation accrue (que le parti communiste nomme "*meilleure utilisation des ressources humaines*") ne fonctionneront pas automatiquement: les ouvriers pourraient bien par exemple en arriver à utiliser ces services pour mieux vivre plutôt que pour travailler plus; les femmes pourraient facilement se laisser aller en se "déchargeant" de l'enfant à la crèche ou à l'école maternelle, etc. D'où nécessité d'une médiation idéologique qui une fois encore remplisse concrètement la fonction de contrôle. C'est à cela que sert la gestion sociale: charger les ouvriers, les femmes, les étudiants (tous en tant que "citoyens") d'un rôle de participation concernant des questions matérielles les touchant de près (comme justement la question de l'école, des enfants, des vieux, de la gestion de la santé). Participation fictive en ce qui concerne les capacités de décision, mais non pas fictive politiquement puisqu'elle sert à exclure tous les autres espaces, tous les autres terrains d'initiative et de lutte, tous les autres

moyens d'organisation qui pourraient, dans chaque province, faire émerger sur ces mêmes problèmes le point de vue et l'intérêt des ouvriers.

COMMENT FONCTIONNENT LES SERVICES SOCIAUX POUR LES FEMMES EN EMILIE ?

Parti Communiste et UDI présentent le développement des services sociaux dans cette province comme le principal moyen permettant l'accès des femmes au travail, ou plutôt – comme ils disent – à une “occupation stable et qualifiée, constituant *en elle-même* un grand pas sur la voie de “l'émancipation”.

Nous pouvons déjà contredire le deuxième point: ce type de services sociaux, dans sa conception et dans ses buts, ne libère les femmes qu'*en fonction du travail à l'extérieur*.

- Preuve en est par exemple les horaires des crèches et des écoles maternelles, qui ouvrent à 7 h 30 du matin et ferment à 6 h du soir, et encore pour les femmes qui présentent régulièrement un certificat de travail ! Juste le temps de déposer l'enfant en courant... et de le reprendre en revenant de l'usine.
- Il est clair aussi qu'il n'existe absolument aucun projet concernant la socialisation des tâches ménagères (faire à manger, laver, repasser, nettoyer la maison, etc.), ce qui réduirait effectivement les charges des femmes.
- La tendance à la désinstitutionalisation, qui réintègre dans la famille le vieillard, le malade, à charge de la femme (même s'il existe un soutien technique et financier), est elle aussi significative.

Sur la “question féminine” également, on peut mesurer à quel point le réformisme a adopté le point de vue capitaliste en se contentant d'y ajouter quelques retouches et de l'ajuster un peu. Il suffit de comparer les positions prises actuellement par le parti communiste avec celles *autrement radicales* de Marx, d'Engels, de Lénine (même si elles ne sont pas fondées sur une analyse du caractère positif du travail ménager et de la fonction qu'il joue dans l'accumulation capitaliste):

“... ce que nous pouvons conjecturer aujourd'hui de la manière dont s'ordonneront les rapports sexuels après l'imminent coup de balai à la production capitaliste est surtout de caractère négatif, et se borne principalement à ce qui disparaîtra. Mais quels éléments nouveaux viendront s'y agréger? Cela se décidera quand aura grandi une génération nouvelle: génération d'hommes qui, jamais de leur vie, n'auront été à même d'acheter par

de l'argent ou par d'autres moyens de puissance sociale l'abandon d'une femme; génération de femmes qui jamais n'auront été à même de se donner à un homme pour quelque autre motif que l'amour véritable, ou de se refuser à celui qu'elles aiment par crainte des suites économiques de cet abandon. Quand ces gens-là existeront, du diable s'ils se soucieront de ce qu'on pense aujourd'hui qu'ils devraient faire; ils se forgeront à eux-mêmes leur propre pratique et créeront l'opinion publique adéquate selon laquelle ils jugeront le comportement de chacun – un point, c'est tout.” (Note 8)

Comparons cette citation d'Engels avec une citation de “Vie soviétique” (février 1969) où l'on lit à propos de la nouvelle loi (1968) sur le mariage et la famille:

“Comme précédemment, la nouvelle loi de base déclare que seul un mariage enregistré officiellement a une valeur légale. Cette définition est vitale par rapport au but central de la législation soviétique concernant la famille: renforcer l'unité familiale.”

Ou encore le passage suivant sur la famille: le Parti Communiste Italien – par la bouche du sénateur Spagnoli – contredit les adversaires du divorce:

“Ceux qui soutiennent de telles choses démontrent qu'ils ignorent que la famille est infiniment plus saine, plus propre, plus véridique que le croient certains libertins. La famille est unie et reste unie non parce qu'il y a contrainte, mais parce que, malgré toutes les difficultés, elle donne l'affection, la solidarité, le sens de la responsabilité, la capacité de sacrifice. Il existe donc un consensus.”

Nous les femmes en savons quelque chose, de la capacité de sacrifice. En plus, déclarer que ce qui se passe à l'intérieur de la famille entre l'homme et la femme, entre les parents et les enfants, ce qui se passe entre la cellule familiale et les autres structures sociales, *est quelque chose de sain, de propre, de vrai*, c'est afficher un tel optimisme que nous en restons béates, confrontées que nous sommes avec la réalité de l'*insatisfaction* et avec la *rébellion* des femmes – et des jeunes – contre la famille, confrontées avec la réalité des “névroses” familiales et des frustrations auxquelles les hommes eux-mêmes sont soumis à l'intérieur de cette structure.

Une fois la famille acceptée (réformée ou non par rapport au code Napoléon ou fasciste) en tant qu'*unité de base de la société* à laquelle on ne peut rien substituer d'autre, il est clair qu'on ne peut remettre radicalement en question l'asservissement de la

8) Engels, L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat, Editions sociales, Paris 1974, p. 90.

femme dans le travail ménager; on ne peut pas chercher à procéder à la socialisation complète de la "production domestique" telle que Lénine l'avait mise au programme politique de l'Etat soviétique au lendemain de la révolution !

Mais considérons aussi cet autre point de vue qui soutient que le développement des services sociaux s'accompagne d'une augmentation du taux d'emploi féminin "stable et qualifié": voyons un peu quelle est la situation de l'emploi des femmes en Emilie tant quantitativement que qualitativement.

Il est vrai que le taux d'activité des femmes est plus élevé dans cette région que dans beaucoup d'autres; il est aussi plus élevé que la moyenne nationale:

— en 1971, le rapport entre force de travail féminine et total de la population féminine était:

26,6 o/o en Emilie

19,2 o/o en Italie

et celui entre force de travail féminine et total de la force de travail:

31,8 o/o en Emilie

27,1 o/o en Italie.

Il est par ailleurs également vrai que de 1959 à 1971 il y a eu une chute globale du taux d'occupation féminine jusqu'à 14,2 o/o (la même donnée pour l'Italie entière est de 18,5 o/o). Dans son rapport à la conférence régionale sur l'occupation féminine, O. Menabue résume la situation de la façon suivante:

"... cette diminution (du taux d'occupation) concerne pour la première fois également l'industrie; le travail à domicile se développe dans toute l'Emilie et dans les nouveaux secteurs; dans l'agriculture, le taux continue à diminuer, le chômage et la sous-occupation des femmes qualifiées augmentent, un nombre de plus en plus élevé de femmes se présentent sur le marché du travail et s'inscrivent dans les agences de travail. L'augmentation du tertiaire qui n'est pas compensée par les pertes dans l'agriculture et l'industrie est due surtout aux postes de travail créés par les communes dans leurs services sociaux."

Les femmes en Emilie *cherchent donc du travail* (d'autant plus que les services sociaux se développent...), mais de plus en plus, soit elles trouvent du travail à l'intérieur des services sociaux mêmes, soit elles sont contraintes, si elles veulent avoir un revenu, à prendre un travail à domicile (dans la province, 120 000 personnes seraient occupées ainsi, dont 90 o/o de femmes).

Le manque de corrélation entre extension des services sociaux et augmentation *stable* du taux d'occupation féminine ne peut pas s'expliquer uniquement en fonction d'une politique économique nationale qui a cherché pendant toutes ces années à comprimer le taux d'occupation en général et celui des femmes en particulier.

La raison fondamentale (en plus des hauts et des bas conjoncturels) est que la force de travail féminine continue à être dans une position de faiblesse sur le marché du travail: pas tellement parce que les services sociaux manquent, ce qui empêcherait les femmes d'être disponibles aux horaires d'usine ou de bureau (au contraire: on sait que quand le capital a trouvé bon de les employer en masse, elles se sont mises en quatre pour être engagées et pour avoir un salaire), mais plutôt parce que — toujours et encore —

elles font un travail non salarié à la maison

elles sont liées matériellement (et non seulement idéologiquement) au rôle d'épouse, de mère, de ménagère, même si elles ont un emploi, même si elles peuvent utiliser quelques services sociaux pendant leurs heures de travail.

Ce n'est qu'en s'organisant pour que le travail ménager soit payé par un salaire — de sorte que le double travail disparaisse réellement — que les femmes pourront lutter contre cette faiblesse.

La composition de la force de travail employée dans les services sociaux en Emilie est la suivante:

— dans les *services sociaux* sont employées quasi exclusivement des femmes:

— crèches	1238
— institutions pour convalescents	4985
— assistance saisonnière (colonies, séjours d'été, camps scolaires)	29133
TOTAL	35276

— dans les <i>services hospitaliers</i> :	hommes	femmes
— personnel auxiliaire	8300	6346
— personnel technique	520	370
— personnel médical	2800	400
TOTAL	11620	7166

— dans les *assurances-maladie*

— personnel auxiliaire	787	559
— personnel technique	60	29
TOTAL	847	588

— dans les *services communaux*:

sur un total de 890 employés 551 sont des femmes (obstétrique et assistance médicale)

- à l'école, parmi 38 000 enseignants, 28 000 sont des femmes:
- à l'école maternelle, 100 o/o de femmes
- à l'école primaire, 88 o/o de femmes
- à l'école moyenne et secondaire, 60 o/o de femmes
- 26 000 personnes font partie du personnel non-enseignant; dans les fonctions de direction, la prévalence va aux hommes, dans les fonctions auxiliaires et techniques, elle va aux femmes.

Dans la plupart de ces services, nous sommes en présence de véritables *ghettos de travail féminin* caractérisés par des *bas salaires*, des *horaires chargés* (35 heures par exemple pour une monitrice à la crèche), des *heures supplémentaires nombreuses*, du *travail par équipes* (donc aussi la nuit, surtout pour les infirmières et le personnel hospitalier), un *contrat de travail temporaire et saisonnier* (cf. les remplaçantes et suppléantes, le personnel de surveillance des centres d'été, les maîtresses des "dopo-scuole", etc.), des *difficultés et une faiblesse extrême de l'organisation syndicale* (cf. les employées dans les crèches qui ont réussi à s'arracher une diminution d'horaire, mais qui doivent faire la même quantité de travail, cf. la difficulté de trouver des formes de lutte incisives, limitations des grèves, etc.). Cette situation (que les femmes employées dans les services sociaux ont en commun avec beaucoup d'autres travailleuses du tertiaire, les petites employées) est d'autant plus pénible que *les tâches à accomplir sont par excellence des tâches de femmes*. Elles sont la projection hors de la maison du travail ménager, et qui plus est, des tâches les plus délicates qui sont habituellement confiées aux femmes, celles qui consistent à ne pas manipuler des objets ou des symboles, mais à écouter des gens, des enfants, des malades, des vieux. Ce n'est pas un hasard si on ne trouve que des femmes dans ces activités qui ne demandent aucune qualification particulière (il n'y a qu'à voir le niveau de scolarité des femmes employées dans ces services); ce qui est demandé, ce sont des *attitudes*: patience, sérénité, traits de caractère que la femme assimile automatiquement au rôle qu'elle joue dans la famille. Et l'apprentissage de ce rôle n'a rien coûté.

Par contre les hommes, eux, ne sont pas dans ces services *pour écouter*: ils ont aussi à faire à des personnes, mais toujours à travers la médiation de la science ou de techniques spécialisées: coordinateurs, consultants, médecins, psychologues, etc. Par ailleurs, pour habituer un homme à passer 7 heures de la journée avec 30 gamins de 3 à 4 ans, il faudrait de tels frais de formation que son utilisation à ce niveau serait tout à fait irrationnelle!

Ainsi, les femmes qui travaillent dans ces secteurs (en particulier ceux qui concernent la petite enfance, les soins aux gens âgés et

aux handicapés, etc.) ne réussissent pas à garder dans leur travail *l'attitude d'extériorité* qu'éprouve la vendeuse envers la marchandise qu'elle vend ou l'ouvrière envers les pièces qu'elle fabrique. Elles parviennent moins facilement à voir leur travail *comme une partie du travail social que le capital dirige* et qui sert à son accumulation: il y a toujours d'autres choses qui s'ajoutent: l'affection pour les enfants, le fait que —malgré la fatigue— ils sont intéressants, ils plaisent, ou la compassion qu'on éprouve envers le malade et les vieux ségrégués, la responsabilité qu'on sent envers les familles...

Mais ne s'agit-il pas là de la contradiction que nous éprouvons toutes *en tant que femmes* quand nous sommes divisées *entre l'envie de nous révolter* contre nos obligations d'épouses, de mères et de ménagères, *et notre culpabilité* quand nous ne réussissons pas à donner ce que nous demandent mari, enfants et vieillards, dont nous nous occupons à la maison.

Il est évident que nous ne proposons pas aux institutrices, aux aides-ménagères et aux infirmières de traiter les vieux, les malades et les enfants comme des "choses"; nous disons simplement que si cela arrive, et cela arrive très souvent, *nous devons refuser de nous sentir coupables, pas assez bonnes*; nous devons arrêter de penser que cela dépend de notre bonne volonté et de nos efforts redoublés: *la raison est qu'on nous en demande trop*; nous avons trop d'heures de travail et trop de tâches à accomplir; c'est terrible qu'une mère revienne chez elle fatiguée, tendue après huit heures de travail et qu'elle considère alors son enfant avant tout comme un poids l'empêchant de faire face aux exigences qu'on lui pose: *c'est terrible, mais ce n'est pas de sa faute*.

C'est la faute de ceux *qui nous font travailler dans ces conditions, de ceux qui nous surchargent*. C'est la faute d'un système social où l'on considère normal qu'une femme travaille 12, 14, 16 heures par jour —alors que les ouvriers ont acquis depuis 50 ans la journée de travail de 8 heures.

Notre capacité de travail, de sacrifice, de renoncement à nos intérêts et à nos exigences propres a toujours été considérée comme illimitée; à présent nous disons: *il y a une limite*, celle que pose notre volonté de lutter pour conquérir des espaces, de la liberté, du temps pour vivre. *Nous poserons cette limite de plus en plus clairement dans la lutte*.

Nous savons par ailleurs que la ligne du parti communiste et la politique des autorités locales par rapport aux femmes et à la famille n'a pas seulement trait à *l'exploitation pure et simple et à la soumission de la force de travail*. Elle a aussi trait à *l'idéologie de la*

fonction sociale de la maternité qui sert à perpétuer en le modernisant le rôle de la femme dans la famille (même s'il est question de l'alléger de quelques charges matérielles). D'autre part on propose aux institutrices, aux puéricultrices, à tout le personnel qui travaille dans ces services, *une requalification professionnelle et sociale basée sur:*

– *la formation permanente*

– *la gestion sociale*

– *la "motivation sociale"* envers le travail.

En ce qui concerne la "motivation sociale", voici une citation qui en dit long (tirée du procès-verbal d'un congrès sur l'assistance aux personnes âgées, tenu en Emilie en octobre 1972):

"Un certain type de travailleuses possédant – en plus d'une préparation technique – une motivation sociale, qui les rend sensibles à cette problématique, est devenu indispensable. On parle de "collaboratrices ménagères" pour le service à domicile; elles sont indispensables pour maintenir les personnes âgées dans leur contexte social, c'est-à-dire dans leur maison à elles, dans leur domicile à elles. Ces collaboratrices auxquelles seront appliqués les critères d'exigences les plus bas auront pourtant, en plus des tâches ménagères, à dialoguer avec les personnes âgées, puisque, plus que les autres travailleurs sociaux, elles seront souvent présentes à leur domicile. Pour cela, elles devront être préparées, formées de façon à pouvoir établir avec les vieillards des rapports agréables – ni gênants, ni pathologiques. Il leur faudra, je pense, un minimum de préparation pour cela. Elles devront avoir cette "motivation sociale" qui leur permettra de comprendre émotivement la "condition de vieillard" qui est en elle-même un motif de souffrance."

La corrélation entre être femmes + *critères d'exigences les plus bas* + "motivation sociale", est donnée comme allant de soi. Pas besoin de commentaires!

En ce qui concerne la *formation permanente*, nous voulons dire deux choses:

1) Il faudrait critiquer les contenus cognitifs (ou plutôt *idéologiques*) à la base de ce concept, ainsi que ceux des "sciences de l'éducation" et ceux de la psychologie de l'enfant. On pourrait ainsi mettre en évidence leur relation plus ou moins grande avec *les nouvelles exigences que le système capitaliste tend à imposer à la force de travail*; nous ne pouvons pas ici approfondir cette discussion, mais il nous semble qu'il y a une tendance de faire de la crèche *une véritable école*, souvent plus ouverte que l'école primaire, utilisant des méthodes plus progressistes qui mettent l'accent de plus en plus sur les "activités" (et sur leurs réalisations concrètes comme des expositions de travaux, etc.). Cette tendance vise à

développer très tôt chez l'enfant le *principe de rendement et la compétitivité*, principes fondamentaux dans la formation d'une *personne adaptée* au système de production capitaliste.

2) Indépendamment des contenus, *ce recyclage professionnel se fait toujours aux dépens des institutrices*: plus de travail, plus d'heures supplémentaires, etc. Et la plupart des maîtresses sont des femmes jeunes qui doivent ajouter aux 35 – 37 heures de travail hebdomadaires (souvent plus en fait) l'éducation de leurs propres enfants et leur propre travail ménager.

Le *bon fonctionnement de la gestion sociale* est également à la charge des institutrices et de tout le personnel des écoles. Ici aussi se joue un des mécanismes les plus révélateurs de la *faiblesse commune* des femmes qui travaillent dans ces services et des femmes qui les utilisent: leur division. Elles sont élevées les unes *contre* les autres dans une fonction de contrôle réciproque. La plupart des mères considèrent, avec raison, les réunions, la participation aux conseils comme *du travail supplémentaire*, et répondent par l'absentéisme. Les institutrices s'en prennent aux mères et les *culpabilisent*. Elles font peser sur les mères le fait qu'elles utilisent les services et que, déchargées pendant 8 heures par jour de leur travail de mères, elles devraient le prendre plus au sérieux pendant le reste du temps.

Pour dépasser ces positions contradictoires, il faut se rendre compte que, au nom de *l'intérêt de l'enfant*, on continue à maintenir les femmes, tant les institutrices que les mères, dans une position de faiblesse et de surexploitation (aucune théorie psychologique ne nous convaincra que cela fait du bien à l'enfant). Se rendre compte de cela, c'est le premier pas pour arriver à des luttes englobant les mères, les institutrices et les domestiques; luttes basées sur leur intérêt commun, celui de travailler moins, d'avoir des *classes moins nombreuses, des horaires moins chargés*. *Les femmes doivent s'attaquer ainsi au fondement même de leur surexploitation de femmes travailleuses: le travail ménager gratuit*.

La gestion sociale et la formation permanente sont des terrains qui doivent servir, dans la mesure du possible, à faire éclater ces contradictions et ces revendications plutôt que de les contenir et de les contrôler:

- dans les assemblées et les réunions, mettons à l'ordre du jour le fait qu'aucune méthode didactique n'est meilleure qu'une autre tant que nous aurons 30 enfants en classe pendant 7 heures par jour.
- commençons à dire qu'avant de parler de la psychologie de l'enfant, nous voulons parler de l'éducation des enfants comme d'un travail: *travail sous-payé aux maîtresses parce qu'il n'est pas du tout payé aux mères*.

Tirons à présent les conclusions de l'analyse que nous avons ébauchée. Quelles indications politiques pouvons-nous en déduire, si nous revenons aux questions posées au début: *quel sens a la lutte des femmes pour des services sociaux? Comment relier ces luttes à la revendication d'un salaire pour le travail ménager?*

Nous avons vu que la tendance générale — commune à beaucoup de pays, Italie y compris— est de *continuer à compter sur le travail ménager gratuit des femmes* (même si beaucoup d'entre elles travaillent au dehors). *On combine tout au plus la généralisation du travail à temps partiel et l'adoption de mesures de soutien* (services à domicile), solutions qui s'avèrent moins coûteuses que la socialisation des tâches accomplies jusqu'à ce jour gratuitement par les femmes.

D'une manière générale donc, l'unique riposte, l'unique moyen d'imposer l'extension générale de la socialisation du travail ménager est de *faire payer à l'Etat — et de plus en plus cher—* ce travail que nous devons accomplir parce que nous sommes nées femmes. C'est pourquoi nous sommes fondamentalement d'accord avec la nécessité d'impulser (au niveau national si cela est possible) une *campagne de propagande et d'agitation sur la revendication d'un salaire pour le travail ménager.*

D'autre part, l'analyse de la situation en Emilie, par son atypisme par rapport à la situation nationale, mais aussi par son caractère plus avancé et plus complexe sous certains rapports (taux d'occupation des femmes à l'extérieur, extension des services sociaux, idéologie qui sert à les faire fonctionner aussi *contre* les femmes, etc.) nous fait découvrir la nécessité d'une série d'articulations et d'*instruments autres que la revendication du salaire* ainsi qu'elle est formulée, de façon très linéaire, mais à notre avis assez peu praticable, en Emilie au moins, par le "Comitato veneto" pour le salaire (note 9).

Notre programme politique c'est la *lutte contre le travail ménager*: c'est le terrain qui peut vraiment unifier les femmes, les ménagères et les ouvrières, les travailleuses à domicile et les retraitées, les jeunes filles qui voudraient "fonder un foyer" et les femmes mariées.

Demander de l'argent, c'est un objectif que beaucoup de ces femmes (surtout les ménagères, les travailleuses à domicile, les jeunes femmes à la recherche d'un emploi, etc.) peuvent voir comme possible, crédible. Il répond de façon immédiate au besoin d'argent,

) Le "comitato veneto" exige un salaire ménager "cash", c'est-à-dire de l'argent. Il ne confond jamais une lutte qui nous apporte des avantages matériels (par exemple la crèche gratuite) et la lutte pour le salaire en tant que tel.

d'autonomie économique, qu'elles ressentent de manière dramatique; mais beaucoup de femmes gagnent déjà un salaire (même s'il est bas) à l'usine, dans les bureaux, dans les grands magasins, dans les services; ces femmes mettent à l'ordre du jour avec autant d'urgence et de façon tout aussi dramatique la *nécessité de se libérer du double travail*, de lutter *maintenant* pour diminuer la journée de travail de 14 heures et plus; elles exigent des services qui dans l'immédiat les libèrent d'au moins une partie du travail ménager. Notre intention n'est pas de diviser les femmes en deux catégories, celles qui demandent un salaire (parce qu'elles n'ont pas d'argent) et celles qui demandent des services (parce qu'elles travaillent en dehors): cela signifierait au départ donner à l'Etat l'occasion de manoeuvrer pour créer des divisions entre les femmes (ménagères – ouvrières, celles qui ont et celles qui n'ont pas de salaire, celles qui ont ou n'ont pas de mari...) et lui donner ainsi un premier moyen pour empêcher les femmes toutes unies de demander un salaire pour le travail ménager. Les exemples de la France et de l'Angleterre sont clairs à ce sujet.

Les deux aspects de la revendication du salaire (comme argent à nous et comme réduction du travail, comme richesse dont nous pouvons disposer sans rien payer en échange) *doivent être portés en avant ensemble et s'unifier dans la perspective générale de la lutte contre le travail ménager.*

Nous sommes attentives à la diversité des exigences et, en conséquence, aux divers types de lutte immédiate que les femmes peuvent faire et font déjà. Car nous pensons que les mouvements autonomes des femmes sont une chose, et la lecture que nous cherchons à en faire, l'effort de créer une organisation et d'y faire circuler nos indications politiques en sont une autre.

En d'autres termes, nous ne pensons pas à *lancer à brûle-pourpoint une lutte* généralisée des femmes pour le salaire, de la même façon que personne n'a jamais songé à *susciter à brûle-pourpoint un mouvement parmi les ouvriers de la FIAT* ou encore à faire sortir à brûle-pourpoint les femmes de Naples dans la rue pour manifester contre les prix. En Angleterre, jamais il n'aurait été possible de parler d'une campagne pour le salaire si auparavant les femmes ne s'étaient pas mobilisées en masse pour défendre les allocations familiales.

Ce que nous voulons c'est saisir dans les mouvements autonomes des femmes, les moments de la lutte, de la mobilisation ou encore les situations de rupture qui permettent de diriger des conflits précis mais limités vers les deux aspects de la lutte pour le salaire que nous indiquions plus haut (à savoir le salaire et la réduction du travail).

Par exemple, en Emilie, la revendication d'argent par certaines couches de femmes pourrait être avancée et ensuite généralisée à partir précisément de mesures prises par les autorités locales pour la désinstitutionnalisation:

- allocation de 50.000 lire par mois pour les filles-mères
- allocation allant de 40.000 à 50.000 lire par mois aux familles disposées à prendre en charge un mineur retiré d'une institution.
- allocation mensuelle pour les gens âgés vivants seuls et pour les familles acceptant à nouveau au foyer un vieillard, un malade mental, etc..

Ce qu'il faut dénoncer avant tout c'est qu'on fait passer pour restitution des marginalisés à la communauté leur restitution à l'unique communauté existante, celle des femmes, et en définitive leur restitution aux soins et au travail des femmes!

Qu'on "désinstitutionnalise" les vieux, les malades, les enfants, *mais à condition que nous ne soyons pas, nous les femmes, plus institutionnalisées encore dans la famille, dans notre rôle, dans notre ghetto ménager!*

Si on commence à donner une allocation pour un vieillard, un enfant renvoyé à la maison - de l'hospice ou de l'orphelinat - *pourquoi ne la donnerait-on pas à toutes les autres femmes, qui se sont toujours occupées chez elles des vieux, des malades, des enfants?*

En Emilie, les services sociaux également sont un terrain de lutte - parce qu'ils y sont particulièrement développés, et qu'ici les femmes peuvent faire déjà un premier bilan de ce que ces services nous apportent qualitativement et quantitativement, et évaluer s'ils nous libèrent du travail ménager. Ici aussi des revendications spécifiques sont nécessaires: par exemple des cantines scolaires ou de quartier, ouvertes à tous ceux qui veulent s'en servir, avec des prix politiques; crèches et écoles maternelles dont l'horaire s'étend au-delà des heures de travail (ouvertes aussi le samedi, même si le travail ne dure que jusqu'à vendredi), des buanderies, des services de repassage et de nettoyage centralisés, gratuits et ouverts à tous.



et il n'y a pas que ça !...

TRACT DU "COORDINAMENTO EMILIANO DEI GRUPPI FEMMINISTI PER IL SALARIO AL LAVORO DOMESTICO"

Le festival national de la femme promu par l'Unità qui a lieu à Ferrara du 10 au 21 juin (1977) est une tentative explicite d'instrumentaliser les luttes de masse des femmes.

Nous luttons pour défendre notre corps et notre esprit des attaques continues que le travail trop pesant fait contre nous. Nous luttons pour décider si nous voulons des enfants, quand et comment: pour cela, nous demandons l'avortement libre, gratuit, assisté (c'est-à-dire remboursé par les caisses-maladie), et nous attaquons les structures sanitaires (lutte à l'Hôpital Ste-Anne à Ferrara).

Nous luttons pour déterminer les conditions de notre vie.

Alors que nous luttons dans ce sens, le PCI et tous les autres partis et groupes politiques viennent nous proposer l'émancipation à travers un second travail sans jamais tenir compte du travail ménager que toutes les femmes font dans les maisons. C'est justement de ce travail caché, bien que central pour la reproduction de tout le système capitaliste, que part notre rébellion et notre volonté de détruire ce travail.

Toutes les femmes font du travail ménager, aucune de nous n'est au chômage.

Ce n'est pas le travail qui nous manque, c'est l'argent.

Tant que nous n'aurons pas de l'argent à nous, notre vie sera toujours dépendante d'un homme qui utilise notre travail pour affronter les conditions d'exploitation à laquelle il est soumis. Les services sociaux ne seront jamais ceux que nous voulons en quantité et en qualité tant que les femmes continueront de garantir le fonctionnement de tout à l'intérieur de la famille. Les services sociaux coûtent, alors que notre travail ne coûte rien à l'Etat, même s'il nous coûte notre vie, à nous les femmes. En Emilie, les femmes savent très bien qu'un travail à l'usine ou au bureau, même si on leur donne un équipement supplémentaire, ne constitue certes pas la libération.

Les équipements nous remplacent pour quelques heures dans une tâche particulière, mais nous restons les responsables du fonctionnement global de la famille.

Nous voulons du salaire pour le travail ménager.

Les femmes réclament de l'argent pour le travail qu'elles font

déjà dans les maisons pour clarifier qu'il ne s'agit pas d'amour mais de travail. Nous demandons cet argent à l'Etat parce que c'est l'Etat qui s'approprie la richesse produite par notre travail et qui le contrôle à travers les institutions: la famille, les institutions sanitaires, les tribunaux, les hôpitaux psychiatriques, etc. C'est l'Etat qui gère notre exploitation afin de maintenir les salaires le plus bas possible.

Nous refusons les propositions d'égalité d'émancipation parce qu'elles signifient pour nous femmes davantage de travail à la maison et à l'extérieur. Nous les refusons même si, aujourd'hui, on nous les propose enrobées d'éléments du folklore féministe et de séparatisme, telle par exemple la dernière mise au point du PCI sur la question féminine.

Nous ne voulons pas décorer ni restructurer notre exploitation, nous voulons la détruire.

Ne laissons pas les partis et les groupes politiques faire la "fête" à notre mouvement autonome.

Manifestation féministe à Ferrara samedi 18 juin 1977 à la place Municipale à 18 h.

Nous invitons tous les collectifs féministes, toutes les femmes, à participer à cette manifestation pour exprimer nos besoins, l'autonomie de nos luttes, notre rébellion.

Coordination de l'Emilie des groupes
féministes pour le salaire
au travail ménager.

Reproduction et émigration

De Mariarosa Dalla Costa,*
tiré de la seconde édition du livre *L'operaio mutinazionale*,
Feltrinelli, Milan, 1974; traduit à Genève, décembre 1974

I. Introduction.

II. Avec la guerre et l'après-guerre, le rapport entre production et reproduction, dans "l'équilibre" lié à des zones géographiquement déterminées et à des niveaux de communautés déterminés, se rompt.

III. L'émigration se greffe sur cette rupture, mais elle catalyse et, dans certaines zones, amplifie des processus d'autonomie des femmes déjà actifs.

IV. Les années Soixante approfondissent les lignes tracées par les processus précédents. La jeune classe ouvrière est l'enfant du refus, de la rébellion, des luttes des femmes.

V. Après 1968, les années 70. Les femmes entament la négociation sur la reproduction. Quand la communauté d'émigrés ne se reproduit plus.

* Cet article est paru aussi avec l'article "La famille: vers la reconstruction", dans le livre "Brutto Ciao" (Mariarosa Dalla Costa, Leopoldina Fortunati), Edizioni delle Donne, Roma, 1977.

I. INTRODUCTION

1. C'est au moins depuis la fin du XIX^{ème} siècle que, sous la question apparente de l'*optimal size of population*, la dimension optimale de la population, l'économie politique se pose en réalité le problème de la domination de l'Etat sur les taux de fertilité et de natalité (ndt) dans le but d'étendre ou de comprimer le marché du travail, le problème de l'*optimal size of the State* et, du même coup, celui des guerres impérialistes avec leur lourd prix de "chair à canon".

C'est justement au cours du XIX^{ème} siècle que le taux de natalité commence à fléchir dans tous les pays européens, excepté en France, où une telle diminution avait déjà commencé dans le dernier quart du XVIII^{ème} siècle.

L'autre aspect du problème était que l'*accroissement de la population* progressait, à l'intérieur de certaines limites, en *raison inverse de son bien-être*, et si cette constatation (1), d'une part, affaiblissait les alarmes malthusiennes de surpopulation, d'autre part, elle affaiblissait aussi les espérances du gouvernement d'un développement toujours garanti par une reproduction adéquate de force de travail.

Nous avons dit: domination de l'Etat sur les taux de fertilité et de natalité, ce qui signifie tout d'abord *domination de l'Etat* sur le *destin de la femme*, sur sa possibilité plus ou moins grande d'être "individu social", et non pas simple appendice à un plan étatique de développement ou de stagnation économique.

L'Etat se préoccupe de l'écart entre taux de fertilité et taux de natalité seulement quand le second est jugé trop *bas*. Et alors, sa réponse est l'abolition de tous les moyens contraceptifs ainsi que des pratiques abortives. En ce sens, mais seulement à l'intérieur de ce qu'étaient les frontières nationales de l'Allemagne hitlérienne et de l'Italie mussolinienne, en excluant leurs colonies, le nazisme et le fascisme ont été des cas typiques. Mais l'Etat néglige un tel écart quand le taux de natalité est jugé suffisant, c'est-à-dire que l'Etat est violemment indifférent, qu'il ignore le fait que la femme avorte et comment elle avorte.

Il n'est pas utile ici de récapituler les variables indépendantes qui modifient l'attitude de l'Etat. Il faut plutôt remarquer que l'intérêt de l'Etat à modifier le taux de natalité — et, par conséquent, celui de fertilité — varie dans le temps et dans l'espace et — ce qui est plus important — varie aussi à l'intérieur d'une continuité de régime.

Note de lecture:

pour faciliter la lecture de ce texte, nous reportons à la page 82 les notes s'y rapportant

L'histoire démographique de l'URSS après 1917 et des pays de l'Est européen après 1945 est une oscillation continue entre une permissivité extrême et un contrôle très rigide (2).

Malgré l'initiative de stimulations matérielles, le taux de natalité reste en deçà de l'attente des planificateurs, spécialement dans la zone-clé, l'URSS. Et, comme nous le vérifierons plus en détail, cela se vérifie aussi dans la zone de l'Europe occidentale, qui nous intéresse ici de plus près.

Comment interpréter la *résistance des femmes à s'adapter à la planification*? A notre avis, on peut l'interpréter très simplement comme *extranéité* des femmes au *bien commun*, comme on l'appelle, où, par bien commun, on entend un taux planifié de croissance économique qui les maintient nécessairement enchaînées à de longues heures de travail, surtout à l'usine ou au bureau comme dans l'Est européen, ou à la maison et à la campagne comme dans les pays de l'Ouest.

Dans son remarquable ouvrage, *World Revolution and Family Patterns* (3), le sociologue américain William J. Goode soutient que "le changement important *ne* consiste *pas* dans le fait que le taux de natalité soit tombé pendant la dernière génération. La diminution avait commencé en France dans le dernier quart du XVIIIème siècle, aux Etats-Unis au début du XIXème siècle, avant 1875 en Angleterre et probablement en Suède et en Belgique. Le changement consiste plutôt dans l'acceptation générale de l'opinion que mari et femme puissent contrôler le nombre de leurs enfants – s'ils le désirent. Il s'ensuit que soit la diminution soit l'accroissement peuvent avoir lieu plus rapidement que par le passé, se réajustant très vite aux modifications de la situation de la vie, parmi lesquelles la prospérité ou la guerre, ou l'expérience particulière de couches spéciales de la population" (4).

Nous pouvons dire que le *contrôle* du nombre des enfants, non pas tant généralement de la part de la famille, mais plus spécifiquement de la part de la femme, *s'est renforcé* – et il ne pouvait en être autrement – justement parce que, guerre après guerre, l'Etat retombait dans des crises de crédibilité toujours plus profondes aux yeux de la femme et de l'homme "du commun". Si à cela on ajoute la vive réaction des parents à la perspective de ne pouvoir donner aucun autre destin à leurs enfants que celui de l'usine, chacun comprend aisément que l'attitude des femmes face à la politique démographique de l'Etat va désormais au-delà de la méfiance: il s'agit d'une extranéité d'intérêt pure et simple, d'autant plus manifeste dans les pays où l'Etat veut encore rester garant de hauts taux de fertilité et de natalité, comme c'est le cas en Italie. Chacun comprend aisément comment la classe capita-

liste en Italie a particulièrement tiré avantage de l'accroissement démographique italien même à travers le régime fasciste. On peut dire tranquillement que si les femmes se sont soustraites à l'ordre démographique mussolinien, elles l'ont fait malgré et contre les lois de l'Etat et de l'église: l'accroissement de la natalité a été relativement restreint (5) et les avortements ont continué sous le régime et par la suite par dizaines de millions.

C'est justement dans les années Cinquante que la génération du foyer mussolinien sort de l'adolescence. Et où allait être menée la masse de cette génération? Des campagnes du Nord et de tout le Sud, vers le *triangle industriel* et l'*Europe centrale*. Il n'y a aucun doute que la fourniture plus ou moins grande de la force de travail de la part du gouvernement italien aux gouvernements allemand et suisse, déjà dans les années 50, constituait pour la classe dirigeante italienne un levier de pouvoir et de force contractuelle face à ses partenaires étrangers.

Mais posons-nous la question: quelles conclusions devaient tirer les femmes, et en particulier celles du Sud, face à un Etat qui *force* le flux de la force de travail vers l'étranger?

N'y a-t-il vraiment aucune continuité avec le flux — certainement volontaire autant qu'il peut l'être dans une Italie tourmentée par le chômage — de la force de travail vers l'Allemagne dans la période 1939 - 42, flux décidé au niveau des chefs d'Etat? (6)

Comme on le voit, le *non* des femmes italiennes à la coercition de l'Etat a des motifs fondés qui viennent de loin et qui vont loin.

2. Au-delà du cas italien et plus généralement, nous chercherons à mettre en lumière que la *formation au niveau européen d'une classe ouvrière multinationale* a son revers dans l'*histoire des femmes comme section de classe* qui, particulièrement à partir de la guerre, commence à montrer de manière toujours plus homogène et élargie sa spécificité de mouvement. En conséquence, la *qualité nouvelle* dans le *pouvoir politique* que cette classe exprime doit être caractérisée et définie précisément à partir des *processus d'autonomie* que les *différentes sections de classe*, surtout la *section féminine*, ont amorcés à l'intérieur de la classe même.

Tout d'abord, le refus de la *procréation*.

En particulier dans la seconde moitié des années Soixante (7), le fléchissement du taux de natalité ressort de manière évidente dans tous les pays européens, et il ne découle pas essentiellement de la diffusion de moyens contraceptifs (8).

En particulier, la natalité tombe dans les classes où, auparavant, on contrôlait le plus difficilement la fécondité (9). Les femmes réussissent d'autant plus à refuser le commandement de l'Etat qui

incite à la procréation qu'elles arrivent mieux à se soustraire aux différents pouvoirs familiaux: celui des anciens, du mari, des fils.

Et cela se vérifie de façon plus ou moins développée dans les pays où les emplois féminins salariés sont nombreux ou rares, dans les pays d'émigration ou d'immigration, de la part des femmes indigènes ou immigrées.

La *famille*, comme lieu de travail gratuit et de dépendance personnelle, est le terrain principal sur lequel la résistance des femmes réussit progressivement à se massifier et à s'organiser.

Plus les femmes réussissent à se libérer des contraintes familiales, plus elles réussissent à *s'émanciper de conditions de vie retardées*, de celles de la campagne en particulier.

a) Mais, dans le processus d'émancipation des différents pouvoirs familiaux, le passage de la famille paysanne patriarcale à la famille urbaine nucléaire marque aussi le *passage à une gestion différente du salaire de la part de la femme* (10), plus en faveur de ses enfants qu'en la sienne.

Du fait qu'elle vit de moins en moins à l'intérieur de la famille paysanne patriarcale, la femme dépend aussi moins des anciens. Son pouvoir sur le salaire familial s'accroît, et au lieu de mettre de côté ce salaire comme l'auraient voulu les anciens, elle va le dépenser comme bon lui semble. C'est-à-dire qu'elle le dépensera essentiellement pour élever le niveau de vie de ses enfants.

Ce seront des enfants élevés avec les aliments homogénéisés, habitués à la possibilité de se procurer cigarettes, cassettes et magnétophones.

Et cela, surtout dans des zones d'un certain niveau d'industrialisation. En revanche, là où cela n'est pas possible, comme dans l'Italie du Sud, la *lutte des femmes restées seules* à cause de l'émigration, lutte portant directement sur leurs intérêts propres, comme les conditions du quartier, l'eau, le lieu de travail, etc., *catalyse la lutte des jeunes* pour un certain niveau de vie à tout prix. C'est dans ce sens que nous interprétons l'étendue de la "délinquance juvénile" et de "phénomènes" analogues dans le Sud.

De toute manière, ce que l'on veut relever dans un cas comme dans l'autre, c'est que le processus d'autonomie des femmes, plus ou moins dirigé immédiatement vers l'amélioration de la qualité de leur vie ou de celle de leurs enfants, détermine un nouveau type de génération, une nouvelle classe ouvrière, un nouveau niveau de lutte.

C'est-à-dire que les femmes qui sont toujours moins intéressées au mariage tout court, qui font moins d'enfants, qui cherchent par tous les moyens à élever le niveau de vie de la nouvelle génération

et de la leur, *tout cela nous le retrouverons dans les luttes d'usine*: ce sont les jeunes ouvriers, émigrés ou non, "qui pensent moins au mariage" (parce qu'il y a déjà des *femmes* qui y pensent beaucoup moins) (11), qui toujours plus rarement sont pères d'un grand nombre d'enfants, qui *déjà sont habitués à lutter à tout prix* là où le salaire familial ne garantit pas un certain niveau de vie.

Il est clair que les femmes ont réussi, dans certains pays mieux que dans d'autres, à refuser la procréation et à élever le niveau de vie de leurs enfants.

Dans des pays comme la France, l'Allemagne, la Suisse, cela veut dire que la classe ouvrière réussit à atteindre des salaires très élevés; la main-d'oeuvre manque, et en même temps, elle est habituée à bien vivre. Dans d'autres régions, comme l'Italie du Sud, la Péninsule Ibérique, le Maghreb, la Turquie, etc., les femmes réussissent moins à contrôler leurs naissances ou à élever le niveau de vie de leurs enfants.

Le capital européen qui cherche à acheter les enfants du "sous-développement" moins cher que les enfants du "développement", en tentant d'utiliser les uns contre les autres, avance en réalité toujours plus sur un *terrain d'affrontement avec les femmes, avec le niveau de leur lutte, avec la valeur de leur travail*.

b) Alors, cette *utilisation de l'émigration* en tant que tentative de réintégrer la classe ouvrière en termes quantitatifs et qualitatifs, c'est-à-dire comme classe large et disciplinée à souhait, est la *réponse de l'Etat au refus des femmes face à la procréation*, avec tout ce qu'un tel *refus présuppose* en tant que processus de lutte et d'instauration de rapports nouveaux à l'intérieur de la classe. La classe ouvrière multinationale européenne est directement l'image de tout cela.

Nous avons dit que les années d'après-guerre sont pour les femmes, au niveau européen, des années de lutte, de refus de la campagne avec son horaire sans fin dans le maison et dans les champs, de la famille paysanne patriarcale avec son pouvoir exercé par les hommes et les anciens, du village avec sa réalité d'isolement et en proie à l'envahissement ecclésiastique.

Les variantes qu'on retrouve, dans les pays à niveau plus ou moins élevé d'industrialisation, d'emploi féminin salarié, d'abandon généralisé des campagnes, d'immigration ou d'émigration, ne contredisent pas la poussée que les femmes expriment, de manière toujours plus homogène, vers la libération de dépendances personnelles, de manque d'argent à soi, d'horaires de travail longs et indéterminés.

Et il est assez facile de remarquer le rapport qui lie l'insubordi-

nation des mères, des épouses et des filles à partir du lieu de travail non salarié, la famille, à l'insubordination des hommes et des femmes dans les lieux de travail salarié.

Dans le cadre de l'*Europe occidentale*, l'utilisation de l'*émigration* est la réponse à la lutte qui, avec des qualités nouvelles et avec un rapport plus subversif, émerge dans ces deux endroits.

Dans la mesure où le *refus de la procréation* est une *conquête obtenue* à travers une *suite de luttes* qui définissent un nouveau rapport à l'intérieur de la classe, entre hommes et femmes, entre le lieu de travail non salarié et le lieu de travail salarié, l'utilisation de l'*émigration* est la *contre-offensive de l'Etat* face au refus des femmes de procréer. Et cela, non seulement parce que l'*émigration* tend à réintégrer la natalité ouvrière (ndt) tout court — comme nous l'avons déjà dit, pour reconstituer une classe large et disciplinée à souhait: mais justement parce qu'elle *tend à décomposer tout le processus* que le refus de la procréation a eu après soi comme *processus de lutte et de définition de rapports nouveaux à l'intérieur de la classe*:

a) *l'émigration atteint* non seulement l'individu qui est détaché de la communauté et du réseau d'organisations qu'elle constitue, mais elle atteint la *communauté elle-même, et en premier lieu la femme*, soutien de la communauté toute entière, privée alors de l'anneau organisationnel constitué par la force de travail plus jeune et indépendante;

b) *avec l'émigration*, la force de travail des "zones les plus retardées" est utilisée contre la force de travail des "zones les plus avancées". Mais cela n'implique pas seulement l'utilisation de la jeune force de travail émigrée — dans un moment qui est encore celui de la séparation, et non celui de la recomposition politique — contre la force de travail locale qui a déjà développé des niveaux de recomposition plus élevés. Cela touche aussi les "*femmes des communautés les plus retardées*", c'est-à-dire là où les femmes ont lutté le plus difficilement et avec les résultats les plus faibles. Cette faiblesse est utilisée contre le niveau de lutte des femmes dans les "*communautés les plus avancées*", c'est-à-dire là où les femmes ont déjà atteint des niveaux de pouvoir plus élevés;

c) dans la *métropole d'arrivée, chaque nouvelle vague d'émigration ralentit* dans le temps et dans l'espace le processus de recomposition des femmes des diverses couches d'immigrés et le processus de recomposition entre femmes émigrées et femmes indigènes. C'est encore une déchirure dans le tissu qui va du travail à la maison au travail à l'usine, du travail de la reproduction au travail de la production;

d) pour toutes les raisons que nous avons énumérées, à travers

l'émigration, ce sont encore les *femmes qui sont touchées directement dans le lieu de travail extérieur* à la maison, dans le lieu de travail salarié, là où on préfère employer des hommes aux femmes.

3. Cette préférence pour les émigrés mâles semblerait, particulièrement *après 1968*, et dans le cours des années 70, subir des exceptions: nous assistons à des immixtions de femmes émigrées dans des *secteurs* comme celui de la *mécanique*, de l'*automobile* et de la *chimie*.

Comment interpréter ces immixtions de femmes? Peut-on les interpréter comme l'instauration d'une contre-tendance à l'intérieur du capital – les femmes émigrées à la place des émigrés mâles – dans des secteurs-clés tels que ceux sus-mentionnés? Et, plus généralement, ces immixtions peuvent-elles être prises comme *indices* d'une contre-tendance à un emploi extérieur féminin que les différents réformistes voudraient faire passer et sur lequel ils invitent les femmes à se battre?

Comme nous verrons dans le cours de ces pages dont les thèmes de fond ont été brièvement anticipés ci-dessus, les conclusions qu'on peut en tirer sembleraient plutôt différentes.

Dans les secteurs de l'automobile, de la mécanique et de la chimie, l'immixtion des femmes a lieu aux niveaux les plus déqualifiés, et elle apparaît comme une tentative pour mâter la combativité des couches émigrées les plus récentes. Mais en même temps, comme nous l'avons indiqué et comme nous le verrons de manière plus articulée dans ce qui suit, l'autonomie des femmes a déjà déterminé un rapport critique entre femmes et capital, entre femmes et Etat, en liaison avec un taux planifié de croissance économique qui doit être soutenu par des niveaux de reproduction adéquats, ce qui signifie des niveaux adéquats de procréation et de travail ménager soutenant une telle procréation. De plus en plus, tout cela a provoqué un moment critique du développement non seulement en Europe occidentale, mais, comme nous l'indiquions, en Europe de l'Est aussi. Et nous pourrions ajouter sans aucun doute, au niveau mondial (12). Nous avons aussi indiqué la complexité des luttes que sous-tend le refus des femmes à procréer et, plus généralement, le refus des femmes à payer les coûts de la reproduction. Nous avons indiqué comment ce refus détermine un nouveau niveau de pouvoir à l'intérieur de la classe, surtout pour les femmes, mais aussi, tout spécialement, pour les générations de jeunes qui dépendent du travail des femmes et qui sont soutenus par le travail des femmes.

Si nous avons postulé tout ce qui a été dit ci-dessus, et de telles hypothèses ne sont pas gratuites, c'est que tout cela est aussi le

cadre dans lequel se pose le problème de la signification de l'im-mixion des femmes dans les secteurs sus-mentionnés. Avant tout: a) quel type de puissance peut avoir la tentative du capital de *plier*, à l'aide des femmes mêmes, *l'insubordination des couches les plus récentes*, qui ont souvent déjà *incorporé* l'insubordination des femmes de la communauté dont elles proviennent?

b) dans quelle mesure cette utilisation des femmes peut-elle *compter* sur la *traditionnelle faiblesse* politique des femmes à l'usine, si les *femmes ont déjà commencé la lutte au dehors*?

c) quelle *ampleur* peut prendre l'emploi des femmes à l'usine juste au moment où *il faut solliciter de leur part des fonctions reproductrices* qu'elles ont apprises à refuser de manière irréversible quand le ménage, l'usine, le bureau, la qualité de la vie dans son ensemble leur coûtait trop de peine.

Les hypothèses que nous avons formulées ci-dessus et que nous essaierons de développer, même si ce n'est que brièvement pour le moment, dans les pages suivantes, définissent aussi, à notre avis, le cadre dans lequel poser l'autre problème. C'est-à-dire le problème de "l'emploi féminin", débattu aujourd'hui plus que jamais par les politiciens qui prétendent répondre à l'émergence internationale du Mouvement Féministe.

A la lumière de telles hypothèses, il ne nous semble pas que la possibilité d'une contre-tendance de la part du capital dans la structure de l'emploi féminin puisse découler des immixions de femmes dans les forteresses masculines de la mécanique, de l'automobile et de la chimie. Ce qui veut dire, en d'autres termes, que la tendance — comme prétendraient certains — à abolir la séparation entre marché du travail masculin et féminin ne nous semble pas plus pouvoir découler de telles immixions. Mais, et ce n'est pas un hasard, ceux qui voient aujourd'hui dans "l'usine mixte" la possibilité d'abolir de telles séparations, ne voyaient même pas, hier, que la séparation existait.

II. AVEC LA GUERRE ET L'APRES-GUERRE, LE RAPPORT ENTRE PRODUCTION ET REPRODUCTION, DANS "L'EQUILIBRE" LIE A DES ZONES GEOGRAPHIQUEMENT DETERMINEES ET A DES NIVEAUX DE COMMUNAUTE DETERMINES, SE ROMPT

Pourquoi partir de la *deuxième guerre mondiale*? Sans aucun doute, la deuxième guerre mondiale a représenté *l'attaque la plus massive à la valeur de la force de travail* et, avec cela, le point de départ pour une restructuration multinationale de l'ordre capitaliste.

Mais pendant trop longtemps, la "force de travail" a signifié uniquement "force de travail *masculine*", pour qu'une telle affirmation puisse indiquer immédiatement la complexité de l'attaque à laquelle nous voulons faire allusion et, en même temps, la complexité de nouveaux rapports qui en ont découlé dans la formation d'une classe ouvrière multinationale.

Romolo Gobbi (13), dans son interprétation originale des luttes ouvrières pendant la Résistance, fournit pour l'Italie ces données fondamentales: "Le salaire réel se réduisit systématiquement pendant cette période, pour arriver en 1945 à représenter le 22 o/o du salaire réel de 1913, réduit à presque un cinquième du salaire déjà peu brillant de 30 ans auparavant" (14). Mais, continue-t-il, "une formidable attaque ouvrière s'était déchaînée contre ce niveau salarial, aux environs de la première guerre mondiale, en utilisant la croissance ouvrière pour la production de guerre — attaque qui porta le niveau salarial de 1921 à l'indice 127, si on fixe à 100 l'indice du salaire réel de 1913. Par ce puissant cycle de lutte, la classe ouvrière obtint d'autres résultats fondamentaux, dont la journée de travail de 8 heures et la reconnaissance des représentations ouvrières à l'usine" (15). Donc, non seulement le salaire réel en Italie en 1945 était retourné à 1/5 de celui de 1913, mais encore, pendant la deuxième guerre mondiale, les ouvriers ne réussissent plus à conquérir un niveau de pouvoir en tant soit peu comparable à celui du premier conflit. C'est dire que la deuxième guerre mondiale se greffe désormais sur des rapports impérialistes de qualité décidément différente de la première.

Aux Etats-Unis, les ouvriers réussissent largement à défendre leur salaire. Mais aux Etats-Unis, il n'y a pas d'invasion de troupes avec tout ce que cela implique, il n'y a pas de pertes importantes (si on compare à celles des pays européens) (16), il n'y a pas de rationnement. "Le déficit calorique provoqué par une diète inadéquate est un problème que l'Américain moyen n'a jamais dû combattre, pas même en temps de guerre" (17). L'emploi des femmes dans les usines et dans les bureaux n'a pas lieu à l'intérieur d'un contexte d'attaque à la communauté aussi féroce qu'en Europe. De l'autre côté de l'Atlantique, tout cela a lieu, et c'est sur l'*affaiblissement*, sur la *décomposition des rapports* que cet *affaiblissement* produit que *se greffera l'utilisation de l'émigration*. En Europe, l'attaque à la valeur de la force de travail veut aussi dire qu'en Allemagne, on utilise le travail forcé des prisonniers et des prisonnières; qu'en Angleterre, dans les usines, les bureaux et les services, on utilise les femmes au maximum: "tant qu'il y eut des hommes sans travail, on ne fit pas appel aux femmes dans les usines de guerre. On commença par les oublier. En décem-

bre 1939, 270.000 femmes étaient chômeuses déclarées... en mars 1941, la décision de faire travailler les femmes fut prise par le gouvernement... recrutement qui ressembla par bien des côtés au recrutement des hommes pour l'armée... seules furent exemptées les cultivatrices, qui remplaçaient leurs maris mobilisés, les infirmières, les sages-femmes et les enseignantes. En mai 1942, la mobilisation s'étend aux femmes de dix-huit et dix-neuf ans.

En 1944, 7.650.000 femmes se trouvèrent ainsi engagées dans l'industrie et les services auxiliaires, ou la défense civile. 900.000 travaillent à temps partiel sous le contrôle des mêmes services. 1.000.000 fournissaient un travail non rémunéré sous les auspices des Women's Voluntary Services. A ces chiffres, il faut donc ajouter les cultivatrices, infirmières, enseignantes, etc...

Pour pouvoir utiliser ces femmes on décentralisa au maximum la production. Des dépôts d'outillage et des ateliers furent organisés en hâte dans les banlieues résidentielles où on pouvait recruter des mères de famille... Le travail à temps partiel enfla rapidement" (18).

Mais dans l'ensemble, c'est justement dans l'attaque du rapport entre production et reproduction, ainsi que du rapport entre force de travail masculine et force de travail féminine qu'il faut voir la détérioration d'une certaine possibilité de défense ouvrière (qui était maintenue, auparavant, aux frais de la femme) et la radicalisation des processus d'autonomie des femmes. Les femmes, en tant que force de travail non seulement la plus touchée mais encore la plus contrainte, pendant la guerre, à agir pour leur entretien et leur défense ainsi que celle des autres, s'identifièrent toujours moins à leur communauté d'appartenance (famille, village, etc.). Face à l'arbitraire de l'Etat, les femmes découvraient non seulement qu'une telle communauté ne les garantissait plus de rien mais que, justement à cause du rapport de faiblesse et de dépendance qu'elles avaient à l'intérieur de cette communauté, elles payaient à des niveaux monstrueux l'entretien de la communauté même. Il ne serait certes pas absurde de dire que les femmes ont été de manière inattendue la force émergente pendant la deuxième guerre mondiale.

Pour revenir à l'Italie, reprenons l'analyse pénétrante de Gobbi: "la chute vertigineuse des salaires ouvriers et la réduction du taux calorique au-dessous des limites indispensables à la survie furent la conséquence de deux phénomènes concomitants: l'inflation et la rupture de l'équilibre des rapports d'échange entre ville et campagne" (19).

Le coût de la reproduction, du travail féminin "primaire", pour les femmes, augmente pour cela vertigineusement pendant la guerre.

Et il ne s'agit pas seulement du travail qui augmente à cause des difficultés d'approvisionnement et du coût des biens de première nécessité (l'écho de la manifestation de protestation des femmes à Turin au cours de 1946 "durera longtemps") (20). C'est encore plus le coût du travail "secondaire", du travail mal salarié, sur lequel les femmes doivent peiner pour pouvoir envoyer colis et argent aux soldats qui ne survivraient pas longtemps s'ils ne devaient s'en remettre qu'à leur solde.

Se reproduire elles-mêmes et reproduire les enfants, les soldats, les vieillards contraignent les femmes à cumuler tous les travaux: le ménage, la campagne et l'usine. Mais l'usine, le bureau, le tram, s'ils lui font découvrir le pouvoir d'une paye à soi, ils lui font découvrir aussi combien cette paye est différente par rapport à celle de l'homme (21). En Italie, la campagne permet parfois, avec ce que les femmes réussissent à tirer de la terre, de survivre mieux qu'en ville. En Angleterre, c'est justement la campagne qui devient le lieu d'organisation du travail à domicile: "Les villages de la douce campagne anglaise connurent alors la nouveauté des centres de triage public pour les outils et les dépôts de matériel que les femmes venaient prendre... Dans la seule région des Midlands, on estime que le travail à domicile organisé de cette manière remplaça plus de mille ouvrières à plein temps... Cette décentralisation de la production était un avantage dans un pays sujet à de continus bombardements qui cherchaient à désorganiser son économie (22).

Dans des pays comme l'Italie, la France, l'Allemagne, très souvent, la survie dans la ville n'est garantie que par la prostitution. Cela s'accompagne de filiations illégitimes, souvent fruits des troupes de passage (et du terrorisme international séculaire en matière de mesures contraceptives et d'avortement), de maladies vénériennes, de mortalité infantile élevée. Quant au rôle de la femme pendant la Résistance, nous ne voulons pas ici nous enfoncer dans un discours qui, dans sa complexité, renverrait à un espace bien différent. De toute manière, et juste pour indiquer quelles immenses contradictions la guerre ouvre dans la condition des femmes, il est intéressant de relever ici que le rôle des femmes dans la Résistance aussi s'illumine d'autant plus quand nous le voyons du point de vue du travail. Ce sont les femmes qui, *en plus du travail à la maison*, à la campagne et à l'usine, ont souvent développé *les parties les plus risquées* du travail politique; identiques en cela à leurs soeurs vietnamiennes (23) ou algériennes (24). Quand à leur pouvoir de déterminer l'organisation politique, il a été dans l'ensemble nul (25).

L'après-guerre représente généralement pour les femmes l'expul-

sion des lieux de travail salarié ou la relégation dans les postes les moins sûrs et les moins payés. Même dans des pays comme la Grande-Bretagne où cela se produisit moins largement qu'ailleurs, "en décembre 1945, le ministre du travail modéra le mouvement du "retour à la maison"... Malgré cela... les hommes rentraient, cherchaient du travail pour eux, et ils attendaient de leurs femmes qu'elles s'occupent de la famille finalement retrouvée. Très vite, le nombre des chômeuses officielles se remit à augmenter... les femmes... pour ne pas perdre leur emploi, durent céder sur le salaire... Aucune loi ne fut introduite pour obliger l'employeur à adopter le principe de l'égalité salariale entre homme et femme à égalité de travail" (26).

Les expulsions et le renchérissement de la vie en Italie furent plus cruels. A Turin en 1946, 10.000 femmes voulaient jeter le préfet par la fenêtre (27). Le PCI acceptait les Pactes de Latran pendant que dans la Pouille rouge, comme dit Salvemini, les femmes attaquaient les processions à coups de pierre et qu'au Nord, un vent de révolte soufflait partout, y compris dans les prisons. La voie italienne fut précisément celle de la répression à partir des couches de classe les plus faibles – femmes, jeunes et autres – pour ensuite frapper les couches que la DC ne réussissait pas encore à atteindre (28), et le *vote des femmes* fut seulement une *feuille de vigne* sur un mécontentement que les partis réformistes réprimèrent de toute façon. On tentera aussi la relance d'une politique d'expansion démographique qui, typique à partir de 1929, sera relancée encore, cette fois sous l'égide de la restauration anticommuniste (29). Dans l'ensemble, en Europe, après la guerre, et avec les médiations nécessaires, on essaya de mettre chacun à sa place.

Ce n'est pas partout que la restauration de l'après-guerre comporta une expulsion massive des femmes. Dans les pays de l'Est, au contraire, on vérifie l'inverse: emploi massif des femmes pour remplacer les millions d'hommes morts à la guerre. Mais même dans la zone occidentale, qui nous intéresse ici de plus près, l'Allemagne maintient un taux assez élevé d'emploi féminin (qui tombera seulement après 1960). La France, au contraire, qui réduit progressivement un emploi des femmes traditionnellement élevé, instaure bel et bien à ce moment-là l'allocation de *salaire unique* pour les femmes qui sont renvoyées à la maison (30).

Nous verrons comment une telle mesure devrait tendre non seulement à donner une petite compensation aux femmes expulsées des lieux de travail salarié, mais encore à susciter une reprise de la natalité. En ce sens, on expérimentera au niveau européen, les mesures de politique démographique, essentiellement fondées sur l'institution ou l'élargissement des *allocations familiales*, mesures

accompagnées de différents types de stimulations économiques. En effet, à travers l'expérience de la guerre et de l'immédiat après-guerre, les femmes avaient découvert toujours plus évidemment la *communauté familiale*, plus ou moins élargie, comme *centre d'organisation de travail* qui non seulement ne payait plus la femme d'aucune manière, mais qui pouvait même la laisser *complètement démunie*, soit que les hommes aient été absents, soit qu'ensuite ils reviennent. Dans la mesure où cette communauté *forçait à la procréation*, elle clouait les femmes à un double chantage de la part des patrons et de la part des hommes de la famille qui après leur retour, prétendaient que la femme se remette aux "tâches domestiques".

De la part de la femme, la *coupure* du cordon ombilical qui la liait à l'intérêt général et plus particulièrement à l'intérêt général-familial *se renforce et se répand* toujours plus à partir de ces années-là.

Cela se traduit surtout par un refus de la *procréation* (31) comme fonction qui, organisée dans la structure familiale, détermine des niveaux de travail très hauts et une qualité de vie très rigide.

Nous avons mis en lumière, même si ce n'est que par de brèves allusions, comment la guerre avait représenté pour les femmes non seulement, comme le relève la littérature, la décimation du "fruit de nos entrailles" qui a causé tant de peines, mais plus précisément une attaque meurtrière à la condition des femmes à cause du surplus de travail et des risques qu'elle comportait.

Par conséquent, la lutte contre la procréation qui émerge et se massifie toujours plus au niveau européen à partir de ces années-là, *c'est la lutte contre l'organisation familiale* en tant qu'organisation qui, plutôt que protéger, condamne désormais à l'impuissance.

Par conséquent, la rébellion contre la condition féminine s'articule à partir de l'organisation familiale au sens strict jusqu'à la *communauté plus ou moins large dont une telle organisation dépend*, par laquelle elle est par cela même déterminée: la communauté du village, mais tout autant le clan urbain, avec le réseau de la parenté, des amis et des "protecteurs" qui aident à imaginer comment survivre dans les villes où le travail salarié proprement dit est rare. (Le Sud de l'Italie est typique à ce propos). C'est dans ce sens que nous verrons alors *se développer à un niveau européen des "directions de marche"* de la plupart des femmes qui *détermineront dans une mesure plus ou moins large une direction de marche des hommes aussi*.

En fait, les femmes seront à la tête du mouvement d'abandon des campagnes et de la petite propriété rurale (et en même temps de

la famille du métayer et du petit cultivateur) (32), de tout type d'entreprise à gestion familiale (commerciale ou agricole), de la petite ville ou du village (malgré les obstacles pour s'établir en ville que présentait la législation fasciste, encore en vigueur en Italie par exemple).

Un mouvement d'ensemble, comme nous verrons plus loin, à l'intérieur duquel on relève que la femme s'identifie de moins en moins à son propre milieu, et avec les frais et la qualité de vie qu'un tel milieu impose. Et le mariage, à l'intérieur de tout cela, est aussi un *moyen pour réussir à refuser son propre milieu*.

Dans des pays comme l'Italie, nous dirions que, pendant les années Cinquante-Soixante, ce moyen a été largement utilisé (33). Le rapport élevé entre travailleuses à la maison, et pour cela non salariées, et travailleurs qui travaillent hors de la maison, donc salariés, a fait de l'Italie un pays presque exceptionnel si on le confronte aux autres pays européens.

Par conséquent, la *rébellion contre la condition des femmes* n'a pu être immédiatement et tout-court retus du mariage (34), bien que, pendant la guerre et l'après-guerre, la famille ait mis à nu d'une manière assez nette la condition de la femme en son sein.

Nous avons déjà parlé de l'augmentation du travail ménager pendant la guerre à cause de la difficulté et surtout du coût de l'approvisionnement. Mais — précisons encore relativement à l'après-guerre — le rationnement continua jusqu'en 1947 (35). Le revenu national qui s'était réduit de moitié de 1938 à 1945 "ne dépassa pas le niveau d'avant-guerre jusqu'en 1949" (36) et, même si la production de 1948 était remontée au niveau de 1938 et que le revenu national avait à peu près doublé, de même que le revenu per capita quinze ans après la guerre, "malgré ces progrès, *l'Italie avait encore un des revenus nationaux per capita les plus bas de toute l'Europe occidentale*" (37).

Ce que cela comportait de difficultés et de dépendance ménagère pour la femme, privée de tout revenu à l'intérieur de la famille ou considérée dans le meilleur des cas comme un appendice du salaire du mari, on peut le voir dans ces données statistiques selon lesquelles les femmes mouraient davantage de maladies "du sous-développement", c'est-à-dire par manque de vitamines, et de maladies de la circulation (38). En d'autres termes, à la campagne, mais pas seulement à la campagne, les femmes allaient au lit sans dîner pour laisser manger les autres (mari et enfants) (39), et elles restaient trop debout et avaient trop les mains dans l'eau (40).

En ville, le sort des femmes et des jeunes était encore pire. Romita nous dit: "Il y avait aussi la prostitution, autre plaie bien triste qui s'accroît toujours après les guerres. Là-dessus aussi, je donnai des

ordres précis... Mais pour tout cela, ce qu'il fallait, c'était une bonne police, efficace et entraînée" (41). Et il poursuit: "Et que dire de la délinquance juvénile? Ce dernier problème présentait des aspects importants, surtout dans les grandes villes", "Je donnai tout de suite des ordres, et la police ne manqua pas d'accomplir de fréquents ratissages de mineurs abandonnés, qui se vouaient à des commerces illicites et qui, de toute manière, étaient exposés au danger du fourvoiement. Dans les cas les plus graves, on les déplaça, dans la mesure malheureusement réduite où les différents instituts avaient des places disponibles. Pour les autres cas, on fut contraint à mettre simplement les parents en garde..." (42).

Ce sont des choses connues. De toute manière, ce n'est pas les discours sur ce qui arrive toujours pendant ou après la guerre qu'on veut faire ici. Et tout ce qu'on a dit jusqu'à présent n'a pas voulu avoir ce sens. Il s'agissait plutôt de montrer par quelques chiffres, par la révélation de faits et par la mise en lumière d'aspects déterminants, mais laissés dans l'ombre par la tradition politique, la rupture radicale d'un rapport entre production et reproduction et, avec cela, la désintégration de régions sociales complètes. C'est sur cette rupture et sur cette déchirure, comme nous l'avons déjà dit dans les pages introductives, que se greffera l'émigration.

D'où la séparation définitive des femmes de couches de communauté qui, de toute manière, avaient à l'intérieur d'elles-mêmes des tensions centrifuges (ndt) déjà auparavant.

D'où la démarcation de deux chemins dans l'histoire de la classe en Europe.

Mais déjà avant l'émigration, et c'est cela que nous avons voulu relever jusqu'à présent, la communauté n'offrait plus rien aux femmes.

Il vaut la peine maintenant, et avant de conclure ces considérations, de s'arrêter brièvement aussi sur ce qu'ont signifié pour les femmes les *lutes des travailleurs agricoles salariés* ("braccianti"). Sur le caractère généralement arriéré du mot d'ordre: "La terre à qui la travaille", avec toutes les ambiguïtés avec lesquelles le réformisme voulait le faire passer, tout le monde est d'accord. Mais d'un point de vue plus spécifique et plus définitif, qui est celui qui nous intéresse, le "caractère arriéré", ou mieux, la "faiblesse" de ces luttes se trouvait dans l'illusion que les femmes avaient de pouvoir encore se référer aux moments et aux formes de lutte des hommes, alors que désormais la *famille prolétaire était finie*, et non seulement à cause des besoins du capital.

L'émigration en masse des hommes avait clos le temps des insurrections où les femmes occupaient les terres, portant drapeaux rouges et tonneaux d'eau, et devenant en cela (en même temps que

les hommes et les jeunes) les cibles sans armes de la police. Et ceci, sans avoir pu prendre la parole dans les assemblées du village. La mort d'Angelina Mauro (43) est la fin d'une époque. Par la suite, il ne restera plus que les femmes, les jeunes, les vieillards. Mais les émigrés qui montent au Nord envieront à la maison beaucoup moins d'argent que ceux qui avaient pris le chemin de l'Amérique. Et, fait à souligner jusqu'au bout, ils auront toujours moins envie de l'envoyer à la maison, ou de l'utiliser à d'autre fin qu'à la leur. Raison pour laquelle les femmes jeunes chercheront par tous les moyens à se faire de l'argent à elles soit en devenant femmes de ménage en ville, soit en recueillant des travaux à domicile et saisonniers, même si des années de ces travaux ne serviront qu'à se constituer un trousseau.

De toute manière, les luttes des travailleurs agricoles salariés ("braccianti") avaient été utiles aux femmes au moins pour donner un coup à la funeste habitude (44) de devoir servir gratis jusqu'à la femme du patron. Avec l'émigration du mari, non plus "bracciante" mais ouvrier, ce refus devient chose faite. Et d'autre part, les payes des "braccianti" passent de 400 à 1 500 liras par jour, de par l'absence de concurrence masculine sur le marché.

En plus de ces quelques sous personnels, les mandats commencèrent à arriver, même si ce n'était pas toujours régulièrement. Par conséquent, les femmes administraient pour la première fois directement de l'argent et même ce peu de biens patrimoniaux que les hommes laissaient derrière eux. Même si, nous devons l'ajouter, elles continuaient d'être plus ou moins contrôlées par les vieillards. Mais c'est un changement décisif dans la communauté méridionale.

Il n'y aura jamais beaucoup de femmes qui suivront les hommes dans l'émigration, et c'est pourquoi le Sud est encore plein de femmes. Si la dépendance familiale n'a rien pu garantir dans le pays, il y a bien peu d'espoir que le destin soit meilleur dans un ghetto d'émigrés. Les femmes déterminent autrement leur chemin.

III. L'EMIGRATION SE GREFFE SUR CETTE RUPTURE, MAIS ELLE CATALYSE ET, DANS CERTAINES ZONES, AMPLIFIE DES PROCESSUS D'AUTONOMIE DES FEMMES DEJA ACTIFS.

a) Le cas de l'Italie.

Avec l'émigration italienne vers l'Allemagne, le processus de l'autonomie des femmes se radicalise et s'articule dans le Sud et dans le Nord de l'Italie dans des directions que nous allons reconnaître comme fondamentalement semblables dans les divers pays

européens qui se restructurent à un niveau multinational. *L'utilisation de l'émigration est le fait déterminant de cette restructuration*. Utilisation de l'émigration qui se fonde sur l'attaque massive à la valeur du travail masculin et féminin, que la guerre avait déjà déchaînée, sur la profonde déchirure des rapports organisationnels au niveau de la communauté, sur la rupture de la possibilité pour la communauté prolétaire de se reproduire.

C'est surtout la reproduction qui est touchée, et ainsi, ce sont les prolétaires qui sont contraints à devenir ouvriers, à devenir classe ouvrière multinationale (ndt).

En Sicile (en 1943), les femmes avaient brûlé les maisons isolées que le fascisme avait assignées à certaines familles pour défendre le niveau de communauté que le village pouvait au moins offrir, même si le village, comme on l'a déjà dit, était plein de tensions centrifuges de la part des femmes. Mais, avec l'émigration des hommes, de telles tensions explosent, dans la mesure où le village ne paie plus rien.

Autour de l'émigration, autour de la précarité des rapports que l'émigration révèle, nous pouvons suivre un cheminement de la part des femmes qui tendent à construire leur refus de l'ordre et de l'Etat: c'est le refus des plans de développement qui les veulent encore garantes d'une progéniture nombreuse, enchaînées à de longues heures de travail à la maison et dans les champs, liées à des dépendances personnelles, de famille ou du village où, si ce ne sont pas les hommes, ce sont les vieillards qui commandent.

Dans le Sud de l'Italie, l'administration des mandats à l'intérieur d'une famille (où, l'homme étant parti, il reste encore les vieillards), la peine que constituent l'entretien d'une famille nombreuse et le travail de la terre, tout cela produit toujours plus un type et un coût de vie dans lesquels les femmes ne veulent pas se reconnaître.

Non seulement au Sud. De même au Nord, pour ce qui est de la petite propriété paysanne. Là où l'Etat veut enchaîner les femmes à l'horaire sans fin et à l'isolement de l'agriculture, les femmes réussissent toujours plus à abandonner la terre. Leopoldina Fortunati démontre pour l'Italie, dans son travail *Les femmes contre la famille*, comment la lutte des femmes contre la famille passe aussi à travers le refus de la campagne. Et elle relève combien cette lutte s'approfondit aussi à travers une nouvelle gestion du salaire de la part de couches de femmes toujours plus larges.

Le processus d'urbanisation se vérifie à une large échelle, même si le gouvernement italien veut le maintenir sélectif dans le sens où "le logement n'est pas accordé à celui qui n'a pas de place de travail, et la place de travail n'est pas accordée à celui qui n'a pas de permis de séjour".

Les femmes utilisent le mariage, cette fois, pour réussir à abandonner la campagne. Elles épousent de moins en moins ceux qui ne les amènent pas en ville (45).

Arriver en ville signifie non seulement travailler pour une seule personne au lieu de plusieurs, mais encore, mieux réussir à contrôler le nombre des enfants, les femmes étant libérées des pressions familiales et de village: "... Les hypothèses sont confirmées... C'est en ville, dans les populations urbaines que le contrôle volontaire de la procréation s'est propagé en premier et avec la plus grande rapidité, par rapport aux autres secteurs de la population; un tel contrôle volontaire a été accompagné, en outre, d'une moindre propension au mariage, ce qui a amplifié les effets de ce contrôle sur le taux des naissances " (46).

Parlant de manière générale de la chute de la natalité en Italie de 1861 à 1961, Giorgio Mortara précise: "Là où la limitation des naissances est réalisée au moyen du célibat ou d'une régression du mariage, on voit diminuer la proportion des personnes qui se marient étant jeunes; là où la pratique de la prévention de la conception et de la suppression de son fruit est largement propagée, on observe au contraire une augmentation de la proportion des personnes qui se marient " (47). Ceci confirme tout ce que nous soutenons de manière générale quand nous disons que "la concentration croissante de la population dans les zones urbaines et suburbaines a contribué à promouvoir la propagation des pratiques visant à la limitation des naissances " (48).

La *ville* représente désormais un *plus grand pouvoir* pour la femme prolétaire. Non seulement elle *contrôlera mieux le nombre de ses enfants*, mais encore elle aura plus de pouvoir pour *élever la qualité de sa vie et de la leur*.

b) Le cas de la France.

L'abandon de la campagne, le déplacement vers la ville et, par là même, vers un plus grand pouvoir par rapport à la reproduction, constitue, comme nous disions, de la part des femmes, un *fait européen*. Si, pour le Sud de l'Italie, la déchirure du tissu social est tragique, il n'en est pas moins vrai que le refus des femmes à garantir la procréation à tout prix devient, après la deuxième guerre mondiale, un fait européen: le prix de la reproduction est toujours trop élevé, la dépendance personnelle et l'isolement sont toujours plus inacceptables.

Le cas de la France, que nous allons considérer, apparaît comme celui le plus proche de l'Italie (49): l'Etat a désormais réduit progressivement à des taux plutôt bas l'emploi des femmes, mais malgré et contre cet état de fait, les femmes abandonnent de ma-

nière toujours plus massive l'agriculture et les entreprises commerciales ou agricoles à gestion familiale. En outre, les femmes françaises ont déjà conquis, avant les autres pays européens (50), un certain pouvoir de contrôle par rapport à la procréation. Et c'est principalement cela qui semble créer des vides problématiques dans la reconstruction de l'après-guerre. En 1945, de Gaulle se tourne vers les femmes françaises pour leur demander, le coeur serré, *douze millions de beaux bébés* (51). De 1945 à 1960, toute l'émigration algérienne est précisément connue comme "politique de repeuplement" (52).

Nous ne voulons pas dire que l'appel grotesque de de Gaulle ait trouvé une solution immédiate avec l'émigration algérienne. Mais si on considère le problème non pas simplement comme "réintégration quantitative", mais comme tentative de l'Etat pour répondre à des processus d'autonomie des femmes et pour les réintégrer dans la mesure du possible (étant donné que de tels processus, dans leur complexité, peuvent compromettre des plans déterminés de développement), alors le lien entre l'orchestration de la politique démographique (53) et de l'emploi des femmes (54) d'une part, et la "structure" de l'émigration algérienne d'autre part, ce lien devient évident. L'émigration algérienne de cette période, avons-nous dit, a été définie "politique de repeuplement". Mieux, elle a été politique de "réintégration de la classe ouvrière": les femmes algériennes arrivent avec mari et enfants, et elles continueront à produire des enfants (55), essentiellement destinés à l'usine.

Nous répétons qu'il s'agit d'un rapport qu'il faut lire non pas en termes mathématiques, mais politiques. Par ailleurs, le lien entre une avance démographique défavorable (à laquelle des mesures "stimulant" la natalité, et les expulsions — ou marginalisations ultérieures — des femmes du travail salarié essaient de remédier) d'une part, et une politique de l'émigration d'autre part, existe depuis vieille date, même si le fait est rarement relevé par les politiciens (56).

Le parcours de l'autonomie des femmes en France, comme nous disions, a une correspondance particulièrement étroite avec l'Italie. L'exode de l'agriculture est massif. Si, de 1910 à 1954, un paysan sur quatre avait abandonné la terre, ce même pourcentage se vérifie ensuite dans la brève période de 1954 à 1962; et après 1962, le rythme s'accéléra encore (57). (En 1962, on comptera 1 272 000 cultivatrices directes et journaliers (braccianti) contre les 3 329 000 de 1906) (58).

Et ce sont surtout *les femmes jeunes qui abandonnent la campagne, bien avant les hommes.* Les jeunes paysans qui veulent rester à la

campagne cherchent vainement une femme”.

“Les jeunes filles se sont sauvées en ville pour ne plus être traitées comme leurs mères, traitées bien plus comme des esclaves que comme reines du foyer.” (59).

D'autre part, les *écoles d'instruction agricole*, alors qu'elles donnent aux hommes des notions d'agronomie et de mécanique agricole, ne proposent aux femmes que des cours d'enseignement ménager.

La fuite de la campagne n'est pas seulement la fuite de l'isolement et du servage personnel, de conditions de vie retardées, mais d'un destin de double travail que les nouvelles nationalisations agricoles n'ont aucune intention de changer. L'Etat cherche encore une fois à destiner les femmes au ménage et à la campagne et à commander une fonction reproductive qu'aucun des stimulants économiques inventés jusque-là n'arrive plus à stimuler. Et il vaut la peine de rappeler à ce propos que, déjà depuis 1932, l'Etat français avait été contraint à instaurer les *allocations familiales de manière officielle et obligatoire* pour essayer de solliciter ce taux de natalité que la publication, en 1920, de la loi qui interdisait l'avortement et toute forme de publicité pour les contraceptifs, n'avait pas réussi à élever de manière significative (60).

Mais, après la guerre, l'*allocation de salaire unique* est la mesure la plus contradictoire et la plus risquée face à une tradition qui a réussi à geler un niveau très élevé de travail ménager et à institutionnaliser les femmes comme dispensatrices de ce travail justement parce qu'un tel travail n'a jamais été rémunéré. Il ne s'agissait pas d'une somme très élevée, mais nous ne pouvons nous empêcher de relier immédiatement une telle allocation mensuelle, versée par l'Etat aux femmes mariées, à l'institution des Family Allowances de 1945 en Angleterre, également destinées à stimuler une attitude qui se présentait plus que détériorée par rapport à la procréation à un niveau international (61).

“L'allocation de salaire unique” fut une petite somme d'argent que les femmes recherchèrent désespérément à cumuler avec les rétributions provenant de leurs différents travaux clandestins.

Si des femmes avaient déclaré de tels travaux, de fait, elles seraient déchues du droit de recevoir l'allocation. Ainsi, toute la catégorie des travailleuses à domicile, des femmes de ménage, des travailleuses à temps partiel ne se déclara jamais comme “active”, justement pour ne pas perdre l'allocation (62).

Quant à l'emploi, une fois que les femmes françaises arrivent en ville, il est difficile de trouver un salaire digne de ce nom (63). Le projet qui est sous-jacent à l'intégration européenne est fondé, comme nous le disions, sur une marginalisation et une discrimination ultérieures de la force de travail des femmes. La nouveauté de

REPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DE L'HYGIÈNE DE L'ASSISTANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES
MÉDAILLE DE LA FAMILLE FRANÇAISE

Le Président de la République Française
Sur le rapport du Ministre de l'Hygiène de l'Assistance et de la Prévoyance Sociales,
Vu le décret du 26 Mai 1920
Vu l'avis conforme du Conseil Supérieur de la Natalité,

Décret

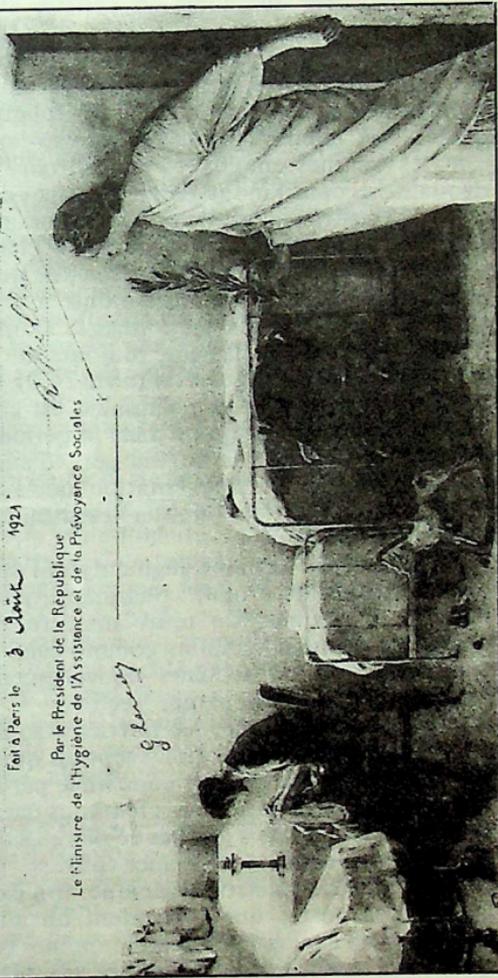
LA MÉDAILLE d'ARGENT DE LA FAMILLE FRANÇAISE est décernée en témoignage de Reconnaissance Nationale
à MADAME Boulongue Alexandre née Berth Eugénie

Fait à Paris le 3 Juin 1921

Par le Président de la République

Le Ministre de l'Hygiène de l'Assistance et de la Prévoyance Sociales

g. Lemaire



l'emploi des femmes est constituée tout au plus par l'immixtion de femmes dans des secteurs industriels jusque-là réservés uniquement aux ouvriers mâles.

De manière générale, dès le début du siècle, l'emploi des femmes dans l'industrie diminuait en chiffres absolus et encore plus en pourcentage. Mais depuis l'après-guerre, on enregistre des changements importants dans la distribution d'une telle force de travail: la restructuration du secteur textile est un des phénomènes les plus significatifs, justement parce qu'il implique la formation d'emplois qualifiés et mieux attribués progressivement aux hommes, expulsant les femmes employées au contraire à des tâches totalement déqualifiées dans l'industrie métallurgique et électronique.

Dans l'industrie mécanique, il y a une grosse immixtion de main-d'oeuvre féminine, surtout de 1954 (136 646 femmes salariées) à 1962 (194 222 femmes salariées), ce qui fait qu'à cette époque, le taux d'activité des femmes monte à $\pm 42,1$. Après 1962, la situation restera plutôt stationnaire. Dans les constructions électriques, les femmes passent, toujours de 1954 à 1962, de 65 508 à 114 000 (taux d'augmentation de 74,0). Une augmentation considérable de main-d'oeuvre féminine est enregistrée aussi dans l'industrie chimique (toujours dans la période considérée, de 92 196 à 104 540 femmes, avec un taux d'augmentation de 13,4) et alimentaire (taux d'augmentation de $\pm 8,8$) où, au nombre des ouvrières fixes, il faut ajouter les dizaines de milliers d'ouvrières saisonnières (64).

Il y a de plus une certaine augmentation de main-d'oeuvre féminine dans les usines de produits pharmaceutiques, de cosmétiques et de matières plastiques. De toute manière, qu'il s'agisse de secteurs traditionnellement féminins comme celui de la chaussure ou de la porcelaine, ou de secteurs nouvellement ouverts aux femmes comme l'électromécanique, secteurs à main-d'oeuvre de base masculine ou féminine, les ouvrières sont toujours reléguées aux postes inférieurs. L'unique exception qui, à y bien regarder, n'en est finalement pas une, est constituée par les femmes destinées à la surveillance de départements féminins dans le secteur de la confection: en réalité, il ne s'agit pas de places à qualification plus grande, mais simplement de surveillance (65).

Dans l'industrie électro-mécanique, il n'existe pas d'ouvrières qualifiées. Les postes qui demandent un minimum de qualification sont réservés exclusivement aux hommes (66).

Quant à l'absorption des femmes aux niveaux techniques de l'industrie, il est complètement insignifiant. Et même, comme note Madeleine Guilbert, l'installation de procédés automatiques semble avoir pour conséquence "d'accentuer le cantonnement des femmes" (67).

c) Le cas de l'Algérie.

Mais on ne peut clore un discours sur la France de l'après-guerre et des années Cinquante après avoir assumé dès le départ l'importance du rapport entre politique démographique et occupation féminine d'un côté, et politique de l'émigration de l'autre, sans prendre aussi en considération ce que cela a signifié pour les femmes algériennes. Et, à ce propos, le problème se pose justement à cause de la position particulière que des zones comme le Maghreb ou la Turquie ont assumée dans le processus de l'immigration, par rapport au Sud de l'Italie par exemple. Pour le Sud de l'Italie, on a pu saisir la désagrégation d'une communauté, mais en même temps, la catalysation de forces centrifuges, les femmes surtout qui, à travers la gestion de mandats et de niveaux minimum de salaire qu'elles avaient obtenus elles-mêmes (68), ont pu atteindre des moments d'autonomie, et par là même, de pouvoir, plus grands. Tout cela a-t-il été vrai pour des pays comme l'Algérie ?

Ce qui est certain, et ce qu'il nous faut mettre en lumière dès le début, c'est que *même la communauté algérienne* n'était pas sans tension, sans *volonté de subversion de la part des femmes*. La communauté algérienne a été et est d'une extrême violence à l'égard de femmes, l'Etat algérien a maintenu cette continuité de la violence sur les femmes avant et après la révolution. Les femmes doivent lutter *jour après jour* contre les hommes et contre l'Etat. Parmi les faits les plus significatifs des rapports que la femme peut avoir à l'intérieur de cette communauté, relevons, encore aujourd'hui, le nombre de meurtres et de tentatives de meurtres à l'actif des hommes à l'encontre des femmes (69), le nombre de suicides ou de tentatives de suicide de la part des femmes, le nombre d'infanticides de la part des mères, en particulier celles non mariées (70); le mariage comme marché décidé par les parents (71) (même dans les couches les plus riches) existe encore, et cela n'a *jamais été sans heurt*; la possibilité de répudiation existe encore, même si aujourd'hui on l'appelle divorce (72), et cela, étant donné les conditions de la femme algérienne, a *toujours été une chose tragique*.

C'est dans la perpétuation d'une situation qui soutient ces données de fond que le discours de de Gaulle sur les douze millions de beaux bébés, discours qui n'est pas mort depuis le lointain 1945, sera repris en 1972 par Boumedienne.

Aux étudiants volontaires pour le service civil, Boumedienne déclare, à propos de "l'explosion démographique": "Si cette question est posée sur la base de la limitation des naissances, je pense personnellement que la solution n'est pas dans le planning familial, mais dans le développement..." (73). Développement obtenu en

Europe et en Algérie à travers "l'offre illimitée de main-d'oeuvre" dont *le coût de production est maintenu très bas*. Face à ce problème, l'Etat algérien post-révolutionnaire a maintenu une continuité de tradition: exploitation et intimidation des femmes pour se garantir de toute manière (74) la procréation.

Dans le contexte à peine esquissé ci-dessus, mais où déjà les différences de fond, déterminantes par rapport à la communauté méridionale italienne, se font évidentes quelles modifications peut avoir causées l'émigration pour la condition des femmes ?

Ceux qui émigrent dans les années Cinquante sont des hommes jeunes qui n'ont que *très rarement une femme avec eux ou derrière eux*. Le coût moyen d'une dot (que l'homme doit payer au père de la femme) s'élève environ à 500 000 livres italiennes. Quand on calcule que le revenu annuel d'un paysan algérien est de 200 000 à 250 000 livres, on comprend que les Algériens n'aient pas pu prendre facilement une femme avec eux. Pour les femmes qui restent en Algérie, cela implique de continuer de rester à l'intérieur de communautés qui tendent à vieillir, dirigées par le mari, ou par le père ou par les frères, la femme étant propriété absolue de ceux-ci, sans aucune possibilité de disposer d'argent personnel. Après que l'ouvrier algérien a réussi à mettre de côté assez d'argent pour s'acheter une femme, le destin de celles qui arrivent alors en France est d'affronter un niveau de travail ménager qui tend à augmenter: chaque nouvel arrivé qui débarque en France sera contraint, pendant une longue période, à s'insérer dans une famille déjà constituée pour pouvoir survivre. Il se formera de vrais clans, soutenus par une seule femme (et par les petites filles) qui, pour reproduire des communautés d'hommes toujours plus larges, devront remplacer les femmes restées en Algérie.

Les guérilleros reçurent des fonds pour la guerre de Libération à travers des impôts perçus sur les émigrés algériens en France (76). Des impôts sur un salaire déjà misérable signifient surtout augmentation du travail ménager. Le rôle des femmes pendant les Libérations n'a pas été démenti non plus par les femmes algériennes émigrées.

Avec *l'émigration algérienne* des années Cinquante, l'Etat français résout donc le problème du "développement", (*du rapport entre production et reproduction en ce qui concerne les processus de lutte que ces deux moments sous-tendent*), essentiellement sur le dos des femmes algériennes. L'Etat français construit la seconde vague importante d'émigration algérienne (77) sur un niveau de

* Un morceau du texte ayant été ôté, la note 75 qui se trouvait dans cette partie a aussi été annulée.

pouvoir minime qu'ont les femmes algériennes face à la communauté et à la reproduction.

Alors que pour les pays d'un certain niveau d'industrialisation — en Italie par exemple — la guerre et l'après-guerre catalysent de manière assez définitive des contradictions dans la structure de la communauté et dans la structure du moment de reproduction organisé (ndt), cela ne peut se passer en Algérie.

La même guerre de Libération, si elle catalyse des tensions déjà existantes d'une part, comme on disait plus haut, d'autre part elle ne peut pas, de par sa nature même et de par le tissu social sur lequel elle se greffe, favoriser une attaque des femmes à l'organisation de la reproduction et pas même, en termes plus généraux, favoriser leur émancipation de situations arriérées.

Lorsqu'en France, les femmes algériennes devront pour la première fois gérer un salaire, de par les conditions d'où elles sont parties, de par les conditions dans lesquelles, en France, elles devront gérer ce salaire, elles n'en tireront pas immédiatement un nouveau niveau de pouvoir à l'intérieur de la communauté et contre celle-ci, comme ce sera le cas, au contraire, en Europe en général, même dans ses zones arriérées.

Et cette possibilité d'acquérir plus de pouvoir pour elles-mêmes sera d'autant plus minée qu'elles devront savoir s'accomoder du salaire pour des *communautés qui s'élargissent* à chaque nouveau venu.

L'utilisation du salaire qui existe même en Italie — et même, avec toutes les différences qu'on sait, dans le Sud de l'Italie — de la part de la femme qui tend à repousser une famille paysanne patriarcale ou simplement élargie pour une famille plus petite et soutenue par un salaire (78); cette utilisation du salaire, qui tend à améliorer la qualité de vie de ses enfants et d'elle-même, ne sera pas possible pour les femmes algériennes. Au contraire, comme nous le disions, les femmes algériennes en France devront remplacer celles qui sont restées en Algérie, pour reproduire la communauté à tout prix.

Les considérations développées relativement à l'émigration algérienne tendent à poser une perspective de fond à l'intérieur de laquelle on peut lire les stratifications de pouvoir à l'intérieur de l'émigration elle-même, et spécifiquement, à l'intérieur de la communauté dont cette émigration provient ou sur laquelle cette émigration se reproduit directement, C'est de manière analogue qu'il faudrait considérer les autres flux d'Africains qui ont eu, dans le développement français, une fonction très semblable à l'émigration algérienne.

L'autre fait qu'il faut, d'après nous, mettre en relation avec le

refus anticipé de la part des femmes françaises — par rapport à la procréation, au travail de reproduction dans son ensemble, à des situations arriérées, à la situation de la paysanne surtout, situations à l'intérieur desquelles l'Etat tendait et tend à commander ce travail de reproduction aux femmes — est constitué par les flux continus d'émigration provenant de l'Italie, comme de l'Espagne et du Portugal, flux que l'Etat français a toujours plus ou moins ouvertement encouragés et qui, dans un premier temps, étaient tous dirigés vers la campagne.

d) Le cas de l'Allemagne.

Si nous considérons maintenant l'Allemagne, pays qui, en même temps que son haut niveau d'industrialisation, maintient pendant l'après-guerre un pourcentage d'emploi féminin (79) exceptionnellement élevé, les observations fondamentales que nous avons développées sur le rapport entre les femmes et l'Etat, sur le moment critique que les femmes ont déterminé à chaque niveau dans la restructuration du capital européen, dont est dérivée la nécessité d'une utilisation élargie de l'émigration, ces observations sont valables là aussi.

En Allemagne, les années Cinquante sont, pour les femmes, les années pendant lesquelles le refus du travail ménager, de la campagne, de la participation à des gestions familiales en général (80) augmente et s'élargit, finalement libéré des contraintes nazies.

Il s'agit d'un refus catégorique non seulement du travail ménager — qui donnera à quelqu'un l'idée d'un "service ménager" organisé, de type "service militaire" pour suppléer aux vides laissés par les femmes — mais c'est le refus tout aussi décidé de devenir "aides familiales" dans les entreprises à gestion familiale (81) et d'exercer toutes les professions à caractère d'économie domestique.

Pourtant, à l'exode de la campagne de la part des femmes fait obstacle un considérable afflux d'émigrés. Jusque vers la fin des années Soixante, le gros flux migratoire (environ douze millions) surtout "politique" provenant de l'Est forme un énorme réservoir de main-d'oeuvre qui, dans un premier temps, s'installe dans les zones rurales les moins éprouvées par la guerre (82). Aux environs de 1957 commence un afflux considérable d'Italiens.

Mais au fur et à mesure que l'agriculture est désertée soit par les émigrés soit par les Allemands, des fonctions non plus seulement "d'aide", mais aussi carrément de gestion à la première personne passent aux femmes. Il est très facile de voir, dans des zones comme la Bavière, des familles dans lesquelles l'homme travaille dans l'industrie, et où la femme doit se charger tant du travail ménager que de celui de la campagne, travaux qui, auparavant, étaient répartis selon les rôles.

De la même manière, dans l'artisanat, on commence à voir des filles d'artisans qui gèrent pour leur compte l'entreprise paternelle quand le fils ne veut plus rien en savoir, et qui deviennent patronnes de boulangerie, relieuses ou décoratrices (83). Mais, plus largement, les femmes de l'artisanat deviennent des ouvrières qui travaillent dans des entreprises artisanales.

De manière générale, on peut dire qu'en Allemagne, la force contractuelle que les femmes développent contre le *Kinder Kirche Küche* ne se transforme pas pour autant en force contractuelle sur le lieu du travail extérieur.

Entre leur refus de procréer et la possibilité de travailler à l'extérieur à "conditions égales" avec les hommes allemands, il y a la décision de l'Etat allemand d'utiliser plutôt les émigrés de l'Est et de l'Italie. Et pour dire vrai, un certain flux italien a toujours été assuré d'un commun accord avec l'Italie pendant la fin des années 30 (84), et pendant la guerre (85), signe que la reproduction de classe nationale, déjà alors, ne suffisait pas.

L'Etat allemand, préoccupé qu'il ne se crée alors des vides démographiques en période de croissance économique, reste rigide en matière d'avortement, alors que, au moins dans la seconde moitié des années 50, presque tous les pays de l'Est effectuent une certaine libéralisation. Et effectivement, cette "*évolution démographique défavorable*" tant crainte, en concomitance avec ce qui se passe dans les autres *pays européens, se vérifie aussi en Allemagne et s'aggraverait* ultérieurement à partir de la moitié (environ) des années 60.

Même si le type de développement d'après-guerre en Allemagne est basé sur une "utilisation extensive" de la force de travail (86) (mais aussi sur l'horaire de travail prolongé et sur une large utilisation des heures supplémentaires) ainsi que sur un dépeuplement progressif de l'agriculture (87), l'absorption industrielle des femmes est, pour les raisons qu'on vient de donner, lourdement discriminée.

Tout comme nous l'avons vu en France, les femmes sont insérées dans des secteurs industriels nouvellement (88) ouverts à l'emploi féminin. Toutes les industries, après 1950, augmentent le nombre de leurs ouvrières. Les nouveaux secteurs qui s'ouvrent aux femmes sont la sidérurgie et la métallurgie où, de 1950 à 1960, le nombre des femmes augmente de 162,3 o/o. Tout de suite après vient l'électronique.

En plus des secteurs traditionnels du textile, de l'habillement, de l'alimentation, du tabac, des sucreries, etc., l'absorption s'élargit à la mécanique de précision, à l'optique, à l'horlogerie, à la photographie, etc. (89), où les traditionnelles qualités féminines

de "dextérité", d'"habileté" et de "précision" rendent plus que jamais contradictoires les différences de salaire pour "manque de qualification".

IV. LES ANNEES SOIXANTE APPROFONDISSENT LES LIGNES TRACEES PAR LES PROCESSUS PRECEDENTS. LA JEUNE CLASSE OUVRIERE EST L'ENFANT DU REFUS, DE LA REBELLION, DES LUTTES DES FEMMES PROLETAIRES DERRIERE ELLE.

Avec les *années Soixante*, de manière générale, ce *type de cheminement* que les femmes ont commencé depuis l'après-guerre en *refusant de fonctionner en tant qu'appendices* de plans de développement qui les veulent garantes d'une progéniture nombreuse, enchaînées à de longues heures de travail à la maison et à la campagne, à l'usine et au bureau, liées et enfermées dans des situations de dépendance personnelle, ce type de cheminement *devient massif et homogène* à une échelle toujours plus large. La brusque flexion du taux de natalité à partir de 1964 est presque la preuve photographique de la capacité de contrôle désormais assumée par les femmes par rapport à la procréation. Au niveau européen, comme nous disions dès le début, la chose n'est pas essentiellement fruit de la propagation des contraceptifs, et la nouveauté consiste dans le fait que la chute de la natalité se développe justement dans les couches qui, auparavant, réussissaient le moins à la contrôler (90). Et nous avons vu comment une telle chute, plutôt qu'un "accident" à lier à tel ou tel autre facteur, était au contraire un moment de pouvoir que les femmes ont construit. Un moment construit à travers un processus de lutte émergeant déjà dans l'immédiat après-guerre et visant à détruire l'ensemble des conditions arriérées à l'intérieur desquelles tout gouvernement post-guerre ou post-révolutionnaire (91) a toujours voulu confiner les femmes. Un moment de pouvoir qui devient toujours plus un levier de pouvoir pour contracter une nouvelle qualité de vie.

Avec les années Soixante, on voit *s'accroître au niveau européen la rigueur contre les femmes, présente dans le coeur des planificateurs* dès le début de l'intégration (92). Mais l'instrument porteur d'une telle intégration, l'émigration, se révèle à double tranchant jusqu'au bout. Et non seulement parce que l'émigré est devenu vecteur d'insurrection — ce qui est un fait notoire — mais aussi parce que, comme nous le disions, *l'émigration a désormais radicalisé de manière définitive ces forces centrifuges* de

femmes et de jeunes (et nous n'oublierons pas les vieux, même si en Italie, en ce moment, il est très difficile de crier "pouvoir gris" (93) qui prétendent toujours à une certaine qualité de vie à tout prix.

Si une *distinction* joue encore en faveur de l'intégration européenne, mais moins largement pendant les années Soixante, c'est plutôt celle entre les zones où la femme peut gérer totalement ou partiellement un salaire, les mandats des émigrés ou, justement à cause de l'émigration, son argent personnel — et les zones où cela n'a pas lieu.

Dans ces dernières, dans la mesure où ne pas gérer un salaire renvoie à l'*absence même de salaire* (la survie étant basée sur des revenus agricoles ou des expédients) et à une *dépendance totale* de la femme d'abord par rapport aux hommes de la famille, puis par rapport aux femmes les plus âgées, l'émigration de quelques hommes — à commencer par celle des hommes les plus jeunes qui ne sont pas responsables du soutien économique de la communauté — ne porte pas encore atteinte à la stabilité de la communauté même. L'exemple de l'Algérie, dont nous avons parlé, est typique à ce propos. Mais, nous l'avons dit, le cas de l'Italie du Sud est différent, du fait qu'elle se trouve dans une situation déjà plus mêlée, avec des îlots d'industrialisation, et située à l'intérieur d'un pays industrialisé. Dans le Sud de l'Italie, et ce n'est pas un hasard, un abandon de la campagne de la part des femmes jeunes est possible, alors qu'il est impensable en Algérie (94).

Et si ces femmes jeunes arrivent à la conclusion qu'il vaut mieux se chercher une dot de manière autonome, parce que l'argent n'arrive plus de l'Allemagne, quelles que soient leurs décisions, elles bougeront dans un contexte nettement différent des femmes algériennes.

Mais ça n'est pas tout: dans la perspective à l'intérieur de laquelle nous avons lu jusqu'à présent les processus de l'autonomie des femmes plus ou moins scandés encore par des choix médiats, à l'intérieur de laquelle nous avons cherché à saisir, à des moments déterminés, son rapport avec le mouvement de la classe ouvrière masculine, un autre fait nous paraît devoir être mis en lumière jusqu'au bout. Justement parce que, à notre avis, il est radicalement lié à la vague de luttes ouvrières qui émergent dans les dernières années Soixante. Ce fait est l'*utilisation différente* du salaire (ou des mandats) que la femme réussit à imposer à l'intérieur de la famille où il n'y a pas de vieillards ou bien où les vieillards ne réussissent plus à soumettre les femmes à leur pouvoir. Les femmes des Italiens qui sont allés en Allemagne, et avec elles les femmes des ouvriers qui travaillent à Naples ou à Gela, prétendent toujours

plus à l'administration des mandats ou de la paye que le mari amène à la maison, ou alors à son argent personnel, investissant dans les enfants ce que les vieillards auraient économisé ou investi dans la terre. C'est pourquoi nous disons que le jeune prolétaire du Sud qui, pendant les années Soixante, va à la Fiat, a incorporé cet investissement et avec lui, la prétention à un niveau de vie plus élevé qu'on ne se paie pas "graduellement".

Parallèlement, nous ne voulons pas méconnaître la nouveauté de la rébellion dont chaque génération d'ouvriers ou d'étudiants est porteuse.

Mais une telle rébellion ne passe pas seulement et simplement par une confrontation directe des jeunes avec ce qui est hors de la maison, hors de la famille. Elle passe tout autant par des niveaux déterminés de désagrégation de la famille. En ce sens, nous devons continuer un discours nouveau (95) sur la famille. C'est-à-dire que nous devons être attentifs à l'érosion de l'autorité qui, dans la famille prolétaire même, se manifeste particulièrement dans les années Soixante, et mettre ce fait en relation avec la gestion du salaire des hommes de la part des femmes. Gestion qui, justement à partir de l'après-guerre, à travers l'intégration européenne et le processus d'ensemble de l'émigration sur lequel une telle intégration se fonde, et à travers le processus d'urbanisation mené dans chaque pays principalement par les femmes, a lieu de la part de couches prolétaires de femmes toujours plus larges. Une telle gestion, accompagnée de la possibilité d'un salaire directement féminin plus ou moins "clandestin", mais souvent unique soutien de la famille toute entière (travail à domicile, part-time, travail aux pièces, travail saisonnier, etc.) détermine un pouvoir plus grand pour la femme face à l'homme et, par conséquent, un rapport différent des enfants avec le père et avec la mère, un certain niveau de crise de l'autorité.

Sans doute, dans des pays comme l'Italie, pendant les années 40 et 50, des couches déterminées de femmes prolétaires ont commencé pour la première fois à gérer un salaire. L'émigration ne pourra pas atteindre ces femmes comme elle pourra toucher au contraire, pendant les mêmes années, les femmes de pays comme l'Algérie. C'est-à-dire que pour les unes, l'émigration catalysera des processus d'autonomie. Pour les autres, à court terme du moins, elle détériorera la situation. Au contraire, pour les pays à emploi féminin élevé, la désintégration de la famille et, partant, une plus grande insubordination des jeunes dans et hors de l'usine, sera plutôt le résultat des tensions que le travail de la femme à la maison et son travail au dehors provoquent (96). Dans un cas comme dans l'autre, de toute manière, la jeune classe ouvrière qui,

d'abord en Italie (Turin, place Statuto, 1962), puis au niveau européen, déterminera un cycle de lutte entièrement nouveau, est l'enfant du refus progressif, de la rébellion, des luttes des femmes prolétaires (97).

Nous l'avons dit: les années 60 ne feront qu'augmenter la rigueur anti-femme déjà présente dans le coeur des planificateurs européens dès le commencement de l'intégration. Ajoutons que les grandes luttes ouvrières rendirent plus déterminée une telle attitude.

En ce qui concerne l'Italie, rappelons, ou mieux, clarifions, étant donné que la gauche ne l'a jamais dit, que les expulsions à la suite des événements de 1962 furent des expulsions de femmes. Et que les expulsions ne sont pas encore finies. Dès alors et jusqu'à présent, nous n'avons atteint qu'un million de plus de "chômeuses" (98).

Pour l'Europe, reparcourons brièvement les pays déjà pris en considération.

L'Allemagne entamera, après 1960, un type de développement à investissement de capital élevé accompagné d'une rationalisation du processus productif.

Avec un tel développement, la situation du travail extérieur féminin empirera ultérieurement (99).

Les expulsions des femmes hors des usines étendront le "terrain vague" des travaux de type temps partiel, à la pièce, etc.. Qu'il suffise de dire que, de 1961 à 1971, les femmes qui travaillent à temps partiel augmenteront de 83 o/o, atteignant ainsi les 2,3 millions (100).

Les femmes émigrées seront employées ou comme non-qualifiées (60 o/o) ou comme semiqualifiées (1/3) (101).

En France, de 1962 à 1968, les pourcentages de femmes employées dans les nouveaux secteurs industriels considérés varient de la façon suivante: dans les constructions électriques, de 114.000 à 126.660 (+ 11,1); dans l'industrie chimique, de 104.500 à 119.440 (+14,2); dans l'industrie alimentaire, de 126.100 à 137.000 (+8,6); dans l'industrie mécanique, de 194.220 à 202.160 (+4). Il s'agit de toute manière de chiffres qui ne "féminisent" pas un secteur donné (102).

En 1970 encore, Christiane Gilles, au quatrième Congrès National de la CGT sur la main-d'oeuvre féminine, déclare: "*Le second chiffre, celui de 33 o/o que j'ai évoqué est l'écart des salaires réels entre les hommes et les femmes... En 1945, les coefficients de l'ouvrière mécanicienne de l'habillement étaient égaux à ceux de P.1 et P.2 de la métallurgie. Ils sont aujourd'hui loin du compte. Les minima horaires étaient de 3,93 francs et 4,10 en mai dernier* (103).

Quant aux *femmes émigrées*, en particulier les Algériennes, il faut tenir compte du fait que, autour de 1962-1963, des mesures de "politique monétaire" interdisent aux Algériens de quitter l'Algérie avec plus de 10 Fr., ce qui contraint une fois de plus à avoir des personnes (des hommes qui ont derrière eux des femmes) auxquelles se référer en France avant de partir.

Dès 1967, des restrictions ultérieures interdisent aux Algériens émigrés d'envoyer de l'argent français en Algérie. Par la suite, la situation des femmes en Algérie — celles qui reçoivent de l'argent des émigrés — empire, ne pouvant plus acquérir des biens d'une certaine consistance, biens qu'elles n'auraient pu monnayer qu'en francs.

Après la guerre de Libération, l'*émigration algérienne* change dans le sens où ce sont de petits noyaux familiaux qui émigrent, ainsi que des *femmes seules* qui n'acceptent ni la campagne, ni la ville où elles sont confinées dans une petite cuisine séparée des hommes, ce à quoi prétendaient les fauteurs du "socialisme islamique". Le plus souvent, il s'agit, pour le cas des femmes qui partent seules, de femmes non-prolétaires qui réussissent à débarquer en France avec un passeport-touriste ou pour des motifs d'étude. *En France, ne pouvant pas, à la différence des hommes, faire référence à la communauté algérienne* qui n'admet pas de femmes si elles ne sont pas sous la tutelle d'un homme, elles finissent, dans le meilleur des cas, comme servantes, et plus normalement comme prostituées. Les émigrées prolétaires algériennes, tunisiennes, marocaines, turques, yougoslaves, portugaises deviennent *servantes* ou *ouvrières de la mécanique aux places les plus déqualifiées*.

V. APRES 1968, LES ANNEES 70. LES FEMMES ENTAMENT LA NEGOCIATION SUR LA REPRODUCTION. QUAND LA COMMUNAUTE D'EMIGRES NE SE REPRODUIT PLUS.

A partir de 1968, comme nous le disions, l'investissement que les femmes de la zone européenne, zone du Sud de l'Italie comprise, ont placé dans leurs enfants, l'élévation de la qualité de vie des enfants ainsi que la poussée encore plus souterraine à élever la leur par tous les moyens se révèle justement dans le potentiel de lutte que la classe exprime au niveau européen.

Après ces luttes, il y a un arrêt du flux italien (104), et sur l'échelle de l'emploi des émigrés, on note un déplacement progressif vers le haut en ce qui concerne les Italiens. Depuis lors, c'est plutôt le flux du pourtour méditerranéen qui augmente et qui est des-

tiné aux emplois les plus déqualifiés: Turcs, Grecs, Algériens, Tunisiens, Marocains, Espagnols, Portugais, etc..

De toute manière, la graduation n'a jamais qualifié d'aucune manière l'histoire de classe. Mais même si nous sommes loin de vouloir forcer des conclusions triomphalistes, il n'y a personne qui ne voie comment l'afflux d'émigrés de ces dernières années a mieux garanti le *ghost of revolution*, comme on lit ouvertement sur le Financial Time (105), que la paix sociale.

On essaie alors, même si c'est de manière très limitée, de découvrir une couche de force de travail plus faible, plus soumise au chantage que l'émigré mâle, et peu importe son origine: *les femmes*. Mais c'est justement là le problème des années 70. Ce sont désormais les années pendant lesquelles le chemin des femmes est arrivé au tournant le plus découvert, il est arrivé à se constituer aussi en Europe, en plus des Etats-Unis, comme mouvement de masse, porteur des intérêts des femmes pour une autonomie de vie non plus payée ni au prix de la maison, ni au prix de l'usine. Si les hommes se sont toujours moins pliés à la discipline de l'usine, les femmes émigrées s'y plieront-elles plus? Là non plus, nous ne voulons pas ignorer la différence de pouvoir qui existe à l'intérieur de la classe et, de manière encore plus forte, à l'intérieur des couches de l'émigration. Mais, du fait de la ligne de conduite dont les femmes des zones les plus "développées" ou les moins "développées" sont protagonistes, comme nous l'avons vu, il ne nous semble pas que cette utilisation puisse constituer un plan européen de longue haleine. Parmi les images plus ou moins adéquates de "tigres en papier" ou d'"éléphants sauvages", l'image que le jeu capitaliste nous suggère dans ce cas-là est celle du "chat qui se mord la queue".

Quant au problème que les planificateurs européens affronteront, il semble que ce soit celui de la "quadrature du cercle".

En Allemagne, en France et en Italie (à la Fiat après 1969), on essaie ultérieurement de faire entrer des femmes, spécifiquement émigrées, pour remplacer des sections déterminées dans les couches d'émigrés qu'il n'était plus possible d'embrigader dans la discipline de l'usine.

Dans la Suède plus lointaine, à la Saab's Scania's de Sodertalje, qu'on ne peut comparer qu'à la Fiat de Cassino, nombreux sont les exemples de restructuration des tâches à la chaîne, restructuration qui vise à intégrer les ménagères même âgées, telle la restructuration "en étoile" (106). Mais en même temps, les femmes européennes se montrent toujours moins disposées à accepter le travail ménager (comme travail de reproduction gratuit) et à l'ajouter au travail de l'usine, et au contraire, toujours plus décidées à refuser

et à faire payer ce travail de reproduction. D'une part, comme nous avons essayé de mettre en évidence au cours de tout ce travail, le développement capitaliste est nécessairement basé sur des niveaux déterminés de reproduction qui doivent être garantis de manière continue et qui, jusqu'à présent, n'ont presque rien coûté à l'Etat. D'autre part, les femmes ont commencé l'attaque depuis longtemps, justement à partir de la reproduction.

S'il est donc vrai que l'Etat réussit encore, en ce moment, à tenir en respect à travers le travail de l'usine et de la maison les couches de femmes politiquement les plus faibles, il est vrai aussi que dès maintenant, il est obligé de répondre, dans toute la zone européenne que nous avons considérée, à leur prétention de retourner sur lui le coût de la reproduction. Qu'il suffise de citer, parmi les exemples les plus signifiants, la proposition en France, de la part de l'UNAF (Union Nationale Associations Familiales) d'un salaire pour le travail ménager égal à 50 o/o du *SMIC* (salaire ouvrier minimum), taxable et à considérer comme salaire à tous les effets (107). Proposition sur laquelle des représentants du gouvernement se sont déjà déclarés favorables. Qu'il suffise de penser à l'institution, en Italie, même si celle-ci ne se manifeste pas encore à un niveau national, de l'allocation mensuelle "homofamiliale" (108) de 50.000 livres pour rétribuer le travail ménager de la femme qui reprend à la maison, plutôt que de le laisser aux institutions, un conjoint handicapé. Qu'il suffise de penser, en Italie encore, au projet de loi en cours de discussion sur les augmentations des allocations familiales qui, si elles ne payent certes pas le travail ménager, constituent du moins un indice suffisamment remarquable du fait que la reproduction est désormais un terrain de contractation.

Avant de conclure, qu'on donne encore quelques précisions sur la Grande-Bretagne, pays que n'est entré dans l'intégration européenne que récemment et qui reste principalement lié à un circuit de capital américain. Ce qui explique certaines correspondances en ce qui concerne la politique de l'emploi féminin et la politique démographique. Nous avons déjà eu l'occasion de parler de sa tradition d'emploi élevé de main-d'oeuvre féminine. Dans les années 70, pendant que le gouvernement finance et sollicite des études approfondies sur la condition des femmes et sur leur niveau d'emploi, les commissions parlementaires et gouvernementales constituées à cette fin recommandent la souplesse maximum dans l'organisation du travail "de manière que les femmes puissent choisir entre plein temps et temps partiel"; ils recommandent "l'expansion rapide de jardins d'enfants et de crèches avec des horaires souples et réajustables aux horaires de la mère" (qui devrait aller travailler)

et de cantines qui fournissent "le repas aux enfants et aux adolescents dont la mère est au travail, *même pendant les jours et les périodes de vacances scolaires*" (c'est nous qui soulignons); ils recommandent enfin que "le Ministre de l'Instruction Publique ait des *contacts réguliers avec les organisations de femmes*" (c'est nous qui soulignons) et que, enfin, il se développe "une enquête adéquate sur l'entité et les conditions dans lesquelles s'est développé le travail à domicile" (qui, évidemment, n'est pas une plaie uniquement méditerranéenne) (109). Par ailleurs, il est impensable pour le gouvernement britannique, quels que soient les résultats des enquêtes des commissions gouvernementales, d'employer des femmes anglaises à la place d'Antillaises, ou d'Africaines, ou d'Indiennes, ou de Pakistanaises dans les usines. Les femmes anglaises ont déjà démontré une remarquable résistance à accepter les places discriminées chaque fois qu'on a essayé de les leur attribuer. Il n'est pas pensable qu'elles acceptent maintenant tout tranquillement les places de secrétaire, de dactylographe, etc. auxquelles font allusion assez ouvertement les nouveaux discours (110) sur la nécessité d'un plus large emploi des femmes qui ont atteint un certain niveau de qualification. Même en Angleterre, même principalement dans ce pays, la lutte sur le coût de la reproduction, la lutte sur le salaire pour le travail ménager a commencé, et elle a déjà trouvé des moments d'organisation nationale à travers la campagne soutenue par les femmes anglaises pour les Family Allowances (111). Non seulement le gouvernement a dû abandonner le projet d'enlever aux femmes les Family Allowances (seul argent personnel qu'elles recevaient directement entre leurs mains), mais encore il a dû affronter la croissance d'un mouvement qui, avec ce premier niveau organisationnel, a ouvert de manière irréversible la lutte et la contractation sur la reproduction.

Par ailleurs, la *communauté d'émigrées* et d'*émigrés* a atteint des niveaux de *subversion déjà trop élevés* pour qu'il soit possible de penser à une utilisation d'émigrées contre émigrés.

En fait, le *niveau de l'emploi salarié des femmes émigrées* est très élevé, d'autant plus à l'intérieur d'un marché du travail *divisé* de manière rigide *par sexe*.

Le niveau de subversion de la classe ouvrière émigrée en Grande-Bretagne a été élevé par les nouvelles générations d'ouvriers, par les enfants, fils et filles, des émigrés noirs, particulièrement par les filles. Les jeunes femmes, tout comme les hommes qui sont nés ou qui ont grandi en Grande-Bretagne, sont totalement libres d'illusions quant à la possibilité de grimper dans la hiérarchie de la force de travail, illusions que leurs parents avaient nourries peut-être encore, vu qu'ils venaient de strates sociales dans lesquelles *tout salaire* était déjà une victoire.

Mais la *stabilité* d'un travail salarié a pourvu la deuxième génération de *pouvoir nouveau* pour *rompre cette stabilité*. Le comportement de ces jeunes à l'égard du travail salarié est le même que celui de la génération correspondante à un niveau international, rendu encore plus aigu par le racisme du marché du travail, qu'ils refusent toujours plus largement, et par une tradition de travail esclavagiste qui ne fait pas de distinction entre contremaître et "surintendant aux esclaves". Ce qui est spécifique aux femmes, c'est le refus des limites et des restrictions de la vie familiale que le *salairé des parents constitue et requiert*. Leur violence contre le travail d'école et le travail d'usine n'a pas atteint le niveau de celle des garçons; mais la violence qu'elles sont prêtes à affronter face aux mères et aux pères qui voudraient les clouer à la "respectabilité" et à la stabilité de la famille, violence qu'elles doivent souvent affronter seules dans l'isolement de la maison, devient de moins en moins angoissante pour elles. Mais, comme d'habitude quand il s'agit de femmes, étant donné que leurs luttes pour leur autonomie personnelle sont isolées et soutenues seulement par un cercle d'amis restreint, et qu'elles ne requièrent pas nécessairement un affrontement avec la police (ce rôle étant souvent assumé par leur père ou leur parrain), ces luttes restent cachées, et le Mouvement noir n'a pas manifesté ni dans ses objectifs ni dans son organisation qu'il avait confiance dans l'autonomie féministe. Pourtant, le résultat commence à se faire voir dans la conscience croissante des parents qui pensent défendre leurs propres intérêts à travers le soutien qu'ils donnent à leurs enfants dans les affrontements entre la police et la jeunesse noire, entre l'école et la jeunesse noire. Les jeunes hommes émergent en tant que protagonistes; la lutte des jeunes femmes reste cachée, mais elle est efficace. Souvent dans le passé, l'homme des Antilles, comprenant qu'il n'était pas en mesure de soutenir sa famille, fuyait en Grande-Bretagne, abandonnant femme et enfants. Mais il y a aussi des femmes qui sont parties très loin de chez elles pour trouver l'autonomie d'un salaire à elles, avec ou sans homme. Et quand elles ont réussi à s'installer, ce sont *elles* qui ont envoyé de l'argent pour faire venir leurs enfants. Dans cette situation, la crise de l'autorité n'a pas besoin de longs processus. Dans les années Septante en particulier, le gouvernement britannique, qui impose des *mesures limitatives à l'émigration* depuis longtemps, a promu l'exclusion de ces enfants, et par son *attaque à la natalité noire*, il a encouragé des initiatives autonomes (mais pourtant larges) de stérilisation de femmes noires provenant du milieu médical. *Cela correspond* aux choix faits par les *Etats-Unis* dès les *années Soixante* et aux moyens qu'on y a utilisés aussi bien par rapport aux Noirs à l'in-

térieur du pays que par rapport à ce qu'on appelle le Tiers-Monde. Quand l'émigration ne fonctionne plus, autant exporter le capital. Mais les jeunes femmes et les jeunes hommes du Tiers-Monde ne semblent pas disposés à le recevoir dans la tranquillité.

NOTES DES TRADUCTRICES

- P. 45 Le taux brut de natalité c'est le rapport Nombre de naissances vivantes en l'année x / Population moyenne en l'année x .
Le taux global de fécondité générale, c'est le rapport Nombre de naissances vivantes en l'année x / Nombre de femmes âgées de 15 à 49 ans en l'année x .
- P. 50 Réintégrer la natalité ouvrière: faire assez d'enfants pour reconstituer le nombre d'ouvriers nécessaire.
- P. 59 Centrifuges: qui font éclater la communauté.
- P. 61 Les femmes des pays "développés" ne fournissent plus assez d'enfants (futurs ouvriers), on va chercher les émigrés, sous-prolétaires du Sud, pour qu'ils deviennent ouvriers.
- P. 69 Par "structure du moment de reproduction organisé", il faut sans doute entendre que la reproduction est organisée par le capital: c'est lui qui nous impose le nombre d'enfants que nous faisons et les conditions dans lesquelles nous effectuons le travail ménager.

NOTES

- 1) Voir T. SADLER, *The Law of Population*, Londres 1830; T. DOUBLEDAY, *The True Law of Population*, Londres, 1853. Ces deux auteurs observèrent que l'augmentation de la population progresse en raison inverse de son bien-être et qu'une amélioration du niveau de vie aurait causé une diminution de la fécondité telle qu'elle pouvait éloigner le danger de surpopulation craint par Malthus.
- 2) En URSS, jusqu'en 1936, il n'y a aucune restriction à propos de l'avortement; de 1936 à 1955, l'avortement est sévèrement contrôlé. A partir de 1956, l'Etat concède de nouveau une certaine libéralisation. Les démocraties populaires, après une stimulation considérable à la croissance démographique pendant l'après-guerre, introduisent une série de mesures très permissives entre 1956 et 1958, mais elles les abolissent pendant les années 60: comme la Roumanie en 1966. Parallèlement, la Tchécoslovaquie, la Hongrie et la Bulgarie tendent à pousser la croissance démographique, même à l'aide de stimulations matérielles, dont l'augmentation des allocations familiales, les services pour l'enfance, les permis spéciaux de grossesse pour les femmes salariées.
- 3) W.J. GOODE, *World Revolution and Family Patterns*, The Free Press, New York 1970.
- 4) *Idem*, p. 53.
- 5) L'Annuaire Statistique Italien, ISTAT, de 1943, fournit les indices de fécondité suivants: 139,2 pour la période 1920-1922; 110,2 pour la période 1930-1932; 104,8 pour la période 1935-1937; 106,0 pour la période 1939-1940. A noter que la période pendant laquelle l'indice de natalité remonte – mais seulement de 104,8 à 106,0 – coïncide avec la diffusion de stimulations économiques.
- 6) E.L. HOMZE, *Foreign Labour in Nazi Germany*, Princeton, U.P. 1967.
- 7) Le professeur Roland Pressat, célèbre démographe, professeur à l'Institut National d'Etudes Démographiques de Paris, auteur de l'oeuvre remarquable *Analyse démographique* montre, dans son *Population*, Penguin Books, Londres 1973, p. 96, par un graphique extrêmement évident, la chute du taux de natalité après 1964 en Hollande, en Italie, en Grande-Bretagne, au Luxembourg. De toute manière, à un niveau général parmi les démographes, il s'agit d'un fait assuré.
- 8) "Par ailleurs, le degré de diffusion du contraceptif le plus récent, du moins en Europe, n'a pas été tel qu'il puisse rendre compte de la réduction récente du taux de fertilité" (*ibidem*, p. 97).
Ajoutons que, dans les pays européens dominés par l'église catholique, aujourd'hui encore, c'est toute une affaire pour la plus grande partie des femmes que d'entrer en possession non pas des contraceptifs les plus récents, mais même des plus courants. A ce propos, l'histoire irlandaise a une nouvelle héroïne. Madame Mary Mc Gee, 28 ans, femme de pêcheur, déjà mère de quatre enfants et atteinte deux fois de thrombose cérébrale, avait été arrêtée l'année dernière à la douane par un fonctionnaire qui, fouillant dans le sac de cette dame, avait découvert un dispositif intra-utérin. Exaspérée, Madame Mc Gee se tourna vers la Haute Cour qui, en décembre 1973, a émis la première sentence libéralisante en la matière: "Il n'entre pas dans la compétence de l'Etat", a dit la Cour, "d'interférer dans des questions aussi intimes et délicates" (*La Stampa*, 22.3.73, p. 3).
- 9) Cf. encore R. PRESSAT, *op. cit.*
- 10) C'est là une des thèses principales développées par L. Fortunati dans *Les femmes contre la famille* qui analyse le rapport entre les femmes et le capital ces dernières trente années relativement à la situation italienne. Ce travail est en train de se faire. Alors que La famille: vers la reconstruction (dans *Mariarosa Dalla Costa – L. Fortunati, Brutto ciao*, Ed. delle Donne, Rome 1977) en anticipe quelques formulations relatives aux années de la guerre et de l'immédiat après-guerre.
- 11) B. KREMEN, *Lordstown: Searching for a better Way of Work*, in *New York Times*, 9 septembre 1973, Joseph Goodfreys, manager général de la Division Montage de la General Motors, déclare: "Oui, les ouvriers de nos établissements ont moins envie qu'autrefois de donner leur pleine mesure... Il y a beaucoup d'inquiétude dans l'air, et nous nous en apercevons sur la chaîne de montage – guerre, révolte des jeunes, drogue, race, inflation, dégénérescence morale. Le mariage n'est plus ce qu'il était autrefois. Nous nous en apercevons. Leurs esprits sont tournés vers autre chose".
- 12) Sur les politiques contradictoires que ce refus détermine à un niveau mondial, la conférence de Bucarest est significative.

- 13) R. GOBBI, *Operai e Resistenza*, Musolini, Turin 1973.
- 14) Idem, p. 3.
- 15) Idem, p. 3-4.
- 16) D. THOMSON, *Storia d'Europa*, Feltrinelli, Milan 1961, p. 852, fournit les faits suivants relatifs aux pertes de guerre: pour la France 500 000, pour le Commonwealth 445 000, pour l'Allemagne 2 250 000 (seulement sur les champs de bataille), pour la Russie 7 000 000 de morts officiels (mais il existe aussi d'autres chiffres) contre les 325 000 des Etats-Unis. Cf. aussi F. ROYS WILLIS, *Europe in the global age*, Dodd, Mead and Company, New York, N.Y., Toronto, p. 180; N.V. ROSANOVSKY, *Storia della Russia*, Garzanti, Milan 1968, p. 604; D.F. FLEMING, *Storia della guerra fredda*, Feltrinelli, Milan 1964, p. 193.
- 17) R. GOBBI, op. cit. p.8. Pour une vision plus détaillée, voir S. B. CLOUGH, *Storia dell'economia italiana dal 1861 ad oggi*, Cappelli, Bologne 1965; R. ROMEO, *Breve storia della grande industria in Italia*, Universale Cappelli, Bologne 1972.
- 18) E. SULLEROT, *Histoire et sociologie du travail féminin*, Gonthier, 1968, p. 197.
- 19) R. GOBBI, op. cit., p. 11.
- 20) L. LANZARDO, *Classe operaia e partito comunista alla Fiat*, Turin 1971, p. 332.
- 21) Il s'agit d'un phénomène qui n'est presque jamais relevé par la littérature politique courante. On le retrouve au contraire ponctuellement souligné et précisé dès les premières oeuvres de la littérature féministe. Pour citer seulement quelques exemples: en France, E. SULLEROT, op. cit.; en Italie, AA.VV., *La coscienza di sfruttata*, Mazzotta, Milan 1972.
- 22) E. SULLEROT, op. cit., p. 188.
- 23) "Pour participer à la Résistance, l'homme s'enrôlait dans les forces armées et la femme le remplaçait dans les travaux agricoles et dans la gestion de la maison, et DE PLUS (c'est nous qui soulignons), elle participait à la guérilla et à l'approvisionnement du front" (tiré de "Aperçu sur les institutions de la RDVN, Hanoi", et de la Nouvelle Revue Internationale, No 6, cité dans Viet Nam, La famille dans le droit vietnamien, dans *Donne e Politica*, année IV No 19, octobre 1973, p. 30).
- 24) Tout ce que nous avons écrit dans la note précédente a été également vrai pour les femmes algériennes. En outre, c'est désormais chose connue que les bombes qui ont éclaté dans les bars et dans le stade, pendant la période du terrorisme, ont toutes été placées par des femmes. Mais les guerres de Libération dans le monde entier n'ont-elles pas toujours placé les femmes dans une position que les littératures des Résistances, des Libérations, etc. n'ont fait que mystifier? En revanche, que dire de l'exemple classique de la femme tondu, exposée à la risée de la population, alors que c'est justement la guerre qui conduit les femmes à la prostitution comme seul moyen de survivance? Disons aussi que la guerre est la fête du sadisme mâle et qu'elle met en lumière de manière moins mystifiée le rapport que les hommes ont avec les femmes. Les femmes, contraintes à garantir à un coût beaucoup plus élevé la reproduction, doivent aussi, et une fois de plus, se défendre des hommes: de l'"ennemi" qui les violente, du "partisan" qui les tond, du voisin qui les méprise parce qu'elles se prostituent.
- 25) Le cas des femmes vietnamiennes peut apparaître "le plus avancé". Mais le pouvoir politique dont elles ont disposé a toujours été très "sectoriel". Aujourd'hui encore, ce n'est pas par hasard que la femme vietnamienne qui veut avorter doit demander la permission à une commission chargée de statuer. Triste analogie avec les "situations européennes avancées".
- 26) E. SULLEROT, op. cit., p. 190.
- 27) L. LANZARDO, op. cit., p. 332.
- 28) Deux biographies de femmes résumant la situation: D. MONTALDI, *Militanti politici di base*, Einaudi, Turin 1971 (biographie de "Margitt", et la dernière du volume, "Jeune fille").
- 29) Les campagnes simultanées de l'Année Sainte et de la sanctification de Sainte Marie Goretti et de Dominico Savio ne sont pas négligeables parmi les instruments utilisés pour une telle restauration.
- 30) E. SULLEROT, op. cit., p. 230.
- 31) R. PRESSAT, op. cit. Voir en outre G. MORTARA, *L'Italia nella rivoluzione demografica 1861-1961*, in "Annali di Statistica", année 94, série VIII, vol. 17, Rome 1965; M. LIVI BACCI, *Il declino della fecondità della popolazione italiana nell'ultimo secolo*, in "Statistica", année XXV, No 3.

- 32) Nous espérons pouvoir renvoyer au plus vite aux recherches dont l'attention se concentre actuellement sur ces thèmes.
- 33) Cf. M. LIVI BACCI, op. cit.
- 34) Cf. L. FORTUNATI, op. cit.
- 35) S.B. CLOUGH, op. cit., p. 370.
- 36) Ibidem, p. 378.
- 37) Ibidem, p. 388.
- 38) Cf. "Annuari Statistici Italiani", ISTAT. De toute manière, le fait que la science n'attribue aucune importance à la nouveauté du travail ménager exige l'intégration logique d'une preuve statistique quelconque.
- 39) "Mange mieux celui qui est salarié ou destiné à le devenir", indépendamment de qui travaille le plus. Et, sous cet aspect, nous pensons que même l'urbanisation n'a pas changé beaucoup de choses.
- 40) Il est assez choquant de relever qu'à ce propos, les appareils électro-ménagers font partie des exportations les plus importantes de cette époque (cf. S.B. CLOUGH, op. cit., p. 407).
- 41) G. ROMITA, *Dalla monarchia alla repubblica*, ed. Nistri-Lischi, Pise 1954, p. 41.
- 42) Ibidem, p. 41.
- 43) Angelina Mauro, blessée pendant l'insurrection de Melissa, meurt après huit jours à l'hôpital de Crotona, le 9 novembre 1949.
- 44) Il ne s'agit pas seulement de "mœurs et coutumes". La chose était très souvent décrite carrément par écrit. Quelques exemples de contrats entre les propriétaires de la terre et ceux qui la travaillent comprenant des clauses sur le travail gratuit des femmes se trouvent aussi dans V. MAURO, *Lotte dei contadini in Calabria, Sapere*, Milan 1973. Par ailleurs, "Il Giorno" du 2 septembre 1973 rapporte — à travers une lettre au journal — que, dans l'assemblée des pêcheurs qui se tenait à ce moment-là à Trapani et à laquelle participaient aussi les femmes, quelqu'un cria: "C'est fini, le temps où les armateurs ne prenaient un pêcheur que si sa femme allait travailler chez lui comme servante gratis!".
- 5) Il s'agit d'un fait notoire. Aujourd'hui, les hommes du Nord qui sont restés à la campagne recourent toujours plus largement aux bons offices de quelque méridional, homme ou femme, qui fait du "trafic de mariages". Récupérant ainsi, par des échanges de photographies, dans les villages perdus de la Lucanie, de la Campanie, de la Sicile, ces femmes qui n'auraient pas réussi à partir seules.
- Mais ce ne sont pas tellement les paysans qui cherchent ces femmes. Ce sont aussi les ouvriers qui en sont encore à conquérir des journées de travail de huit heures.
- 46) M.L. BACCI, op. cit., p. 410. Voir aussi *ivi* table 3, pour ce qui concerne la proportion de femmes mariées par rapport aux femmes célibataires, et les tables 2, 1, 12 pour les taux de fécondité légitime, de fécondité générale, de fécondité illégitime.
- 47) G. MORTARA, op. cit., p. 6.
- 48) Ibidem, p. 6.
- 49) On pouvait rapprocher la France d'avant 1900 aux USA et à la Grande-Bretagne pour sa grande tradition d'emploi féminin, mais un tel emploi s'était déjà réduit au début du siècle. Et le recensement de 1962 enregistrera 6 585 000 femmes actives par rapport aux 7 694 000 de 1906.
- 50) Cf. *sopra* p. 46.
- 51) M.F. MOURIAUX, *L'emploi en France depuis 1945*, collection A. Colin, Paris 1972, p. 35.
- 52) "Cet accroissement de la population en France entre 1958 et 1965 est dû pour 52,4 o/o à un excédent de naissances sur les décès, et pour 47,6 o/o à l'immigration", in "Les Cahiers du Centre d'Etudes Socialistes", No 94-98, septembre-décembre 1969, Paris, p. 19 de Les travailleurs immigrés parlent.
- 53) A côté de l' "allocation de salaire unique" s'effectue une complète restructuration du régime des allocations familiales. "Après la seconde guerre mondiale, une nouvelle organisation, la Commission Supérieure Consultative sur la Population et la Famille, fut établie par un décret, le 12.4.54." (The Population Council, Country Profiles, France, New York, N.Y. 1972, p. 8). Cette commission a également largement restructuré (p. 9-10) le système des allocations familiales en accord avec ce qui se passait dans tous les pays européens.

- 54) Du plan Mc Cloy de 1949 au plan Schumann de mai 1950, l'intégration économique européenne estime convenable "un projet politique... basé sur le salaire souple vers le bas, c'est-à-dire sur un élargissement de la stratification de la force de travail vers le bas, avec le maintien ou l'expansion de secteurs à forte intensité de travail. Ce projet impliquait l'immixtion massive dans la production d'usine de contingents de force de travail nouvelle et politiquement faible... la force de travail féminine s'adaptait seulement en partie à ce projet..." "... les femmes offraient de la résistance à la déqualification..." (FRANCA CIPRIANI, *Proletariato del Maghreb e capitale europeo*, ivi).
- 55) Actuellement, cette fonction est exigée des femmes algériennes, notamment par des "cours d'économie domestique" dispensés par des "assistantes sociales".
- 56) Au sujet de la tradition française en matière d'emploi, les femmes ne manquent pas qui ouvrent le discours de cette manière: "Par suite d'une natalité très faible, la nation recourt de manière très large à l'immigration" (M.F. MOURIAUX, *op. cit.*, p. 29).
- 57) Les travailleurs immigrés parlent, *op. cit.*, p. 20.
- 58) E. SULLEROT, *op. cit.*, p. 230-231.
- 59) E. SULLEROT, *op. cit.*, p. 231.
- 60) Une étape ultérieure dans cet effort a été marquée par l'approbation du Code de Famille de 1942.
- 61) Et plus spécifiquement, les Family Allowances furent données directement à la mère (et non incluses dans la paye du père comme en Italie), mariée ou célibataire, qui "dépensait certainement ces allocations pour ses enfants", garantissant ainsi cette amélioration qualitative de la force de travail que les travaillistes, de nouveau au pouvoir, souhaitaient et sollicitaient même par une politique complexe d'assistance sociale.
- 62) Par ailleurs, nous connaissons toute la série de raisons qui font perdre la pension, les allocations familiales, etc. qui ont rendu ces travaux essentiellement clandestins dans tous les pays. Pour cette raison, même dans le cas de la France, le circuit de leur marché est rarement mesurable par des sources statistiques, mais il est facile de faire une hypothèse quant à l'ampleur de ce marché plutôt immense, si l'on pense d'une part au pourcentage assez bas des femmes salariées, d'autre part au poids de discriminations que l'Etat, à partir de l'après-guerre, réussit encore à imposer à la poussée que les femmes exercent pour la conquête d'un revenu autonome.
- 63) De toute manière, il y a un afflux considérable dans le tertiaire. Il s'agit là aussi d'un fait européen.
Pour la France, voir FRANÇOIS LANTIER, *Le travail et la formation des femmes en Europe*, La Documentation Française, vol. 4, oct. 1972, p. 44 et suivantes. En particulier, voir table XIII, p. 45.
- 64) F. LANTIER, *op. cit.*, table XIII, p. 45; E. SULLEROT, *op. cit.*, suivantes.
- 65) F. LANTIER, *op. cit.*, p. 54.
- 66) *Ibidem*, p. 54.
- 67) *Ibidem*, p. 55.
- 68) Outre le cas spécifiquement sus-mentionné des femmes des "braccianti", et pour ce qui concerne la dimension beaucoup plus large que le travail à domicile a (en plus du travail saisonnier, à temps partiel, etc.) dans le Sud de l'Italie par rapport au Nord, voir *Il lavoro a domicilio* in "Quaderni di Rassegna Sindacale", année XI, Nos 44-45, septembre-décembre 1973.
- 69) Cf. en général pour la femme arabe (mais les femmes du Maghreb n'ont pas à subir la clitoridectomie), YOUSSEF EL MASKRY, *Il dramma sessuale della donna araba*, Comunità 1964.
- 70) Selon le livre *Les Algériennes*, de l'Algérienne FADELA M'RABET (Maspero, Paris 1969), livre dont la vente et l'importation en Algérie ont été interdites, il se produit un pourcentage de suicides de femmes très élevé. Et rappelons-nous, quand on évalue ces pourcentages, que les femmes sont sous-déclarées à l'état-civil, que ce soit au moment de leur naissance ou de leur mort, que les tentatives de suicides ne sont pas comptées, que les suicides manqués ne sont pas comptés (par exemple se jeter par la fenêtre sans mourir sur le coup), et que des suicides sont simulés au contraire comme étant "des morts accidentelles". L'infanticide aussi a lieu de manière très diffuse (de la part des mères célibataires) qui, avec l'avortement tout aussi diffus (p. 169), contribue au seul moyen connu de contrôle des naissances.

- 71) Ce sont les parents qui décident quel jour et avec quelle personne la femme algérienne est contrainte à se marier. Et cela est aussi vrai pour l'infime minorité "cultivée" qui a atteint un niveau universitaire. Mais souvenons-nous que la règle est de retirer les filles de l'école – celles qui y vont – après la deuxième élémentaire. Aujourd'hui cette infime minorité qui, en plus du niveau universitaire, a accédé à quelque pilule contraceptive, a découvert une utilisation toute spécifique de la pilule et du mariage: puisqu'il n'y a pas moyen de résister à la première contrainte (le mariage), la femme se marie et, à l'aide des pilules, elle peut facilement feindre la stérilité, ce qui la mène à la répudiation-divorce en un laps de temps extrêmement rapide, issue désirée en un tel cas.
- 72) Mais pour la masse des femmes algériennes, l'utilisation du divorce de par leur propre initiative a très peu de possibilités de réussite, outre les conditions matérielles dans lesquelles elles vivent, du fait que beaucoup n'ont pas été déclarées à la naissance. En fait, la "civilisation" algérienne, si elle considère la femme précieuse en tant que bien, elle la considère tout autant inexistante en tant que personne.
- 73) Discours de Boumedienne aux étudiants volontaires pour le service civil, in Moudjahid du 22 juillet 1972.
- 74) Pour la situation hospitalière et les cas de lésions obstétriques, voir MINISTÈRE DE LA SANTÉ, Tableaux de l'économie algérienne, Alger 1970, p. 82-83.
- 75) Un morceau du texte ayant été ôté, cette note qui se trouvait dans cette partie a aussi été annulée.
- 76) Y. COURRIÈRE, La guerre d'Algérie, tome II, Le temps des léopards, Fayard, Paris 1969.
- 77) On peut estimer que la première vague va de 1935 à la deuxième guerre mondiale.
- 78) L. FORTUNATI, op. cit., explique comment, en ce qui concerne l'Italie, le passage de la famille paysanne patriarcale à la famille nucléaire urbaine est le produit non seulement de la désagrégation d'un certain type de famille de la part du capital, mais aussi de la part des femmes elles-mêmes.
- 79) E. SULLEROT, op. cit., p. 256.
- 80) Pour les données, confronter OCDE, Labor Force Statistics, Paris 1970, p. 96-97.
- 81) E. SULLEROT, op. cit., p. 256.
- 82) Cf. B. GROPPPO, Sviluppo economico e ciclo dell'emigrazione in Germania occidentale, *ivi*.
- 83) E. SULLEROT, op. cit., p. 256.
- 84) Voir à ce sujet Foreign Labor in Nazi Germany, *prec. cit.*
- 85) Pendant la guerre, on utilisa aussi le travail forcé des femmes arrivées de l'Est, en plus des femmes juives, bohémiennes et politiques, comme on sait.
- 86) Cf. B. GROPPPO, op. cit.
- 87) Cf. B. GROPPPO, op. cit., table No 4.
- 88) A ce propos, on parle toujours de nouveauté dans un sens relatif. En creusant les fondations, on découvre toujours que chaque secteur industriel s'est basé sur un très large emploi de force de travail des femmes et des jeunes. Voir pour le cas italien STEFANO MERLI, Proletariato di fabbrica e capitalismo industriale. Il caso italiano: 1880-1900, La Nuova Italia, Florence 1973.
- 89) E. SULLEROT, op. cit., p. 259.
- 90) Cf. sopra, note 9.
- 91) Nous faisons ici spécifiquement allusion au cas algérien, sur lequel nous reviendrons.
- 92) Cf. sopra, note 53.
- 93) Cf. L. FORTUNATI, op. cit.
- 94) Non pas que cet "abandon" ne se produise pas aussi en Algérie, tant comme fugue de la campagne que comme fugue du toit conjugal. Mais ce sont des fugues désespérées où les femmes, à Alger, essaient de passer inaperçues comme servantes dans des maisons d'Européens. Et, régulièrement, selon la règle de la Ta'a, la police les ramène à la maison. Cf. YOUSSEF EL MARSY, op. cit., dernier chapitre.
- 95) Nous disons "poursuivre un discours nouveau" parce que ce discours a commencé à la fin des années Soixante (USA) et dans les premières années Septante (Europe), avec le Mouvement Féministe à un niveau international. Sociologues et politiciens, pendant des années, n'ont fait que jeter plus de trouble sur ce sujet; cf. en outre M. DALLA COSTA, Quartiere, Scuola et Fabbrica dal punto di vista della donna, in l'Offensiva, Musolini, Turin 1972, 1ère édition, 1974, 2ème édition.

- 96) M. DALLA COSTA, Quartiere, Scuola e Fabbrica dal punto di vista della donna, *prec. cit.*, p. 27.
- 97) M. DALLA COSTA, S. JAMES, *Le pouvoir des femmes et la subversion sociale*, Librairie Adversaires, Genève 1973, p. 53.
 "Dans les usines, les jeunes refusent la direction des ouvriers plus âgés, dans les villes, ils sont le fer de lance des révoltes sociales. Dans les métropoles, les générations nées dans la famille nucléaire ont produit des mouvements étudiants et des mouvements de jeunes qui ont commencé à ébranler les fondements du pouvoir constitué. Dans le Tiers-Monde, les jeunes au chômage sont souvent dans la rue avant même que la classe ouvrière ne soit organisée en syndicats".
- 98) Du Bollettino mensile, ISTAT, mars 1972, à la date l'enquête, il ressort que les personnes au-delà de 13 ans n'appartenant pas à la force de travail atteignaient 21 754 000: 16 168 000 femmes contre 5 586 000 hommes. Parmi les femmes, 10 701 000, c'est-à-dire le 49,1 o/o, sont ménagères. En 1970 plus spécifiquement, parmi les femmes qui ont un emploi, 22 o/o travaillent dans l'agriculture et presque toutes sont mariées et "non-jeunes". Parmi les autres, 45 o/o travaillent dans les services (mariées et non-mariées, jeunes et non-jeunes), et 33 o/o dans l'industrie. Voir aussi, pour comparer à la situation anglaise, M. PIA MAY, Il mercato del lavoro femminile, espulsione o occupazione nascosta femminile, in "Inchiesta", année III, No 9, janvier-mars 1973, p. 27-37.
- 99) Voir en général OCDE, Labor Force Statistics, Paris 1970.
- 100) Cf. B. GROppo, *op. cit.*
- 101) *Ibidem.*
- 102) F. LANTIER, *op. cit.*, table XIII, p. 45. Plus en général, voir OCDE, Labor Force Statistics, Paris 1970.
- 103) M.F. MOURIAUX, *op. cit.*, p. 150.
- 104) On peut considérer que le premier arrêt a lieu après 1962.
- 105) Europe Keeps revolution at bay, in "Financial Times", 28 février 1973: "Le spectre de la révolution, ce fantôme... se meut d'un endroit à l'autre, visitant même les Pays-Bas, mais le pays qu'il préfère, c'est l'Italie... Ce qui est important, c'est qu'il est assez apparent qu'un grand nombre de nos dirigeants dans l'industrie, les syndicats et même le gouvernement, se rendent compte, certains consciemment, d'autres plus vaguement seulement, que la société occidentale est dans un état de fragilité plus grand qu'elle ne l'a jamais été depuis la guerre".
- 106) Nous faisons allusion à la structure du montage. Nous lisons sur le "Financial Times" du 12 mars 1973, Car Plants without mass disaffection, "Les assembleuses, toutes ménagères, et qui n'ont aucune expérience précédente de l'usine, travaillent par groupe de trois".
 Cet exemple vaut ce qu'il vaut.
- 107) Les femmes au foyer, in "Le Nouvel Observateur", 4.10.73.
- 108) Précisons que cette allocation, instituée par l'administration provinciale dans certains centres de l'Emilie, est officiellement destinée au conjoint handicapé, pour lequel elle devrait jouer un rôle "thérapeutique" qui lui permettrait de ne pas se sentir un "poids" ou une "charge" pour la famille dans laquelle il rentre. Officiellement, on ignore le fait que cette "rentree" passe directement par une augmentation du travail ménager de la femme que ces 50 000 livres par mois sont bien loin de "rétribuer".
- 109) Voir à ce propos HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE, Sixth Report from expenditure committee, session 1972-73, The employment of women.
- 110) Il suffit de feuilleter le "Financial Times" et "Le Monde" de 1973.
- 111) Pour une brève histoire de la lutte sur les Family Allowances en Angleterre, voir SUZIE FLEMING, The Family Allowance under attack, Falling Wall Press, Bristol 1973; Hands off our Family Allowances, What we need is money, Crest Press, Londres 1973.
 Pour ce qui est de la perspective dans laquelle une telle lutte s'insère – la lutte sur le salaire pour le travail ménager – et son rapport avec les luttes sur le logement et avec les luttes de femmes qui font les nettoyages de nuit, voir "Radical America", vol. 7, Nos 4 et 5, juillet-octobre 1973, Cambridge, Mass., de la p. 131 à la p. 192. Le numéro entier rapporte complexivement le débat autour du salaire pour le travail ménager en Italie, en Angleterre et aux Etats-Unis.

Les femmes contre le travail

En tant que femmes qui vivons quotidiennement la mutilation de nos vies que représente le double travail, qui vivons toujours plus nombreuses la mutilation de nos corps et de nos possibilités que représente le travail salarié forcé, qui vivons la contrainte du travail ménager gratuit, réservé aux femmes, nous luttons, et nous réclamons un revenu pour chaque femme, indépendant du nombre de nos enfants, de notre état-civil, de notre âge et de notre productivité: un salaire pour les femmes, contre tout le travail que nous faisons, pour arriver à en faire le moins possible, pour ne plus devoir choisir entre un travail ou deux travaux.

Passer nos journées au travail pour avoir un salaire pour survivre; rentrer à la maison et travailler gratuitement pour la famille ou le couple; vivre pour travailler, travailler pour vivre, pour que d'autres vivent: nous ne nous résignons pas à ce cycle apparemment fatal et naturel.

Nous ne demandons pas de miettes. Nous ne demandons pas la reconnaissance symbolique de notre don. Simplement, nous sommes déjà des milliers à donner moins. Nous avons commencé à faire nos calculs. De la générosité totale qu'on nous a forcées à avoir dans nos sourires et dans nos gestes, nous passons à l'égoïsme le plus total. Notre intérêt premier: vivre.

Faire nos calculs, dire nos intérêts, exprimer nos désirs, pour nous, c'est refuser notre rôle de femmes à la maison, au travail, dans la

rue, dans la société toute entière. Ne plus se sacrifier, c'est ne plus fonctionner comme on l'attend de nous. Fondamentalement, c'est ne plus faire gratuitement le travail qui nous est assigné, le seul travail pour lequel la société ne peut pas se passer des femmes: le travail ménager, le travail d'être mère, le travail d'être femme.

Pour un nombre de femmes qui va en croissant, ne plus se sacrifier signifie concrètement, dans leurs comportements quotidiens et matériels, le refus de payer le coût du mariage et de la maternité en travail, fatigue et contraintes.

Dans les conditions qui sont faites aux femmes, sans salaire pour le travail ménager, avec des salaires discriminés quand elles travaillent à l'extérieur, avec des postes de travail abêtissants et épuisants, avec les logements qu'on leur donne, avec les difficultés de tout ordre qu'elles rencontrent en tant que femmes et mères, elles ont répondu par des comportements de refus. Elles font de moins en moins d'enfants, elles se marient moins facilement, elles divorcent de plus en plus, elles s'absentent beaucoup du travail pour lequel elles ont rarement un intérêt, etc.

Nous nous battons contre le travail ménager, comme travail gratuit réservé aux femmes, non pas parce qu'il représente une situation rétrograde mais parce que c'est du travail, et de surcroît, gratuit. Le travail ménager, qu'il soit assumé par la femme-traditionnelle-rétrograde-qui-reste-au-foyer ou par la femme-dynamique-qui-va-travailler-à-l'extérieur, reste un travail fourni gratuitement par les femmes.

Ce n'est pas une question de rôle rétrograde ou moderne. Ne plus se sacrifier, c'est refuser aussi la modernisation, la rationalisation de notre condition. Par leurs comportements, les femmes expriment de plus en plus ce refus d'un rôle, d'un travail, traditionnel ou moderne, qui nous fait payer si cher la possibilité de survivre.

Nous contestons les conditions dans lesquelles nous devons créer, aimer et vivre: l'obligation au travail, à l'isolement, à la dépendance économique. Cette société nous aliène. Nous ne tenons pas à être ou à devenir les "protagonistes" du progrès de cette société.

Le seul progrès qui ait de la valeur pour nous, c'est le progrès de nos refus, de notre prise de conscience et de nos luttes.

Pour la gauche et certaines féministes, il faut que les femmes luttent pour des services sociaux, qu'elles se battent pour le partage des tâches ménagères. Tout cela, en vue d'un seul but: que les femmes puissent concilier leur rôle de mères et de travailleuses. Mais c'est là que le bât blesse. Car nous ne voulons pas de cette émancipation-là. Nous ne voulons rien concilier du tout. Nous ne

nous battons pas pour devenir des travailleuses à part entière. Quelle tristesse de penser que nos exigences et nos besoins se limiteraient à cette perspective: pouvoir travailler sans "contraintes féminines", pouvoir aller travailler, être finalement "intégrées" à la société, croyant ainsi que l'injustice, le péché originel d'être nées femmes a été réparé. Vouloir être identiques aux hommes, éliminer la différence: voilà ce que signifie "droit au travail". C'est canaliser toute la créativité de notre lutte, toutes les énergies des femmes dans une lutte pour la production.

Nous voulons procréer, nous occuper des enfants, nous occuper de la vie, nous réapproprier nos corps, contre l'utilisation du corps des femmes dans le travail forcé à l'usine, dans la famille, dans la société. Nous voulons libérer notre sexualité pour en faire quelque chose de différent de la sexualité dominante dans laquelle hommes et femmes sont obligés de se confronter et d'entrer en conflit. Mais notre identité différente, nous voulons la trouver ailleurs. Nous revendiquons notre différence pour lutter contre "l'infériorité", la discrimination, le manque de pouvoir; pour pouvoir nous créer une identité, une histoire. Et cela, nous ne pouvons pas le faire en luttant pour le travail, parce que nous voulons avant tout être des femmes libres, et non des "travailleuses émancipées".

L'égalité par le travail, on n'en veut pas. Et même: ça nous horripile. Nous ne pouvons pas penser un seul instant que notre but se réduise à éliminer ce qui fait obstacle à notre pleine insertion dans "le monde du travail". Réduire, éliminer le travail, tout de suite, par tous les moyens, nous ne pensons qu'à ça! Dans le travail, salarié ou pas, nous identifions ce qui nous mutile, ce qui nous tue. Dans le travail ménager gratuit, dans notre rôle productif de femmes, nous identifions ce qui nous cloue à la dépendance et à la double exploitation, et ce que nous avons toutes en commun; car nous sommes toutes des ménagères.

Victoria
Genève 1977

Angleterre

USA

Canada

C'est surtout dans les pays anglo-saxons que se sont développés des mouvements encore peu connus à l'échelle internationale: les mouvements des assistés (le "Welfare" aux U.S.A., la "social Security" en Angleterre). Ces mouvements regroupent tous ceux qui tirent leur revenu directement de l'Etat: mères seules, retraités, chômeurs jeunes; et ils sont légions! C'est précisément leur grand nombre, ainsi que le développement important de l'assistance publique dans ces pays qui ont rendu possibles des luttes collectives de la part des assistés quant à leurs droits. Dans ces luttes, les femmes ont joué un rôle-clé, en tant que mères qui ne se bagarraient pas pour trouver un travail, qu'elles avaient déjà, mais un revenu.

En Suisse, l'assistance a un caractère de charité pour "pauvres-méritants-triés sur le volet", et ce caractère est soigneusement entretenu. Pourtant, même s'il est fallacieux de vouloir transplanter des revendications ou des formes de lutte d'un contexte social à l'autre, vu leurs différences, nous avons beaucoup à apprendre de telles luttes. L'idée que nous avons des droits, la pratique du "démerdage individuel" que paradoxalement on collectivise en se passant les "tuyaux" pour obtenir de l'argent, bref: la mentalité d'emmerdeuses de première classe à l'égard des services publics, nous pouvons l'apprendre chez les femmes anglaises et américaines.

De ces pays où le mouvement des homosexuels (-les) est le plus ancien, où la vie "alternative" a la plus longue histoire, où le mouvement des femmes est le plus massif (et peut-être aussi le plus intégré?) nous vient aussi cette remise en question de l'"Amour": "L'amour, c'est du travail". Pour pouvoir le dire, pour oser le dire, il fallait peut-être les femmes homosexuelles américaines, c'est-à-dire celles qui ont expérimenté le plus à fond les alternatives à la famille, celles qui ont pu aller le plus loin dans la remise en question de leur vie quotidienne. Même entre femmes, même en commune, le travail ménager, c'est du travail. L'amour, les relations sexuelles, c'est du travail de reproduction.

Voici les quatre textes qui constituent cette deuxième partie:

SALAIRE CONTRE LE TRAVAIL MENAGER

Ce texte reprend les thèmes généraux déjà abordés dans "La perspective du salaire pour le travail ménager". Mais mieux que tout autre, il replace cette perspective dans son contexte large, stratégique et révolutionnaire.

Il s'adresse surtout aux femmes qui s'imaginent avoir échappé à leur condition de ménagères parce qu'elles ont le privilège d'être célibataires, intellectuelles, homosexuelles, ou que leur amoureux est coopératif. Il dévoile le caractère sournois du travail ménager. La lutte contre ce travail n'est pas seulement le problème des mères de familles nombreuses, mais c'est celui de toutes les femmes. Et les "alternatives" que nous pratiquons pour survivre ont des limites que nous ne pouvons ignorer.

LESBIANISME ET POUVOIR

Le mouvement des femmes homosexuelles n'est pas seulement un mouvement concernant le "mode de vie": c'est un mouvement contre le travail, et par conséquent, il renforce le pouvoir de toutes les femmes contre le capital. Il existe des divisions entre les femmes, dont une des plus importantes est sans doute celle entre "homos" et "hétéros". Aux U.S.A., au Canada, et dans une certaine mesure aussi en Angleterre, le mouvement des femmes est déchiré par cette division. Alors comment déjouer le plan du capital — qui cherche à nous dresser les unes contre les autres dans des bagarres stériles ou néfastes — sans nier l'autonomie respective des femmes dont les intérêts immédiats ne coïncident pas? Comment, au contraire, tirer une plus grande force de ces contradictions? A partir de l'analyse du travail ménager, ce texte propose une problématique qui devrait permettre de sortir de cette impasse.

OFFENSIVE CONTRE LES ALLOCATIONS FAMILIALES

A partir d'une lutte défensive pour maintenir un acquis, des femmes anglaises ont développé une offensive contre L'Etat. A partir de cette lutte germa l'idée de se faire payer le travail ménager. Sans parti, sans syndicat, sans déléguées, avec notre seul mouvement de femmes, il est possible de semer la zizanie dans les plans du gouvernement.

MOTHER-LED UNION

Une organisation de mères à l'assistance revendique directement des augmentations en prenant d'assaut les bureaux de l'administration.

Salaire contre le travail ménager

Silvia Federici, New-York, 1975

INTRODUCTION A L'EDITION ITALIENNE

Nous introduisons en Italie le document "Salaire contre le travail ménager", de Silvia Federici, parce qu'il représente une mise au point de la définition de stratégie du salaire pour le travail ménager. Il a été produit aux Etats-Unis, donc dans une situation capitaliste plus "avancée" par rapport à celle du capital italien, par une camarade, Silvia, engagée comme nous dans la *campagne internationale pour le salaire pour le travail ménager*.

Ce document clarifie les liens qui existent entre le discours sur le salaire et la destruction du "rôle féminin". Avec le livre "Les ouvrières de la maison" (1) déjà, nous clarifions comment tous les rôles, et par conséquent aussi le rôle féminin, sont fondés sur le travail; dans ce texte, nous disions aussi que le capital a mystifié fortement les origines du rôle féminin, dans la mesure où il a nié un salaire au travail ménager, travail sur lequel se fonde ce rôle. "Salaire contre le travail ménager" analyse amplement le rapport entre le rôle féminin et le travail ménager, et par conséquent, le rapport entre la destruction du travail ménager et la destruc-

1) Aux soins du Collectif international féministe, *Le operaie della casa*, Marsilio, Padoue-Venise, 1975.

tion du rôle féminin à travers la lutte pour le salaire au travail ménager.

Ce n'est pas un contre-sens que de demander un salaire dans la perspective de la destruction du travail ménager, comme une partie de la gauche voudrait insinuer.

Faire coûter toujours plus cher le travail, et le travail ménager en particulier (qu'il s'agit en fait de *commencer* à faire coûter en terme de salaire), ne signifie pas "institutionnaliser ce rôle", c'est-à-dire vouloir maintenir inchangées nos conditions de travail, nos conditions de vie, notre rôle. Si tel était le cas, nous devrions en déduire que chaque fois que les ouvriers ont exigé une augmentation de salaire, ils voulaient en réalité institutionnaliser davantage leur rôle, ils voulaient donc continuer à travailler aussi durement qu'auparavant et mener une vie de chien pour quelques sous en plus.

Personne n'a jamais interprété de cette façon les luttes des ouvriers qui ont déjà un salaire. Et ce n'est pas un hasard si ces "interprétations aberrantes" sont adressées aux femmes, ouvrières à la maison 24 heures sur 24, qui commencent à demander un salaire.

De notre point de vue, ceux qui se placent dans cette perspective, ceux qui s'agitent encore pour trouver des raisons qui entravent notre lutte pour le salaire pour le travail ménager, ceux-là ne veulent pas voir que cette demande est *la demande révolutionnaire* pour la *classe dans son ensemble*, parce qu'elle est la seule à garantir non seulement la destruction du travail ménager, et donc du rôle féminin fondé sur ce travail, mais aussi la destruction du rôle masculin. En effet, la lutte pour le salaire au travail ménager est un levier de pouvoir fondamental pour tous les autres non-salariés qui dépendent du travail des femmes (enfants, vieillards, malades, etc.); pour la destruction de la stratification de pouvoir à l'intérieur de la classe entre salariés et non-salariés; et donc pour la destruction de la stratification de pouvoir à l'intérieur de la famille entre homme, femme, enfants et vieillards; ainsi que pour la destruction du rôle masculin.

Au contraire, la lutte des ouvriers pour les augmentations de salaire, tout en ayant comme perspective la destruction du rapport salarié par rapport au patron, étant donné qu'elle ne crée pas directement plus de pouvoir d'attaque et de négociation pour les non-salariés, elle ne détermine pas une destruction du rôle masculin, à savoir du rôle de contrôleur et de destinataire (objet) du travail gratuit d'autrui, mais elle tend plutôt à le renforcer. Ceux qui s'agitent encore pour trouver des raisons d'entraver notre lutte pour le salaire au travail ménager sont dans le même bateau que

les curés, idéologues, sociologues, psychologues, psychiatres, psychanalystes et gens de culture qui, en continuant à voir les origines de notre rôle et de nos malheurs dans l'idéologie et non pas dans notre travail non-salarié, aident les patrons et l'Etat dans leurs tentatives de dévier nos énergies et de réprimer nos luttes.

Nous avons voulu dire tout cela pour clarifier le discours sur les "rôles des autres".

Pas besoin d'en dire davantage... Le salaire pour le travail ménager, depuis qu'il a commencé à circuler comme perspective politique, a donné de nouvelles forces à toutes les femmes en lutte.

Depuis toujours, pour *affirmer* leurs *droits* à la *lutte*, les femmes doivent *faire leurs comptes* avec tout le monde. Mais ces dernières années, elles ont *commencé* à changer. Avant tout dans la *famille*, avec le mari, avec le père, avec les frères. Souvent, luttant contre la volonté des mâles de leur famille, les ouvrières licenciées ont *occupé les usines pendant la nuit*, des ménagères ont porté en avant les luttes de l'autoréduction, etc. affirmant ainsi dans la famille non seulement leur *droit à la lutte*, *mais aussi* leur droit à *l'organisation de la lutte même*, c'est-à-dire le droit d'aller aux assemblées, aux réunions, etc.

Mais hors de la famille aussi, surprenant les politicards de métier, les femmes ont souvent affirmé leur présence, alors qu'elles *commençaient à parler* dans les assemblées d'usine, d'immeuble, de quartier, d'école, et à *s'organiser de manière autonome* dans des commissions, groupes d'étude, collectifs, comités, composés exclusivement de femmes, pour analyser leur condition et lutter sur leurs *intérêts* en tant que femmes. Sur la base de ces *nouveaux comptes* que les femmes ont réglés un peu partout, la potentialité de lutte des femmes, toujours violemment réprimée, a explosé avec une incroyable *force d'attaque* sur tous les fronts. Rien n'a été épargné. Même les absurdes congrès nationaux et internationaux (2) dans lesquels les hommes voulaient encore pontifier sur notre rôle social, psychologique, émotionnel, sexuel, etc., ont été entravés et ridiculisés (2).

Aujourd'hui plus que jamais, il est clair pour tout le monde que les *femmes ne tolèrent plus et empêchent même matériellement la construction de l'orchestration idéologique* à travers laquelle le

2) Parmi les épisodes les plus "spectaculaires" de ces contestataires dont tous les journaux ont dû parler, rappelons ceux de Padoue et de Milan: à Padoue, les féministes du Comité pour le salaire au travail ménager ont violemment contesté et plongé dans le ridicule le congrès national organisé par les habituels psychologues et psychiatres sur "Psychothérapie: intégration ou libération", les 22 et 23 mars 1975. Les mêmes camarades interrompaient le congrès international de psychanalyse organisé à Milan, au mois de novembre, sur "Sexualité et politique".

capital, mystifiant et niant le travail sur lequel est fondé notre rôle, *prétend continuer de restructurer et reconstruire ce rôle.*

Depuis que "faire l'amour" a été démystifié et défini comme travail ménager; depuis qu'on a dit qu'il s'agit d'exploitation et non pas seulement de répression, contrairement à ce qu'affirment tous les mâles plus ou moins illuminés depuis Reich, le travail ménager a été "découvert" dans sa continuité du jour à la nuit, et avec lui, chaque détail de notre rôle. La lutte s'est ouverte sur chaque minute du jour et de la nuit de notre exploitation.

Le 8 mars 1974 (3), à Mestre sur la place Ferretto, un grand nombre de femmes manifestaient pour la première fois pour le salaire pour le travail ménager qu'elles réclamaient directement à l'Etat, et cette première manifestation sur le salaire pour le travail ménager, avec ses chants et ses discours dans la rue, avec des slogans criés par des milliers de femmes, avec toute la force qu'elle exprimait, était *la première destruction publique et massive du rôle féminin.*

Mais ce processus toujours plus ouvert et massif de destruction du rôle à travers la lutte, à Padoue, nous l'avions déjà *commencé le 5 juin 1973* quand nous avons transformé pour la première fois un *procès pour avortement en procès d'accusation contre l'Etat*, et ceci bien avant le début du sordide marchandage parlementaire sur l'avortement.

Dès ce moment, pour nous, la lutte sur le salaire pour le travail ménager et la lutte pour l'avortement libre et gratuit ont toujours été une même lutte. Et là aussi, nous refusions le rôle, cette fois "purement défensif", auquel toutes les forces politiques de droite et de gauche ainsi que l'église voulaient nous contraindre. Nous attaquions directement l'Etat et tous ses bourreaux contre nous, nous luttions et nous marchions dans toutes les villes par dizaines de milliers, toujours plus nombreuses, et dans chaque manifestation, nous criions:

"Soit c'est un enfant pour l'Etat, soit c'est un avortement et c'est un crime", "Ils défendent le foetus pour exploiter l'enfant". "Faire l'amour, c'est du travail ménager, et le faire dans ces conditions, sans aucun dispositif de sécurité (lois, contraceptifs sûrs et pas nocifs), comporte aussi un niveau très élevé de risque. Chaque année, en Italie, il y a trois millions d'avortements! Dans ces conditions, tomber enceinte contre notre volonté, c'est un *accident de travail*. Nous demandons à l'Etat une *indemnité* pour toutes les fois où nous tombons enceintes contre notre volonté,

3) Sur la signification politique et sur la problématique organisationnelle de cette manifestation: aux soins du Collectif international féministe, "8 mars 1974", Marsilio, Padoue-Venise, 1975.

en plus d'une somme pour dommages et intérêts pour chaque avortement que nous sommes forcées de subir!"

Dans chaque manifestation, des slogans aux brefs discours de rue, nous attaquions jusqu'au fond le discours sur l'avortement, menant jusqu'au bout le discours sur le travail.

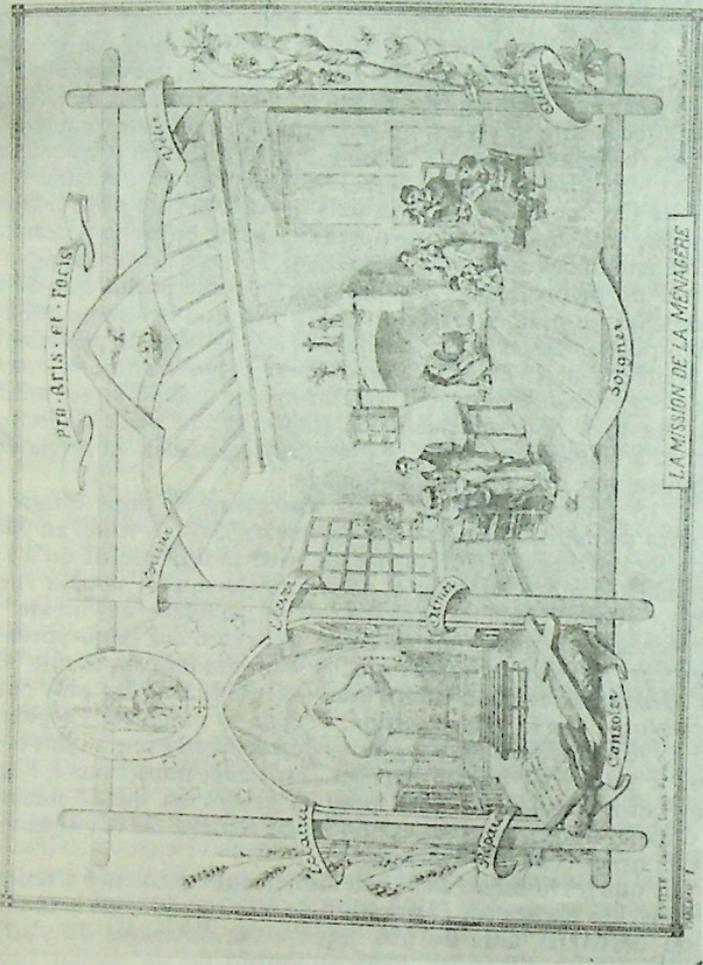
"Salaire pour le travail ménager pour *pouvoir décider* nous-mêmes si on veut avoir un enfant, quand et combien nous en voulons! Salaire pour le travail ménager pour toutes les femmes dès l'âge de 15 ans, étant donné que l'Etat lui-même nous définit "ménagères"; ceci afin qu'elles ne doivent pas subir le chantage du mariage obligatoire ou du double travail, afin qu'elles puissent décider de faire un enfant sans être soumises au contrôle de la paye de l'homme ou de leur double travail! Salaire pour le travail ménager, afin que les femmes mariées aussi puissent déterminer différemment les relations à l'intérieur du mariage ou puissent se séparer ou divorcer dans une position de force plutôt que de faiblesse! Salaire pour le travail ménager afin que la femme qui a un enfant puisse l'élever sans être soumise au chantage de personne!"

Le premier mai 1975, lors de la *première manifestation internationale pour le salaire ménager*, nous étions des milliers et des milliers dans les rues non seulement en Italie (sur la place Ferretto à Mestre, à Naples, en Emilie, à Florence), mais aussi en Angleterre, en Suisse, aux Etats-Unis et au Canada.

Et le 15 février, à Trento, pour l'avortement, nous étions des dizaines de milliers, même si les journaux n'ont pas voulu en parler et qu'ils ont réservé leur espace au parti radical plutôt qu'à l'autonomie féministe. Mais le 6 décembre, lorsqu'on nous a vues à Rome, 40.000 femmes, organisées de manière autonome sur une échéance à nous, une nouvelle réflexion sur la question des rôles s'est imposée à toute la gauche. Non pas tant sur le rôle féminin, désormais évident même pour les politiciens les plus obtus, mais plutôt sur le rôle masculin. C'était le moment! Le premier mai 1976, dans tous les pays, nous descendrons encore dans la rue pour le salaire au travail ménager. En Italie, nous irons à Naples pour cette journée de lutte pour le salaire au travail ménager. Et d'ici là, nous n'aurons pas un jour de répit ni sur la question du travail, ni sur celle de l'avortement.

Le fait que les hommes aient ostensiblement commencé à repenser de nouvelles choses sur la question de leur rôle, depuis la manifestation de Rome, aura de très nombreuses occasions de s'affiner dans toutes les directions. Nous suggérons de les cueillir toutes, déployant pour cela au moins autant d'énergie qu'ils en ont dépensé pendant des siècles pour définir le rôle féminin.

ENSEIGNEMENT MÉNAGER RURAL



LA MISSION DE LA MÉNAGÈRE

EXTRAIT de la Revue des Deux Mondes, 1857, tome 45, page 100.

SALAIRE CONTRE LE TRAVAIL MENAGER

Ils disent que c'est de l'amour, nous disons que c'est du travail non payé.

Ils l'appellent frigidité nous l'appelons absentéisme.

Chaque fausse-couche est un accident de travail.

L'homosexualité comme l'hétérosexualité sont des conditions de travail... mais l'homosexualité est le contrôle ouvrier de la production, et pas la fin du travail.

Plus de sourires? Non, plus d'argent. Rien ne nous donnera plus de pouvoir, sinon de détruire les vertus consolatrices d'un sourire.

Névroses, suicides, "déssexualisation" sont les maladies de la ménagère.

Les difficultés et les ambiguïtés que les femmes expriment quand elles discutent du salaire pour le travail ménager proviennent souvent d'une réduction du problème à une question d'argent, d'un peu d'argent, au lieu de le voir comme une perspective politique. Et la différence entre ces deux points de vue est énorme. Le fait de voir le salaire pour le travail ménager comme un peu d'argent en plus plutôt que comme une perspective politique revient à détacher le résultat final de notre lutte de la lutte elle-même, c'est-à-dire à laisser de côté toute sa signification subversive et démystificatrice du rôle qui a été imposé à la femme dans la société capitaliste.

Si nous considérons le salaire ménager sous cet angle réducteur, nous commençons à nous demander: qu'est-ce que ça peut apporter de plus à notre vie que de recevoir un peu plus d'argent? Nous pouvons même être d'accord que pour des femmes qui n'ont pas le choix d'être autre chose que des ménagères, ça peut être très important. Mais nous pensons que pour celles d'entre nous qui ont d'autres possibilités: travail professionnel, mari intéressant, vie en communauté, relations homosexuelles... cela ne changerait rien. Nous croyons que pour nous, il existe d'autres moyens d'accéder à l'indépendance économique, et surtout nous refusons d'être identifiées et de nous identifier à des ménagères, car nous refusons cette destinée qui est, nous sommes toutes d'accord, pire que la mort. Le problème, avec ce type de proposition c'est que nous ajoutons un peu d'argent, de manière imaginaire, aux tristes vies que nous sommes en train de mener, et nous nous demandons: alors quoi? qu'est-ce que ça change? Et ceci, avec la conviction

fausse que nous obtiendrons cet argent sans devoir, en même temps – dans le processus de lutte pour l’obtenir – révolutionner toutes nos relations sociales et familiales. Si, au contraire, nous envisageons le salaire pour le travail ménager comme une perspective politique, nous pouvons voir que la lutte pour l’obtenir produit une révolution dans nos vies et dans notre pouvoir social en tant que femmes. D’autre part, il est clair que si nous pensons que nous n’avons pas “besoin” de cet argent, c’est parce que nous avons accepté des formes particulières de prostitution de corps ou d’argent pour cacher ce besoin. Ce que je vais essayer de montrer, c’est que non seulement le salaire pour le travail ménager est une perspective révolutionnaire, mais qu’elle *est la seule perspective révolutionnaire féministe qui unira finalement l’ensemble de la classe ouvrière.*

“UN TRAVAIL D’AMOUR”

Il est important de comprendre que, quand nous parlons de travail ménager, nous ne parlons pas d’un travail comme un autre, mais nous parlons de la manipulation la plus perverse, de la violence la plus subtile et la plus mystifiante que le capitalisme ait jamais perpétrée contre n’importe quelle autre partie de la classe ouvrière. C’est vrai que sous le capitalisme, tout travailleur est manipulé et exploité, et que son rapport au capital est complètement mystifié. Le salaire donne l’impression d’un marché honnête: tu travailles, on te paye pour ce travail, donc toi et ton patron, vous êtes sur pied d’égalité. Alors que le salaire, au lieu de payer le travail que tu fais, n’en paye en réalité qu’une partie et évacue tout le travail non payé qui part en profit dans les poches du patron. Mais au moins, si on reçoit un salaire, on est reconnu comme un travailleur, on peut marchander et lutter autour de ce salaire, on peut se battre contre la quantité de salaire (toujours trop basse) qu’on détient, et contre la quantité de travail (toujours trop grande) qu’on fournit. Le salaire rend le travailleur partie prenante d’un contrat social, ce qui est très important. Car il n’y a plus de mystification possible: toi tu travailles, non pas parce que tu aimes ça ou parce que ça fait partie de ta nature, mais parce que c’est la seule possibilité pour toi d’avoir le droit de vivre. Et que tu sois très exploité ou non, au moins, *tu n’es pas le travail que tu fais.* Un jour, tu peux être facteur, le lendemain chauffeur, etc... et tout ce qui importe, c’est combien d’argent tu reçois en retour.

Dans le cas du travail ménager, la situation est qualitativement différente. Et la différence est dans le fait que non seulement le travail ménager a été imposé aux femmes, mais qu’il a été déformé en une attribution naturelle de notre corps et de notre personna-

lité de femme, en un besoin interne, en une aspiration venant du fond de notre caractère féminin. Si le travail ménager a dû être transformé en un attribut naturel, plutôt qu'être reconnu comme un contrat social, c'est que dès le début du capitalisme, ce travail devait être non payé. Et, afin de nous faire accepter notre travail non payé, le capital a dû nous convaincre que c'était une activité naturelle, inévitable et même enrichissante. De plus, la condition matérielle du travail non payé de la ménagère a été l'arme la plus puissante pour renforcer l'idée généralement répandue que le *travail ménager n'est pas un travail*, ce qui empêche les femmes de lutter contre ce travail, sinon dans le cadre privé de la cuisine-chambre à coucher. Et tout le monde s'accorde à ridiculiser cette lutte, en neutralisant ses protagonistes. Nous sommes considérées comme des mégères hystériques et des bécasses râleuses et non pas comme des travailleuses en lutte.

Comme c'est *naturel*, d'être une ménagère... quand on sait qu'il faut au moins vingt ans de conditionnement – entraînement (1) quotidien prodigué par une mère non payée pour préparer une femme à son rôle, pour la convaincre que des enfants et un mari, c'est ce qu'elle peut attendre de mieux de la vie. Et même ainsi, cela marche rarement. Malgré tout cet entraînement, rares sont les femmes qui ne se sentent pas "roulées" quand la lune de miel est terminée et quand elles se retrouvent devant leur évier sale pour le nettoyer. Beaucoup d'entre nous ont encore l'illusion que nous nous marions par amour. Mais de plus en plus, les femmes reconnaissent aussi qu'elles se marient pour de l'argent et pour avoir plus de sécurité. Nous pensons que c'est le moment d'affirmer très haut que ce qui nous attend en fait, après le mariage, c'est beaucoup moins l'argent et la sécurité qu'une quantité de travail incroyable. Et quand des femmes plus âgées nous disent: "Profitez de votre liberté pendant que vous n'êtes pas mariées, achetez-vous ce qui vous fait envie", elles ont aussi raison. Mais, malheureusement, il est difficile de profiter de notre liberté, alors que depuis les premiers jours de notre enfance, on nous a entraînées à *nous sacrifier*, à être dociles, serviles et dépendantes, alors qu'on nous a toujours dit: si tu n'aimes pas ça, c'est ton problème, c'est de ta faute, tu n'es pas normale.

Nous devons admettre que le capitalisme a été très habile pour

1) Note de traduction (pour l'édition italienne): lorsque l'auteur parle de conditionnement partiel du travail ménager, elle fait allusion à cet entraînement particulier au travail ménager qui advient dans la maison entre mère et fille, ou plus généralement entre les femmes qui travaillent à l'intérieur d'une même maison, entre voisines, etc..

camoufler le fait que notre travail ménager, c'est du travail: en n'accordant pas de salaire pour ce travail et en transformant ce travail en un acte d'amour, le capitalisme a fait d'une pierre deux coups. Tout d'abord, il empoche une quantité incroyable de travail gratuit (reproduction de la force de travail), tout en s'assurant que les femmes, loins de lutter contre ce travail, s'imaginent que c'est la meilleure chose qui puisse leur arriver. Ensuite, il a embrigadé également le travailleur mâle, en lui donnant quelque'un à asservir, après qu'il ait dû lui-même tant servir à l'usine et au bureau. En fait, notre rôle en tant que femmes, c'est d'être les servantes non payées, heureuses, et surtout aimantes de la "classe ouvrière", c'est-à-dire de cette couche du prolétariat à laquelle le capital a été forcé de donner plus de pouvoir social.

De la même manière que Dieu a créé Eve pour faire plaisir à Adam, le capital a créé la ménagère pour servir son "homme travailleur" physiquement, émotionnellement et sexuellement, pour élever ses enfants, pour reprendre ses chaussettes, pour lui remonter le moral quand il rentre écrasé par le travail et le type de relations sociales (des relations de solitude) que le capital lui réserve.

Et c'est cette combinaison de services physiques, émotionnels et sexuels que la femme doit accomplir pour le capital qui constitue la caractéristique de ces servantes que sont les ménagères. C'est cette même combinaison qui rend leur travail tellement ennuyeux en même temps "qu'invisible". Ce n'est pas par hasard que les hommes commencent à penser au mariage dès qu'ils ont leur premier travail. Ce n'est pas seulement parce que dès ce moment-là ils peuvent se le permettre, mais c'est aussi parce qu'ils ont besoin de quelqu'un qui s'occupe d'eux quand ils rentrent le soir après une journée à l'usine ou au bureau, et que c'est le seul moyen pour eux de ne pas devenir fous. Toutes les femmes savent que c'est le rôle qu'elles sont supposées jouer pour être de bonnes épouses et avoir un mariage "heureux". Dans ce cas aussi, plus la famille est pauvre, plus l'esclavage est fort, et pas seulement à cause de la situation financière.

En fait, le capital a une double politique: une pour la classe moyenne, et une autre pour la famille prolétaire. Ce n'est pas un hasard si c'est dans la famille ouvrière que nous trouvons le chauvinisme-mâle le plus violent. En effet, plus le travailleur se fait humilié et exploité au travail, plus sa femme doit d'efforcer de le reconforter, et plus aussi il se défoule sur elle. Un homme bat sa femme ou il l'insulte quand il est frustré ou éreinté par son travail, ou quand il a perdu une lutte (aller à l'usine, c'est déjà une défaite).

Le foyer du travailleur, c'est son château... et sa femme doit appren-

dre à attendre en silence quand il "fait la gueule", à le réconforter quand il est déprimé, à patienter quand il dit "je suis trop crevé cette nuit", ou quand il fait l'amour tellement vite qu'elle se demande s'il ne la prend pas pour un trou et rien de plus. Les femmes ont toujours trouvé des moyens pour se défendre, mais toujours de manière isolée et privée. Le problème c'est, en fait, de faire sortir dans la rue cette lutte cantonnée dans la cuisine et dans la chambre à coucher. Cette escroquerie camouflée sous le nom d'amour et de mariage nous affecte toutes, même celles d'entre nous qui ne sont pas mariées. Parce que, *une fois que le travail ménager est devenu un attribut féminin*, nous sommes toutes déterminées par ce travail.

Comme c'est "naturel" de faire certaines choses, toutes les femmes sont censées les faire, et avec plaisir; et même les femmes qui, par leur position sociale, ont pu échapper à une partie ou à presque tout ce travail (leurs maris peuvent se payer des servantes, des psychiatres, et d'autres formes de relaxation et de distraction), même ces femmes vivent sous cette loi de la "nature". Même si nous ne servons pas un homme précis, nous sommes toutes placées dans une relation de "servante-servi" par rapport à la totalité du monde masculin. C'est pour cette raison qu'il est si dégradant de se faire traiter de "femelle". "Dis-donc, cocotte, souris, qu'est-ce qui t'arrive?" C'est le genre de chose que n'importe quel homme se sent le droit de nous dire, qu'il soit notre mari, le contrôleur du tram ou notre patron.

LA PERSPECTIVE REVOLUTIONNAIRE

En nous fondant sur cette analyse, nous pouvons voir les implications révolutionnaires de la perspective du salaire pour le travail ménager. *C'est précisément en demandant un salaire pour notre travail que notre "nature" féminine cessera et que notre lutte pourra commencer, car exiger un salaire pour le travail ménager signifie refuser ce travail comme l'expression de notre nature*, et par conséquent, refuser le rôle féminin que le capital a inventé pour nous.

Demander un salaire pour le travail ménager, c'est miner l'attente que la société nourrit envers nous, ceci parce que cette attente (l'expression de notre socialisation²) est liée à notre condition de non salariées au foyer. En ce sens, il est absurde de comparer la lutte des femmes pour un salaire à la lutte des ouvriers dans les usines pour plus de salaire. L'ouvrier salarié qui se bat pour plus d'argent marchande pour améliorer son rôle social. Quand nous

2) Ndt: voir note (1), p. 101

nous battons pour avoir un salaire, *nous nous battons au contraire clairement et directement contre notre rôle social*. De la même manière, il y a une différence qualitative entre les luttes d'un ouvrier salarié et les luttes d'une esclave qui demande *un salaire pour sortir de l'esclavage*. Il devrait être clair, cependant, que quand nous luttons pour obtenir un salaire, nous ne le faisons pas pour entrer dans des rapports de production capitalistes; nous n'avons d'ailleurs jamais été en dehors de ces rapports. Nous luttons pour briser le plan que le capital a pour les femmes (3), ce qui est un moment essentiel dans l'ensemble de la division planifiée du travail et du pouvoir social au sein de la classe ouvrière, à travers lequel le capital a été capable de maintenir son pouvoir. Le salaire pour le travail ménager est donc une perspective révolutionnaire, parce qu'elle attaque le capital et qu'elle l'oblige à restructurer les relations sociales en des termes qui nous sont plus favorables, et par conséquent, qui sont *plus favorables à l'unité de la classe*. En fait, demander un salaire pour le travail ménager ne veut pas dire que, quand nous serons payées, nous continuerons à le faire. Cela signifie précisément le contraire. Dire que nous voulons de l'argent pour le travail ménager est un premier pas vers le refus de ce travail, parce que demander un salaire rend notre travail visible, et ceci est la condition indispensable pour que nous puissions commencer à lutter contre lui (sous ses deux aspects de féminité et de travail ménager proprement dit).

A ceux qui nous accusent d'"économisme", nous voulons rappeler que *l'argent, c'est le capital, c'est-à-dire le pouvoir de commander du travail*. C'est pour cette raison que, pour les femmes, la réappropriation de cet argent, qui est le fruit de notre travail – du travail de nos mères et de nos grand-mères – signifie en même temps l'attaque au pouvoir du capital qui nous impose un travail forcé. Nous ne devons pas sous-estimer le pouvoir du salaire comme manière de démystifier notre féminité et de rendre visible notre travail, notre féminité comme travail. Comme nous ne devons pas sous-estimer non plus le pouvoir que l'absence de salaire a eu pour nous enfoncer dans ce rôle et cacher notre travail. Exiger un salaire pour le travail ménager, c'est donc rendre évident le fait que nos esprits, nos corps et nos émotions ont tous été déformés pour répondre à une fonction spécifique, et que, après coup on nous les a imposés comme des modèles auxquels nous devons toutes nous conformer si nous voulons être acceptées en tant que femmes dans cette société.

Exiger le salaire pour le travail ménager revient à montrer que le

3) Ndt: nous renvoyons à l'introduction pour une spécification ultérieure de ce discours.

travail ménager est déjà de l'argent pour le capital, que le capital a fait et fait toujours de l'argent sur notre dos, quand nous cuisinons, quand nous sourions, quand nous baisons. En même temps, cela montre que nous avons cuisiné, souri et baisé non pas parce que nous avons plus d'envies ou plus de dons que d'autres, mais parce que nous n'avions pas d'autre choix. Nos visages ont été déformés par trop de sourires, nos sentiments se sont estompés par trop d'amour donné, notre "sur-sexualisation" nous a laissées asexuées.

Le salaire pour le travail ménager n'est que le début de la lutte, mais son message est clair: *à partir de maintenant, ils devront nous payer, parce que, en tant que femmes, nous ne garantirons dorénavant plus rien.* Nous voulons appeler travail ce qui est du travail, de manière à ce que, éventuellement, nous puissions redécouvrir ce qu'est l'amour, et recréer notre sexualité que nous n'avons jamais connue. Et du point de vue du travail, nous pourrions demander plus qu'un salaire, car de fait, nous effectuons plus qu'un travail: nous sommes des bonnes, des prostituées, des infirmières, des servantes, etc.. Ceci est l'essence de notre vocation "héroïque" que l'on célèbre le jour de la fête des mères. Nous disons: arrêtez de célébrer notre exploitation, notre prétendu héroïsme. A partir de maintenant, nous voulons de l'argent pour tout ce que nous faisons, de manière à ce que nous puissions accepter ou refuser ce que nous voulons. En ce sens, rien ne peut être plus efficace que de montrer que nos vertus féminines ont une valeur quantifiable en argent (que le capital a d'ailleurs bien mesurée jusqu'à présent, puisqu'il l'a empochée sur notre dos), et que, dès maintenant, nous pouvons l'avoir *pour nous*, contre le capital, si nous organisons notre pouvoir.

LA LUTTE POUR LES SERVICES SOCIAUX

La perspective du salaire pour le travail ménager est la plus radicale que nous puissions adopter. En effet, nous pouvons demander des crèches, des salaires égaux, des machines à laver gratuites, mais nous n'obtiendrons jamais rien si nous n'attaquons pas notre rôle de femme à la base. Notre lutte pour les services sociaux — c'est-à-dire pour de meilleures conditions de travail — échouera à coup sûr tant que nous n'aurons pas imposé le fait que notre travail est du travail. Tant que nous ne lutterons pas à ce niveau très large, nous n'obtiendrons jamais de victoires spécifiques. Nous échouerons dans une lutte pour des machines à laver gratuites, si nous ne luttons pas d'abord contre le fait que nous ne pouvons pas aimer, sinon au prix d'un travail sans fin, qui, jour après jour, mutilé notre corps, notre sexualité, nos relations sociales; si nous ne

parvenons pas à échapper au chantage par lequel notre besoin de donner et de recevoir de l'affection devient un devoir envers nos maris, nos enfants, nos copains que nous commençons à détester (et nous sommes culpabilisées de les détester). D'après nous, trouver du travail à l'extérieur ne change pas ce rôle. Il ne fait qu'augmenter notre exploitation, et de plus, il reproduit ce rôle de différentes manières. Où que nous allions, nous pouvons constater que les emplois féminins ne sont en général que des extensions de nos travaux ménagers. Non seulement nous devenons toutes des serveuses, des institutrices, des secrétaires, des infirmières — toutes les fonctions pour lesquelles nous avons été formées au foyer! — mais encore nous nous retrouvons dans la même situation que celle qui bloque notre lutte dans la maison: l'isolement, le fait que la vie d'autres personnes dépende de nous, l'impossibilité de voir quand commence et quand finit notre travail, où il s'arrête et où commence notre désir. Est-ce que porter le café au patron et le consoler de ses problèmes matrimoniaux est un travail de secrétaire ou une faveur personnelle? Est-ce que le fait que nous devons nous soucier de notre aspect extérieur partout où nous allons travailler est une condition de travail ou le produit de notre vanité féminine (les hôtesse de l'air, par exemple, sont régulièrement pesées et doivent faire un régime)? Comme ils le disent souvent, le marché du travail a besoin de la présence des femmes. Une femme peut faire n'importe quel travail sans perdre sa féminité, ce qui veut dire que, quoi que nous fassions, nous restons toujours "baisables".

Quant à la proposition de socialisation et de collectivisation du travail ménager, quelques exemples seront suffisants pour montrer la différence entre ce type d'alternatives et notre perspective. C'est une chose de mettre sur pied (4) une crèche comme nous la voulons, en demandant de l'argent à l'Etat. C'est autre chose de laisser nos enfants entre les mains de l'Etat pour qu'il les contrôle, les discipline, les intoxique à honorer le drapeau américain quatorze heures par jour. C'est une chose d'organiser (5) collectivement les repas que nous voulons (en groupe, etc.), et de demander de l'argent à l'Etat pour le faire. C'est autre chose de demander à l'Etat de faire les repas pour nous. Dans un cas, nous gagnons un contrôle sur notre vie, dans l'autre, nous permettons à l'Etat d'étendre son pouvoir sur nous.

4) Plus le pouvoir des femmes augmente, plus les occupations de maisons peuvent servir aussi à procurer un espace où nos enfants peuvent jouer de manière plus sociale qu'à l'intérieur (où ils sont collés à la mère qui travaille) ou plus sûre que sur la route.

5) Il s'agit toujours de "l'organisation" qui advient à travers un certain moment de la lutte.

LUTTE CONTRE LE TRAVAIL MENAGER

Certaines femmes disent: comment le salaire pour le travail ménager va-t-il changer les attitudes de nos maris envers nous? Ne vont-ils pas encore davantage exiger de nous que nous remplissions nos tâches ménagères, justement parce que nous sommes payées? Ces femmes ne voient pas que si nos maris peuvent exiger tellement de choses de nous, c'est précisément parce que nous ne sommes pas payées pour notre travail, car ainsi ils pensent que ce travail n'est qu'un truc de bonne femme, qui ne nous coûte pas beaucoup d'efforts. Les hommes n'acceptent nos services et ne prennent leur plaisir que dans la mesure où ils sont sûrs que le travail ménager est facile pour nous, que nous aimons ça et que nous le faisons par amour pour eux. Ils attendent même de nous que nous soyons reconnaissantes, car ils croient que, du fait qu'ils nous ont fait l'honneur de nous épouser, ils nous ont donné l'opportunité de nous exprimer en tant que femmes (c'est-à-dire de les servir). "Tu as de la chance d'avoir trouvé un homme comme moi". C'est seulement quand les hommes percevront notre travail comme un réel travail, notre amour comme un travail, et surtout quand ils s'apercevront de notre détermination à *refuser les deux* qu'ils changeront leur attitude envers nous.

Quand des milliers de femmes descendront dans la rue pour crier leur ras-le-bol de nettoyer sans s'arrêter, de sourire et de baiser sur commande, par peur de perdre leur travail, quand elles diront à quel point elles détestent ce travail qui gâche leur vie, alors les hommes auront peur et se sentiront attaqués en tant qu'hommes. Nous affirmons que c'est la meilleure chose qui puisse leur arriver; car en dévoilant la manière dont le capital nous a dressés les uns contre les autres, ce sont nous les femmes — leurs béquilles, leurs esclaves et leurs chaînes — qui ouvriront le processus de leur libération. D'une certaine manière, exiger le salaire pour le travail ménager sera beaucoup plus didactique que d'essayer de prouver que nous sommes capables de travailler comme eux. Nous laissons cet effort méritoire aux "femmes de carrière", à celles qui échappent à leur oppression non pas par le pouvoir de l'unité et de la lutte, mais par le pouvoir du maître, pouvoir qui opprime, en général, d'autres femmes. Et nous n'avons pas à prouver que nous pouvons "porter les bleus de travail". Beaucoup d'entre nous l'ont fait il y a longtemps, et elles ont découvert que la blouse ne nous donne pas plus de pouvoir que le tablier, et même peut-être moins, parce qu'alors nous avons encore moins d'énergie et de temps pour lutter. *Les choses que nous devons prouver sont: notre capacité de montrer ce que nous faisons déjà, ce que le capital nous oblige à faire, et notre pouvoir de nous battre contre lui.*

Malheureusement, beaucoup de femmes — en particulier des femmes célibataires — ont peur de la perspective du salaire ménager parce qu'elles ont peur de s'identifier, ne serait-ce qu'une seconde, à la ménagère. Elles savent que c'est la position qui a le moins de pouvoir dans la société, et donc, elles ne veulent pas se rendre compte qu'elles sont aussi des ménagères, que nous sommes toutes des prostituées, que nous sommes toutes des homosexuelles; tant que nous ne reconnaitrons pas notre esclavage, nous ne saurons pas contre qui et comment lutter. Tant que nous penserons que nous sommes un peu mieux, un peu différentes que des ménagères, nous accepterons la logique du maître qui est une logique de division, et donc pour nous, la logique de l'esclavage. Nous sommes toutes des ménagères parce que, quelle que soit notre place ils peuvent toujours compter sur nous pour faire plus de travail, pour être plus craintives à formuler nos revendications, pour faire moins de pressions sur eux pour avoir de l'argent, car heureusement pour eux, notre esprit est dirigé ailleurs, vers cet homme qui dans notre présent ou dans notre futur "prendra soin de nous".

Et nous nous illusionnons aussi quand nous pensons échapper au travail ménager. Combien d'entre nous, même en travaillant à l'extérieur, y ont échappé? Et peut-on si facilement mépriser l'idée de vivre avec un homme? Et si nous perdons notre emploi? Et quand nous vieillirons et perdrons même le petit peu de pouvoir que nous avons maintenant parce que nous sommes jeunes (productives) et attrayantes (productivité féminine)? Et qu'en est-il des enfants? Est-ce qu'on va toujours regretter d'avoir choisi de ne pas en faire, de n'avoir pas même pu poser cette question de manière réaliste? Peut-on se permettre des relations homosexuelles? Sommes-nous prêtes à en payer le prix éventuel en isolement et en exclusion? Mais peut-on vraiment se permettre des relations avec les hommes?

La question est de savoir pourquoi ces alternatives sont les seules qui se présentent à nous et par quelles luttes nous pourrions les dépasser.

Lesbianisme et pouvoir

Ruth Hall, Londres, 1975

Cet exposé a été présenté pour la première fois à Londres, lors de la Conférence internationale du mouvement international de la campagne pour le salaire pour le travail ménager (1), qui s'est tenue à Londres du 18 au 20 juillet 1975. Il est le résultat des discussions qui ont eu lieu entre des membres du groupe *Wages Due* de Londres et de Toronto (qui sont des groupes de lesbiennes à l'intérieur du Groupe pour la campagne *Power of Women*, Grande-Bretagne, et du Comité pour le salaire pour le travail ménager, Toronto). Il était précédé par les témoignages de trois femmes lesbiennes qui ont parlé de leurs propres expériences et luttes, respectivement en tant que mère, femme noire, employée dans un bureau à Londres et dans des conditions encore plus répressives à Belfast. Il fut suivi par une présentation et une discussion de ce que signifie l'autonomie organisationnelle des lesbiennes dans le réseau (1) pour le salaire pour le travail ménager. Cet exposé a été légèrement modifié depuis.

Nous présentons à cette conférence quelques-unes des conclusions auxquelles nous sommes arrivées en tant que lesbiennes en lutte pour le salaire pour le travail ménager. Ces conclusions portent sur la manière dont cette lutte doit être organisée, sur les structures internes dont nous avons besoin, sur les questions que nous devons soulever lors de l'élargissement de la Campagne pour le salaire ménager. Nous discuterons de ces conclusions organisationnelles un peu plus tard dans la journée, car auparavant, nous voulons nous assurer que tout le monde a compris ces conclusions: la position et l'exploitation des lesbiennes, la position et l'exploitation de toutes les femmes, le rapport de force entre les femmes qui se disent lesbiennes et celles qui se disent hétérosexuelles, comment ce rapport de force fonctionne dans le capitalisme et dans le mouvement. Autrement dit, nous voulons parler du lesbianisme et du pouvoir, c'est-à-dire de ce que les lesbiennes, et plus

1) (Ndt): Dans ce texte (et dans tous les autres de ce recueil), quand il est question de "réseau", il s'agit du "réseau organisationnel" qui existe d'un pays à l'autre ou, si l'on veut, de l'embryon d'une Internationale des femmes pour le salaire ménager. De fait, il implique surtout des femmes italiennes, anglaises, américaines et canadiennes. Par ailleurs, il existe des "groupes salaire" qui refusent expressément de faire partie de ce réseau.

particulièrement les lesbiennes organisées, entendent quand elles parlent du pouvoir des femmes. En effet, cette question du pouvoir va déterminer quelles seront les formes d'organisation utilisées dans le Mouvement pour le salaire pour le travail ménager.

Avant d'entrer dans les détails, je veux mettre en cause une idée qui ne devrait pas s'exprimer dans ce réseau, mais qui est encore très présente. Et le fait qu'elle soit présente provient bien entendu du rapport de force entre les lesbiennes et les hétéros à l'intérieur du même mouvement, ainsi que du rapport de force entre nous toutes les femmes et le capital; c'est-à-dire de notre faiblesse. *Cette idée veut que le lesbianisme n'ait rien à faire avec le pouvoir.*

Quand nous disons que le lesbianisme est une source de pouvoir, ou quand nous faisons des commentaires ou des plaisanteries sur notre degré d'autonomie relativement élevé par rapport aux hommes, certaines femmes pensent que nous mettons en avant notre style de vie, soit comme stratégie politique soit comme solution personnelle. Mais nous savons bien qu'il ne s'agit ni de l'une ni de l'autre chose. Ces remarques sous-entendent que ce style de vie n'est "que sexuel", et que cela ne fait pas partie de notre vie politique. C'est fondamentalement la même position que celle que les "libéraux" (les progressistes) avancent de façon encore plus grossière. Ils nous disent: "Ce que vous faites au lit, c'est vos oignons". Mais les femmes de notre réseau ne font généralement pas cette séparation entre le personnel et le politique. Si nous sommes d'accord que nos vies tout entières sont politiques, que chaque moment de notre vie est déterminé par notre travail et notre relation au capital, qu'à chaque moment nous sommes forcées de lutter avec et contre ce travail, dès lors, nous devons comprendre le lesbianisme comme une forme de lutte, et donc comme un défi au pouvoir du capital sur nous.

LE LESBIANISME, UNE LUTTE CONTRE QUOI ?

A. C'est une lutte *contre le travail*, car il est clair qu'une relation avec un homme représente un travail très dur, à la fois sexuel, émotionnel et d'entretien.

B. En attaquant ce travail, nous attaquons l'institution dans laquelle il est organisé, c'est-à-dire *la famille*. La famille est l'institution de la production capitaliste dans laquelle le travail ménager non salarié et le travail d'usine salarié entrent en contact sous la forme d'une relation entre une femme et un homme. Les relations dans la famille sont des relations de salaire, et le lesbianisme

attaque ces relations de salaire, qui sont la base de toutes les relations de salaire. Le lesbianisme attaque la fonction (le travail) des femmes sans salaire. En minant le pouvoir que les hommes ont sur nous – tous les hommes sur toutes les femmes – cela nous libère à la fois de leur contrôle et de leur violence, et cela renforce la classe tout entière contre le capital.

C. Cela casse *l'illusion que l'organisation capitaliste de notre travail est quelque chose de naturel et d'inévitable* qui tend à subvenir à nos besoins humains. Les grèves des travailleurs dans les services, par exemple les infirmières (2), agissent aussi comme rupture de cette illusion.

D. Nous attaquons *l'embrigadement* à travers lequel nos vies tout entières sont fragmentées et réprimées. Nous sommes en lutte contre la répression de notre créativité, la répression de notre capacité de créer des objets matériels et de créer des relations physiques et émotionnelles avec d'autres gens; cette répression est essentielle à la production capitaliste.

Notre sexualité a été détachée du reste de nos capacités créatives; nos relations sexuelles sont détachées du reste de notre vie sociale. Elles sont détachées comme si elles étaient quelque chose de spécial, alors que le reste de notre vie est ouvertement réglementé et exploité par le capital. On devrait être libre en dehors de ces règles. Nous considérons souvent nos relations sexuelles comme une zone de résistance à la domination de nos vies par le travail. Les chansons, les romans d'amour, l'idée que le sexe a un caractère "vilain" et pervers renforcent notre sentiment qu'en tout cas, dans la sexualité, nous devrions trouver quelque chose qui puisse nous satisfaire.

Mais les grands espoirs que nous avons sur notre sexualité finissent par nous réprimer encore plus. Notre sexualité est détruite non seulement par les conditions matérielles dans lesquelles nous travaillons, non seulement par la destruction de toutes nos possibilités d'expression créatrice et relationnelle entre nous, non seulement par le fait que nous sommes "compartimentées" et isolées, mais aussi par les exigences qu'on finit par avoir envers elle. Car nous utilisons notre sexualité pour libérer toutes les tensions qui se sont formées durant la journée de travail. Nous voulons qu'elle

2) Voir "The Home in the Hospital" dans 'All work and no pay', publié conjointement par Falling Wall Press et par le Power of Women Collective, Londres, Angleterre, 1975, p. 83.

remplace toutes les autres voies d'expression, de communication, d'intimité, de sensualité qui nous sont fermées.

C'est impossible. Car c'est le travail productif lui-même, selon *nous*, qui produit "l'individu en manque". La frustration qui en résulte, et qui semble être une frustration sexuelle, sert à la fois à canaliser notre énergie dans un travail contraignant et à la détourner de la révolution. La division du travail dans laquelle s'exprime notre sexualité nous empêche d'être en contact avec nos propres potentialités, nos corps, nos possibilités; elle nous empêche de nous détendre, de prendre du plaisir, de sentir la force que nous avons ensemble. C'est un embrigadement pour le travail et contre la révolution.

Un des mécanismes par lequel nos vies sont divisées et nos capacités disciplinées et réprimées, c'est que la production à la maison et dans les usines est organisée sur une base homosexuelle — les femmes travaillent avec d'autres femmes — tandis que nos "loisirs" et nos activités sexuelles sont organisées sur des bases hétérosexuelles. En d'autres termes, nous nous comprenons et nous nouons des relations étroites avec des femmes, sans être cependant censées coucher les unes avec les autres. Tandis que ceux avec lesquels nous sommes censées coucher sont des étrangers qui ont une vie totalement séparée de la nôtre et qui, de plus, ont le pouvoir d'un salaire sur nous. Notre journée est divisée en moments de "relations de production" et en moments où nous sommes censées construire des relations totalement séparées, "pour nous-mêmes". C'est une des façons par laquelle nos vies sont fragmentées. Chaque partie de notre journée devient du travail, et nous devenons à chaque moment des travailleuses spécialisées. Autrement dit, l'homosexualité de la production et d'hétérosexualité de la sexualité sont parties intégrantes du cycle productif.

Le lesbianisme est une lutte contre l'organisation capitaliste et la fragmentation de notre journée. Il met en cause la discipline qui fixe avec qui avoir des relations, comment et à quel moment nous avons la permission d'essayer d'être sensuelles. La peur de briser cette discipline est très grande, car la répression de notre sexualité est un point crucial pour le capital et pour notre propre capacité de rester "saines" et de travailler. Le lesbianisme, qui est toujours sous-jacent quand les femmes sont ensemble, et parfois aussi d'autres formes de sexualité féminine, sont qualifiées d'"animales"; c'est-à-dire non contrôlées par le capital. On y oppose toutes sortes de résistances, car cela représente une menace d'explosion.

J'aimerais comprendre ce que cela signifie par rapport à notre pouvoir. Il y a une contradiction apparente. En étant lesbienne, on se place dans une position de manque de pouvoir relatif, dans une po-

sition où en fait, les femmes hétéro ont du pouvoir sur nous. Cependant, nous nous donnons du pouvoir à nous-mêmes ainsi qu'à toutes les femmes. Cette contradiction est encore plus évidente dans les cas individuels de femmes lesbiennes. Le fait d'être lesbienne et de le montrer, surtout quand on est seule, ou très peu connue dans son quartier ou à son travail, permet aux hommes et aux autres femmes d'exercer un pouvoir immense sur vous. Vous êtes à leur merci. Cependant, cela reste un acte de défi, défi contre le moule dans lequel le capital veut vous contraindre, et cela représente de toute façon une force pour les femmes qui sont autour de vous. En fait, c'est précisément *parce que* cela représente une menace qu'on subit cette répression. Et cette répression fonctionne non seulement comme punition pour vous, mais aussi pour toutes les femmes qui vous entourent, y compris celles qui administrent cette punition. Nous refusons un certain travail secret, et ce comportement a pour conséquence de renforcer le travail que d'autres femmes doivent faire; de même que les conséquences de ne pas avoir un travail salarié sont utilisées pour discipliner les travailleurs salariés. On dit aux femmes que si elles s'écartent un peu du droit chemin, si elles ne sont pas assez soumises à l'homme, ou si elles refusent leur travail ménager — n'importe quelle partie de ce travail, de la lessive aux sourires dans la rue — alors elles se feront prendre pour des lesbiennes, elles vivront l'ostracisme d'être lesbiennes, et peut-être même — horreur des horreurs — qu'elles deviendront des lesbiennes. Ce n'est pas par hasard que le mouvement de libération des femmes tout entier s'est fait étiqueté de lesbien: on espérait ainsi stopper son avance et empêcher les autres femmes de s'y joindre ou d'en attendre une solidarité.

Mais la position d'un mouvement est différente de celle d'un individu. Quand un individu lutte et attaque le capital, les termes et les conséquences de cette lutte sont toujours dans les mains du capital. Je veux donc considérer maintenant le pouvoir du lesbianisme comme mouvement.

Un mouvement de lesbiennes, c'est le refus d'accepter la répression sexuelle qui est donnée comme alternative à l'hétérosexualité. C'est un refus semblable à celui du chômeur qui refuse de s'aligner pour mendier du travail: le refus d'être utilisées comme moyen de pression sur les femmes hétérosexuelles.

Bien plus qu'une lesbienne isolée, le mouvement a la capacité non seulement de rompre cet embrigadement qui nous lie, mais de gagner des choses concrètes. A mesure que nous changeons les conditions de vie des lesbiennes (et donc également les conditions des rapports avec les hommes), à mesure que nous luttons contre cer-

taines forces qui nous ont réprimées, notre capacité de vivre sans hommes, notre capacité d'exprimer nos sentiments les unes pour les autres sont à leur tour une source de pouvoir; de la même façon l'argent, le temps, les services et même les lois que nous pourrions obtenir, serviront à augmenter notre force. Le pouvoir créé de cette manière par le mouvement des lesbiennes a particulièrement nourri le MLF: la solidarité, la force d'avancer, le besoin incessant de nous organiser en tant que femmes, nos sentiments pour chacune, que les lesbiennes peuvent souvent développer et exprimer plus complètement que les autres, tout cela a été une des grandes victoires du MLF. Pas tellement dans le sens où nous aurions gagné, mais parce que la connaissance de notre propre force est une victoire et un pouvoir pour aller de l'avant.

Mais en même temps, il y a de grandes limites à ce mouvement, qui sont celles de *toutes* les luttes partielles que nous faisons. A certains moments, certaines d'entre nous espéraient ouvrir les écluses et balayer le capital dans un flot de pouvoir et de créativité féminine. Ce n'était pas possible, justement parce que la sexualité n'est pas quelque chose de complètement séparé du reste, mais une des relations productives qui fait partie du cycle productif capitaliste. Seule la révolution, dans la mesure où elle détruira les rapports de production, détruira l'enfer de nos relations sexuelles, lesbiennes et hétérosexuelles. Nos relations sexuelles sont encore du travail. C'est du travail parce que nous n'avons pas de temps pour elles, parce qu'elles sont toujours coupées du reste de nos vies productives, parce que nous sommes toujours fatiguées, parce que nous n'avons pas de temps, ni de place, ni de patience, parce que nos personnalités et nos relations personnelles sont modelées par et pour la production capitaliste. Parce que nous sommes des ménagères.

Le fait d'être lesbienne ne change pas notre position fondamentale en tant que femme. Nous sommes toutes des ménagères, nous sommes toutes sans salaire, nous sommes toutes sans pouvoir face au capital et aux hommes, et nous dépendons toutes de la force de toutes les femmes pour détruire cette position. Nous ne pouvons pas le faire en attaquant uniquement l'hétérosexualité, une des formes d'une partie de notre travail. Et nous ne pouvons le faire seules. La lutte pour le salaire pour le travail ménager peut commencer de façon très concrète à changer les relations et les rapports de forces qui déterminent notre vie sexuelle, en nous faisant gagner du temps, de la place, de l'énergie et de la compréhension, ce dont nous avons besoin pour ces relations. Elle le peut parce que c'est une stratégie pour l'*organisation* qui peut briser les divisions qui nous ont isolées dans nos luttes et organiser le pouvoir

des femmes contre le capital. La *séparation* de la lutte sur la sexualité d'avec les luttes que nous menons sur le reste de notre travail a un effet contraire.

Quand cette séparation est mise en avant comme stratégie, c'est une stratégie basée sur la défaite, basée sur l'acceptation des divisions par lesquelles le capital nous tient; c'est une stratégie du capital. Il y aura d'autres occasions d'analyser ce séparatisme, de voir comment c'est une attaque aux femmes dans leurs diverses conditions de travail, comment cela donne une nouvelle forme au mythe répressif que la sexualité serait une zone de liberté. Ce que nous voudrions examiner de plus près, c'est la division et le rapport de forces qui ont produit cette situation entre les femmes hétéro et les lesbiennes. Nous voulons examiner cette division en détail parce que c'est quelque chose d'important en soi, et même de crucial, et parce que cela révèle ce que sont les rapports de forces en général.

Récemment, certaines femmes de ce réseau nous ont demandé ce qu'était ce pouvoir des femmes hétéro sur les lesbiennes. Nous devons être claires. Ils peuvent prétendre que nous n'existons pas, ils peuvent prétendre que nous sommes des animaux, ils peuvent nous faire subir un ostracisme social. Ils peuvent nous montrer du doigt, ils peuvent nous pousser dans des asiles de fous. Ce rapport de forces se reflète aussi dans le fait que nous sommes encore plus éloignées du salaire mâle que les femmes hétéro (même s'il ne s'agit jamais que de quelques miettes).

Ce rapport de force existe, et le fait qu'à l'intérieur du mouvement les femmes lesbiennes commencent seulement maintenant à se montrer en première ligne est une indication de la force de ce pouvoir sur nous. Notre exploitation spécifique consiste en grande partie dans le fait d'être obligées de nous cacher.

Le rapport de forces existe entre celles qui vivent selon les règles, qui sont acceptées et établies, et celles qui sont anormales; dans ce cas, les femmes hétéro, sans même le vouloir, agissent comme agent(e)s de l'Etat par rapport à nous. C'est le même rapport qui existe entre le travailleur qui travaille et celui qui essaye de tirer-aux-flancs.

A l'usine, la lutte de classe a établi un certain niveau de productivité, et il existe un certain consensus parmi les travailleurs: chaque individu doit rester à ce niveau. Vous n'êtes pas conforme si vous en faites beaucoup plus ou si vous en faites beaucoup moins, et la communauté des travailleurs repose sur cette norme. Il en va de même pour le travail sexuel et le travail ménager en général, et de la même façon, il y a une communauté des opprimées partageant un niveau commun d'exploitation, une lutte commune

contre celle-ci, tu es une tire-aux-flancs, pas "une de nous". Quand d'autres femmes se plaignent de leur mari ou de leur "copain", elles te considèrent en dehors de cette solidarité. Et c'est sur cette base qu'elle contribue à leurs luttes et à la guerre des sexes dans laquelle elles sont engagées.

Bien que nos relations sexuelles soient également du travail, elles sont moins productives pour le capital, dans la mesure où elles ne reproduisent pas, comme le font les femmes hétéro, les relations sociales que représente le pouvoir des hommes sur les femmes.

J'ai examiné ce problème spécifique de la division entre les femmes hétérosexuelles et les lesbiennes, car je crois qu'elle démontre de quelle *manière* les rapports de force à l'intérieur de la classe ouvrière sont les instruments que le capital utilise pour nous imposer le travail.

Et cela montre en même temps ce qu'est l'organisation de "ceux-qui-ont-le-moins-de-pouvoir", de ceux dont c'est justement la *fonction*, dans la hiérarchie sur laquelle le capital est construit, d'être sans pouvoir et d'exercer un contrôle sur tous les autres. C'est l'organisation des femmes, qui sont dans une position sans pouvoir et qui s'organisent *sur la base* de cette position de manque de pouvoir, qui nous apporte du pouvoir à toutes. Car quand nous nous organisons en tant que lesbiennes, nous attaquons le travail que font toutes les femmes et les divisions que nous impose ce travail, dans ses différentes formes et conditions, qu'on soit lesbiennes ou hétéro. Nous les attaquons en nous renforçant nous-mêmes. Il en va de même pour tous les secteurs sans pouvoir, pour les lesbiennes par rapport aux hétéro, pour les mères lesbiennes par rapport à celles sans enfants, pour les femmes noires par rapport aux femmes blanches, pour les femmes par rapport aux hommes. C'est de cela qu'il s'agit dans le salaire pour le travail ménager. Il s'agit du pouvoir de ceux qui n'ont pas de pouvoir; il s'agit de savoir en quoi chaque type de production est nécessaire au cycle tout entier d'exploitation, et comment, en attaquant le travail spécifique que nous faisons dans chaque situation, nous attaquons le capital; et ceci, qu'il y ait salaire ou non, développement ou sous-développement, santé ou folie, famille ou non, hétérosexualité ou lesbianisme.

Notre lutte sur la base de notre exploitation en tant que femmes donne du pouvoir à toute la classe. De même, notre confrontation avec les hommes, avec l'école, avec nos employeurs, avec la profession médicale, avec les femmes hétéros, ainsi que l'organisation que nous construisons sur la base de notre exploitation spécifique et de notre manque de pouvoir en tant que femmes lesbiennes sans salaire, donnent du pouvoir à toutes les femmes.

L'organisation des lesbiennes *en tant que lesbiennes* pour le salaire pour le travail ménager attaque la division entre les femmes et le travail qui nous a divisées. Elle nous donne à toutes le pouvoir dont nous avons besoin pour lutter. Les possibilités qui nous sont ouvertes à toutes dépendent du degré de développement auquel est parvenu le Mouvement pour le salaire pour le travail ménager. Il nous permet l'expression de cette lutte et des autres luttes dans lesquelles nous sommes engagées, et il casse les séparations entre ces luttes.

Amour et pouvoir

Offensive contre les allocations familiales

Suzie Fleming, Bristol, juin 1973

INTRODUCTION

La Campagne des femmes pour les allocations familiales commença par répondre à l'attaque du gouvernement contre un droit que les femmes avaient déjà: le droit à un peu d'argent versé par l'Etat à toutes les femmes qui ont deux enfants ou plus. Mais, du fait que beaucoup de femmes ressentiaient déjà fortement le besoin d'indépendance financière, cette campagne se renforça et devint rapidement une offensive, une lutte non seulement pour maintenir, mais encore pour augmenter le montant des sommes versées par l'Etat aux femmes. Il en est résulté, entre autres, que la question du paiement du travail des femmes à la maison est désormais posée d'une manière totalement différente que huit mois auparavant.

Dans cette brochure, mon intention n'est pas de faire un historique complet de la campagne. Je veux plutôt parler de ce que, selon moi, nous avons appris, ou mieux compris sur notre relation à l'Etat: ses plans, ses attitudes et manoeuvres caractéristiques, ainsi que quelques-unes de leurs implications pour nous.

COMMENT COMMENÇA LA CAMPAGNE POUR LES ALLOCATIONS FAMILIALES ?

En octobre 1972, le gouvernement publia un "Papier vert" (voir

note plus bas) intitulé *Propositions pour un système de crédits fiscaux*. Ce n'est qu'un mois plus tard, à la Conférence nationale du mouvement de libération des femmes, que beaucoup d'entre nous comprirent sa signification pour les femmes. Un groupe de femmes annonça que ce "Papier vert" contenait une proposition pour abolir les allocations familiales, et qu'elles avaient déjà commencé une campagne pour empêcher que cette proposition n'aboutisse. Le sentiment général était que cette menace contre les allocations familiales devait absolument être combattue par le mouvement des femmes.

Introduite comme droit réglementaire en 1945, l'allocation familiale se monte aujourd'hui à 90 pence pour le deuxième enfant et à une livre pour chaque nouvel enfant. Ce n'est pas beaucoup. Mais les femmes reçoivent ces versements chaque mardi à travers les bureaux de poste, et beaucoup d'entre elles dépendent de cet argent pour pouvoir nourrir leur famille en attendant le prochain salaire du mari, le vendredi suivant. Pour beaucoup de femmes qui travaillent à la maison à plein temps gratuitement, cet argent est également très important, car c'est le seul argent *qu'elles touchent directement*, le seul argent qui est à elles, le seul argent qu'elles ne reçoivent pas de l'homme avec lequel elles vivent, pour lequel elles n'ont pas de comptes à rendre et qu'elles peuvent dépenser comme il leur plaît (bien qu'il soit le plus souvent dépensé pour les enfants). C'est cela qui a donné sa force à la Campagne et qui a créé un lien entre celles qui ont milité dans la Campagne parce que, sans être directement bénéficiaires d'allocation, elles voyaient cependant cette Campagne comme une partie de la lutte pour obtenir de l'argent pour toutes les femmes, et celles qui se sont engagées parce qu'elles ne voulaient pas perdre l'allocation qu'elles recevaient déjà. La Campagne a continuellement suscité une discussion générale sur le besoin d'argent des femmes. "Pourquoi ne demandons-nous pas beaucoup plus que 90 pence ou une livre par enfant? Pourquoi ne demandons-nous pas un revenu véritable?" Voilà le genre de question qu'a soulevé la Campagne.

QUE DIT LE "PAPIER VERT"? (Note 1)

Le "Papier vert" fait des propositions pour une revision totale du

- 1) Un "Papier vert" est un premier pas vers une nouvelle réglementation gouvernementale. Le "Papier vert" est publié, puis on invite à des discussions et des commentaires. Une "Commission parlementaire spéciale" composée de membres du Parlement est mise sur pied pour étudier les propositions et les objections. La "Commission spéciale" fait son rapport, et celui-ci est utilisé comme base pour faire un "Papier blanc". Ce dernier sera débattu au Parlement.

système fiscal. Ces propositions concernent non seulement les allocations familiales, mais tous les autres revenus et prestations.

Les "crédits fiscaux" proposés sont censés remplacer les déductions personnelles sur le revenu imposable; mais ce système remplacerait aussi la plupart des allocations payées directement aux familles, y compris les allocations familiales. Les allocations familiales seraient remplacées par des "crédits fiscaux" pour les *enfants* à charge; mais toutes les familles, même avec deux enfants ou plus, n'en bénéficieraient pas. Les familles exclues de ce nouveau système proposé sont les familles à l'assistance publique, celles des travailleurs en grève, celles des étudiants; quant aux familles de personnes travaillant à leur propre compte, elles auraient des crédits calculés sur une base annuelle rétrospective. Le "Papier vert" estime que 10 o/o de la population serait exclue du nouveau système.

De plus, le gouvernement a pensé que pour ces heureuses familles qui pouvaient prétendre aux nouveaux "crédits fiscaux" pour leurs enfants à charge, il serait de bon ton de leur faire parvenir l'argent à travers l'employeur du mari, c'est-à-dire de payer ces "crédits fiscaux" au mari (note 2). Ainsi, non seulement de nombreuses familles seraient complètement exclues du système, mais encore, pour les familles incluses dans le système, la femme perdrait le droit de toucher elle-même le paiement en argent de l'Etat.

Les voies de l'Etat sont tortueuses et compliquées. Il nous a fallu un certain temps simplement pour comprendre la prose du "Papier vert". Il nous a fallu encore plus de temps pour comprendre que celui-ci *est basé sur l'idée que les prestations devraient tendre de plus en plus à se rattacher à un travail salarié hors de la maison. Les familles de ceux qui n'ont pas un tel travail, ou qui reçoivent un revenu de l'assurance nationale (National Insurance) perdraient leur droit aux prestations* (note 3).

Ceux qui ont des bas salaires recevraient les "crédits fiscaux" sous la forme d'une "taxation négative des revenus". En d'autres termes, ils recevraient matériellement de l'argent. Les gens qui ont des salaires plus élevés et qui paient des impôts auraient leurs "crédits" déduits de ces impôts. L'effet de ce système sur les gens qui en sont *exclus* a été expliqué par les femmes des "Claimants Unions" (note 4). Elles ont montré que l'objectif du "Papier

2) Ces propositions tendraient vers un système fiscal semblable à celui de certains pays du Marché Commun, où toutes les prestations familiales sont payées au mari et liées au travail salarié.

3) Evidemment, les personnes qui peuvent obtenir un revenu de l'assurance nationale, par exemple en cas de maladie ou de chômage, sont celles qui ont payé le nombre exigé de timbres d'assurance.

4) (NdT) Les "Claimants Unions" sont des organisations regroupant tous les assistés de l'Etat (femmes seules, personnes âgées, chômeurs, etc.).

vert", par rapport à elles, serait d'attirer les femmes dans des emplois sous-payés, de les forcer à travailler tant à l'extérieur de la maison qu'à l'intérieur et à accepter du travail à n'importe quelle condition. Pourquoi ? Parce qu'une femme avec des enfants gagnerait plus d'argent, même en effectuant un travail minable et sous-payé, qu'en étant à l'assistance publique. Si elle a un travail à l'extérieur, elle aura droit aux versements des "crédits fiscaux"; si elle est à l'assistance publique, elle n'y aura pas droit (note 5).

ACTIONS DE LA CAMPAGNE

Des représentantes des groupes locaux du mouvement de libération des femmes qui s'organisaient autour de l'objectif des allocations familiales se retrouvèrent à plusieurs réunions nationales pour formuler des revendications et discuter des idées d'action. Nous décidâmes de nous appeler "Women's Family Allowances" (note 6) et d'avancer les revendications suivantes en réponse au "Papier vert":

1. Les allocations familiales doivent être maintenues et augmentées.
2. Elles doivent demeurer une prestation réglementaire, c'est-à-dire ne pas faire partie du système fiscal, comme c'est proposé; parce qu'à ce moment-là, il serait très facile de les changer ou de les supprimer.
3. Elles doivent être données à toutes les mères pour tous leurs enfants, y compris pour le premier.
4. Les allocations familiales ne doivent pas être imposées, c'est-à-dire que les hommes ne doivent plus être imposés sur cet argent payé aux femmes.
5. L'allocation-maternité doit rester non imposée.

Plus tard nous avons ajouté une autre revendication: les femmes à l'assistance doivent recevoir les allocations familiales en plus

-
- 5) La justesse de l'analyse des Claimants Unions peut se vérifier dans un récent article du "Guardian" (14 mai 1973). Le "Child Poverty Action Group" soutient le système des "crédits fiscaux" parce que "... le nombre des familles avec enfants à charge qui bénéficient des prestations complémentaires pourrait être diminué de moitié si un petit revenu minimum était fourni de droit. Une enquête portant sur 500 familles dépendantes des prestations complémentaires révéla que 56 o/o des hommes ou femmes mariés pensaient que s'ils recevaient des "crédits fiscaux" de six livres, plus deux livres par enfant, l'un ou l'autre des époux pourrait trouver suffisamment de travail pour ne plus avoir besoin des prestations complémentaires. Plus de 40 o/o des femmes seules avec enfants pensaient que si elles avaient droit aux "crédits fiscaux", elles pourraient travailler et cesser de réclamer des prestations.
 - 6) D'autres groupes firent aussi une campagne sur cet objectif, par exemple le Child Poverty Group (groupe d'action sur la pauvreté des enfants) et le Labour Party. Ils faisaient des revendications différentes dans leurs pétitions; elles étaient plus limitées que les nôtres.

des prestations de l'assistance, au lieu qu'elles leur soient déduites, comme c'est le cas maintenant. Le fait que nous n'ayons pas pensé à cette revendication avant que des femmes des "Claimants Union" ne viennent aux réunions peut être sérieusement critiqué. Et comme nous l'avons ajoutée tardivement, cette revendication ne figure pas dans notre pétition au Parlement.

Nous avons refusé de formuler notre pétition "dans les formes": "Avec humilité, nous faisons cette pétition et vous prions". Nous ne nous sentions pas humbles du tout face à ces gens, et la pétition exige au lieu de demander. Au fur et à mesure que nous récoltions des signatures par petits groupes, dans les centres commerciaux (note 7), à la sortie des usines, ou en faisant du porte-à-porte dans notre quartier, cette position offensive était renforcée par la réponse que nous rencontrions. La plupart des femmes que nous contactions n'avaient pas entendu parler des propositions du gouvernement, très peu diffusées par la presse. Celles qui ont des enfants étaient en colère et disaient combien elles seraient à court sans cet argent. Elles exprimaient aussi ce qu'elles ressentaient à l'idée que les hommes touchent le petit peu d'argent que les femmes obtiennent de l'Etat. Certaines disaient que si cet argent était versé aux hommes, elles n'en verraient jamais la couleur.

De nombreux groupes organisèrent des réunions publiques pour avoir l'occasion de parler avec les femmes qu'ils avaient rencontrées et pour décider des futures activités communes. A Bristol, plutôt que d'essayer d'avoir une réunion de toute la ville, nous avons organisé des réunions locales. Nous voulions reproduire la structure de nos groupes locaux pour obtenir des groupes suffisamment petits, afin que chacune puisse parler et afin d'éviter qu'il y ait des oratrices officielles face à un auditoire.

Ainsi, nous avons pu maintenir le contact avec certaines femmes qui vinrent à ces réunions et nous avons pu poursuivre avec elles d'autres discussions.

Ce type d'activité a continué, mais il y a également eu des actions d'un autre type: le 10 mars 1973, à Londres, après la manifestation de la Journée internationale des femmes, 200 femmes et quelques hommes ont occupé la poste principale pendant plus d'une heure. Depuis, il y a eu au moins une occupation (à Lancaster), ainsi que des manifestations devant les bureaux de poste et dans les rues principales de nombreuses villes. Il y a sûrement eu de nombreuses autres actions dont je n'ai pas entendu parler.

Un des résultats de la Campagne, c'est que nous, femmes du mouvement, nous avons eu beaucoup plus de contacts avec des femmes

7) Quelques groupes firent des stands dans les marchés.

à l'extérieur du mouvement que jamais auparavant. Avec du recul, nous pouvons dire que l'intérêt de la récolte des signatures pour cette pétition a surtout été de nous donner l'occasion de rencontrer d'autres femmes. En outre, la réponse que nous rencontrions devant les bureaux de poste, dans les manifestations, dans les réunions publiques renforçait notre envie de rendre cette campagne vraiment efficace. Nous pressentions aussi la nécessité urgente de faire quelque chose, parce que le gouvernement avait agi très rapidement.

La "Commission parlementaire spéciale", constituée pour étudier le "Papier vert" et les objections qu'on lui faisait, devait présenter son rapport en juillet, il était donc important d'influencer sa réflexion, en s'assurant qu'elle avait connaissance de la force de l'opposition aux propositions du gouvernement, bien avant cette échéance. La manière la plus efficace d'y arriver était d'utiliser les diverses formes de protestation publique. En plus, nous avons pensé que nous pouvions aussi écrire à la "Commission spéciale" et lui soumettre une description détaillée de nos objections au "Papier vert". Nous avons décidé qu'il ne valait pas la peine que beaucoup de monde passe du temps à faire ce genre de travail; c'est ainsi que quelques femmes seulement se réunirent pour faire le rapport, et elles l'envoyèrent au début du mois de mars.

UN PETIT PAS EN AVANT

De temps à autre, des articles dans les journaux faisaient des allusions au fait que le gouvernement était obligé de tenir compte de l'opposition des femmes à leur projet. Mais la première indication claire sur le fait qu'il sentait une pression fut la déclaration du chancelier dans le "discours du budget":

"Il y a un point que je devrais ajouter. Ceci concerne le paiement des crédits pour les enfants à charge. Le Parlement doit savoir que le gouvernement n'adoptera aucune solution qui aboutirait à ce que les mères reçoivent moins d'argent que maintenant."

Bien que ceci montre que le chancelier essayait de tenir compte de l'opposition faite au plan, ce n'était qu'une phrase glissée au passage qui ne disait pas clairement s'ils avaient d'autres idées derrière la tête ou pas. En particulier, il n'y avait pas clairement l'assurance que les allocations familiales seraient conservées. Nous avons interprété cette déclaration dans le sens que les mères *ayant droit* aux "crédits fiscaux" pour les enfants à charge ne recevraient pas moins que ce qu'elles reçoivent actuellement; mais nous n'avions aucune raison de penser que le gouvernement avait

laissé tomber l'idée de rendre ces paiements sélectifs. D'autre part, il semblait bien qu'il n'avait plus l'intention de verser cet argent à travers le mari, bien que, de nouveau, personne n'eût dit quelque chose d'explicite à ce sujet. A cause d'articles de presse plutôt tronqués et de déclarations ambiguës comme celle de Barber (le chancelier), il était difficile de savoir ce qui se passait vraiment. Et c'était bien là ce que voulait le gouvernement. Il essayait de couper l'herbe sous les pieds du mouvement de protestation, à l'aide de vagues assurances apaisantes que tout allait être pour le mieux. Notre visite à la "Commission parlementaire spéciale" fut finalement une très bonne occasion pour obtenir un peu plus d'informations.

NOTRE VISITE A LA "COMMISSION SPECIALE" (Note 8)

Nous avons été convoquées devant la "Commission spéciale", suite au rapport écrit que nous avons envoyé. Nous avons reçu à l'avance une liste de questions pour que nous puissions déjà y réfléchir. Ces questions étaient centrées sur l'idée des "crédits universels pour les enfants à charge". Si ces crédits étaient payés, laisserions-nous tomber nos objections au sujet du système des "crédits fiscaux"? Nous n'avions aucune idée de ce qu'ils entendaient pas "crédits universels pour les enfants à charge"; aussi avons-nous pensé que la chose la plus importante était de découvrir ce que c'était, puisque cela semblait au centre de la réflexion de la "Commission". Les seuls crédits pour les enfants mentionnés dans le "Papier vert" lui-même sont les "crédits fiscaux (non universels) pour les enfants à charge".

Lorsque nous sommes entrées dans la vaste pièce lambrissée, nous avons été un peu impressionnées par la disposition des lieux. Les membres de la "Commission" étaient beaucoup plus nombreux que nous ne l'avions imaginé, et leur présence était dominante dans la pièce. Quelques femmes appartenant à la "Family Allowance Campain" étaient venues comme observatrices pour nous soutenir, mais quand nous avons commencé à faire notre rapport, elles étaient assises derrière nous, de sorte que nous ne pouvions pas les regarder pour nous donner du courage! Nous avons perdu un peu de notre nervosité en écoutant le rapport qui précédait le nôtre; et au moment où huit d'entre nous se dirigèrent

8) Pour un rapport détaillé de ce qui a été dit à cette réunion, voir les procès-verbaux officiels du Select Committee on Tax Credits (House of Commons Papers series no 64) du 17 avril 1973. On peut obtenir ces procès-verbaux dans les librairies du gouvernement, et dans certaines bibliothèques publiques.

vers la petite table placée devant la "Commission", nous nous sentions tout à fait à l'aise. Nous étions très contentes de nous entasser autour de la table, en voyant que la "Commission" était visiblement stupéfaite que nous soyons si nombreuses.

En fait, les membres de la "Commission" étaient plus subtils que nous n'avions pensé. Ils faisaient toujours référence aux "femmes qui ont un travail lucratif hors de la maison" en opposition aux "femmes qui travaillent à la maison". Ils ne parlèrent jamais des "femmes qui ne travaillent pas"; ils ont décidément compris que nous travaillons toutes, et que simplement certaines sont payées et d'autres pas.

Le président (le député William Clark) qui, plus que tous les autres, semblait stupéfait de notre présence, commença par demander qui répondrait aux questions. Il ne fut pas content du tout quand nous lui avons dit que nous répondrions toutes. Ensuite, il essaya avec obstination d'établir, selon ses termes, qui nous "représentions". Une de nous répondit que nous étions un mouvement, pas un comité, et qu'en réalité nous représentions toutes les femmes qui avaient signé notre pétition. Deux femmes montrèrent le titre du *"Daily Express"* du 9 avril qui disait: "Heath est en train de perdre les femmes", pour donner une idée de l'importance de l'opposition des femmes aux récentes mesures du gouvernement. Ceci amusa certains membres de la "Commission", ce qui ne plut pas au président. Je crois que nous avons réussi à faire admettre que nous représentions un grand nombre de femmes, et pas seulement celles qui se retrouvent dans des groupes organisés. Certains des députés étaient visiblement déroutés par le fait qu'ils ne pouvaient pas, comme ils en avaient l'habitude, déterminer quelle était notre force. Ils étaient encore plus déroutés par notre apparence et notre comportement. Aucune de nous ne s'était habillée spécialement pour l'occasion; nous répondions aussi poliment que nous pouvions, mais nous refusions de nous montrer impressionnées par eux ou par les circonstances.

Le président nous dit que dans la Campagne pour les allocations familiales, nous faisons beaucoup de bruit pour rien; n'avions-nous donc pas lu le "discours du budget" où il est dit que la situation des femmes n'empirerait pas avec les nouvelles mesures? Nous lui avons dit que nous avions lu ce discours et qu'il ne contenait aucune garantie au sujet des allocations familiales. Il nous répondit que nous aurions dû savoir que la "Commission" avait l'intention de proposer les "crédits universels pour les enfants à charge". Nous avons demandé ce qu'ils entendaient par là, puisque le "crédit pour les enfants à charge" doit faire référence au "crédit fiscal" pour les enfants, mentionné dans le "Papier

vert”; un “crédit fiscal” ne peut par définition être universel, puisque tout le monde ne sera pas compris dans le système des “crédits fiscaux”.

Clark répondit que cette indemnité *serait* universelle et qu’il était clair que nous n’avions pas lu le “Papier vert”. Nous avons commencé à nous demander s’il l’avait lu lui-même. Il se montrait vraiment très grossier. Nous lui avons dit clairement que nous avons étudié le “Papier vert” et que celui-ci n’était pas ambigu sur le fait que les “crédits pour les enfants à charge” seraient des “crédits fiscaux” que tout le monde ne recevrait pas. Ensuite, Barbara Castle intervint et expliqua que la “Commission” proposait quelque chose de différent que le “Papier vert”; elle proposa des “crédits universels pour les enfants à charge” qui seraient vraiment universels et donc semblables aux allocations familiales (nous nous sommes alors demandées pourquoi ils en changeaient le nom si c’était la même chose). Le président nous répondit que si nous avions lu les rapports déjà présentés à la “Commission” et les discussions qui avaient suivi, nous saurions déjà tout cela. Nous avons répondu que nous avons été convoquées pour donner notre avis sur le “Papier vert” et non sur ce que la Commission avait discuté depuis sa publication, que nous ne savions pas qu’il était possible d’obtenir les procès-verbaux de la Commission et qu’en tant que groupe de femmes ordinaire, nous ne passions pas tout notre temps à suivre ce que la Commission faisait chaque jour.

A ce moment-là, le président se mit en colère et nous dit avec force que nous étions venues ici pour répondre à leurs questions:

“Je tiens à préciser que cela n’est pas une discussion. C’est une séance de questions et réponses, et je vous demande seulement de répondre aux questions qu’on vous pose. Vous pouvez, bien sûr, ajouter vos commentaires; mais si deux ou trois personnes parlent à la fois, cela ne peut qu’amener des difficultés.”

Mais bien sûr, la raison pour laquelle nous avons essayé d’établir ce qu’ils entendaient par “crédits universels pour les enfants à charge” était qu’il nous fallait absolument savoir ce qu’ils pensaient, tant par rapport à la Campagne, que pour pouvoir répondre aux questions qu’ils nous avaient envoyées. Néanmoins, ils prenaient pour du sans-gêne nos tentatives de comprendre ce qu’ils pensaient.

Après cette discussion sur les “crédits universels pour les enfants à charge”, ils nous posèrent des questions sur les gains des femmes mariées, à propos desquelles nous avons aussi fait un rapport. Mais ils ne posèrent plus aucune des questions envoyées à l’avance sur les allocations familiales. En fait, Clark leva la séance en hâte.

On nous avait à peine donné le temps de présenter notre dossier. Une femme fit remarquer qu'on ne nous avait pas donné l'occasion de répondre aux questions qui nous avaient été envoyées à l'avance et auxquelles nous avions préparé des réponses si soigneuses ! Mais Clark nous dit qu'ils nous avaient assez entendues et mit fin à la séance. Ils se levèrent tous pour partir; c'était fini.

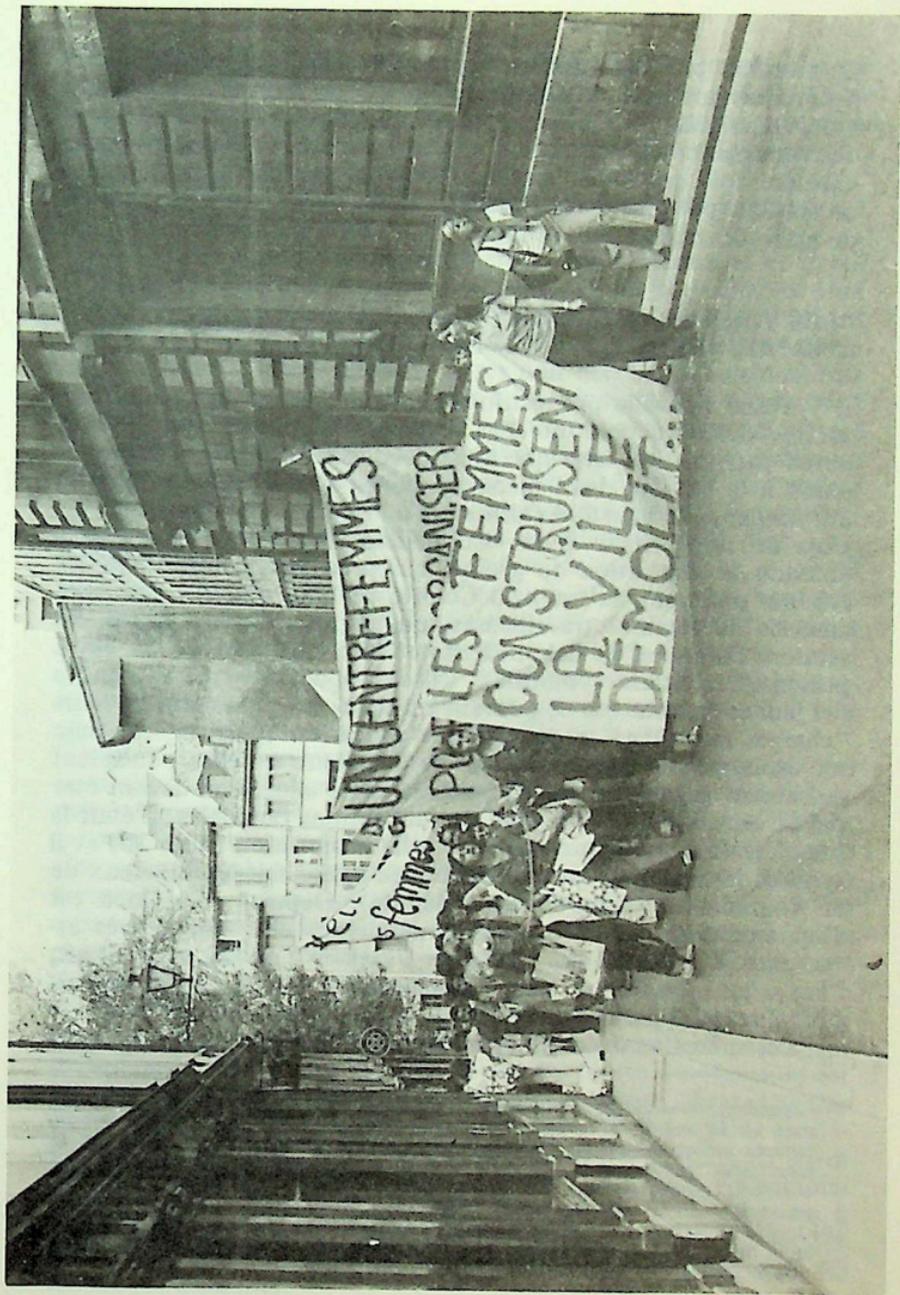
Nous avons au moins découvert qu'on peut se procurer les procès-verbaux de certaines séances de la "Commission" et ainsi savoir où ils en sont.

AURIONS-NOUS GAGNE QUELQUE CHOSE ?

L'idée du "crédit universel pour les enfants à charge" était venue du groupe d'études gouvernementales pour le "système des crédits fiscaux", groupe qui est composé de fonctionnaires du département de la santé et de la sécurité sociale et du département des finances. Ce qu'ils veulent exprimer, c'est que toutes les familles qui reçoivent maintenant les allocations familiales devraient recevoir les "crédits fiscaux" proposés pour les enfants à charge. Comment en sont-ils arrivés à recommander quelque chose qui sape un des principes centraux du "Papier vert", nous ne le savons pas précisément. Mais je pense que c'est, pour beaucoup, parce qu'ils ont compris que les femmes n'allaient pas accepter les mesures proposées. Ils ont donc suggéré une solution qui reprend les termes du "Papier vert" et dont seul un examen attentif montre qu'ils sont en contradiction avec son contenu.

De toute façon, il semble probable que la "Commission spéciale" recommandera, dans son rapport, que les "crédits pour les enfants à charge" soient universels et soient répartis entre le père et la mère à peu près dans les mêmes proportions que le sont les prestations actuelles pour les enfants (le père bénéficie d'une déduction du revenu imposable et la mère reçoit une prestation en argent: l'allocation familiale). Ceci serait une victoire importante. Nous avons probablement réussi à stopper leur tentative de relier plus étroitement les prestations au travail salarié hors de la maison pour "discipliner" les gens en les forçant à prendre un tel travail. Et nous avons stoppé leur tentative de payer les prestations à travers l'employeur du mari.

Mais nous n'avons pas encore gagné nos autres revendications pour



un montant plus élevé (note 9), pour que les allocations familiales demeurent un droit statutaire, pour que le montant soit rendu indépendant du revenu, c'est-à-dire non imposé ou non soustrait des versements à l'assistance. De plus, ce n'est certainement pas la dernière fois que nous verrons l'Etat essayer d'utiliser certaines prestations pour nous contrôler. Ils sont déjà en train de planifier de nouvelles manières de le faire.

“LES VERSEMENTS POUR CHARGE DE FAMILLE”: UNE NOUVELLE TENTATIVE DE CONTROLE

Il y a une nouvelle proposition dans l'air: payer aux mères une somme dérisoire pour qu'elles restent à la maison avec les très petits enfants. Je pense que nous devons considérer cette proposition à la lumière des “encouragements” prodigués aux femmes à travailler aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur de la maison.

Lors de notre visite à la “Commission spéciale”, nous avons entendu la déposition du groupe qui précédait le nôtre. Quatre femmes parlèrent au nom du Comité unitaire national des associations de femmes travailleuses, qui regroupe, entre autres, les sections féminines du Labour Party et de la TUC (NdT: TUC est la principale centrale syndicale). Elles proposaient que les mères des jeunes enfants, qui ne peuvent travailler dehors à cause de leurs “charges familiales”, reçoivent une allocation considérée comme un droit, pour compenser la perte de salaire qu'elles pourraient autrement gagner hors de la maison; cette allocation devrait être payée séparément et en plus des allocations familiales. C'était la première fois que j'entendais une telle proposition (note 10) et il apparut immédiatement que cette idée intéressait les Libéraux de la Commission (John Pardoe, député). Depuis, cette idée est réapparue plusieurs fois. A première vue, elle semble très attrayante. L'éditorial du “*Sunday Observer*” du 22 avril titrait: “Payer les mères pour rester à la maison”. L'article traitait du problème des gardes d'enfants non enregistrées, puis il disait:

“Les mères sont en général forcées d'aller travailler au dehors

9) Cependant, nous avons l'impression d'être sur le point de gagner au moins un peu plus. Le 23 mai 1973, le Chancelier de l'Echiquier, s'adressant à la Conférence des femmes conservatrices, dit qu'avec le système des “crédits fiscaux”, les mères ne recevraient “pas moins, et peut-être plus”. Il promet aussi que l'argent serait versé comptant, chaque semaine, à toutes les mères, c'est-à-dire que ce serait un “crédit universel” (voir le “*Guardian*” ou le “*Times*” du 24 mai).

10) Quoiqu'il paraît qu'à une réunion au sujet du “Papier vert” à Conway Hall (Londres), le 26 février 1973, Mollie Meacher du Child Poverty Action Group a fait une proposition semblable. Elle et Michael Meacher sont mari et femme.

pour des raisons purement économiques, beaucoup d'entre elles n'étant pas entretenues par leur mari. Une des manières de traiter ce problème serait de les payer pour rester à la maison et s'occuper de leurs enfants en leur versant une allocation non imposée pour les "charges familiales".

Mais le 30 avril 1973, Michael Meacher (du Labour Party) disait à la Chambre des Communes:

"Ce que l'équité impose maintenant vigoureusement et explicitement, c'est qu'on accorde des prestations pour charges d'un foyer aux femmes qui n'ont pas d'emploi, mais qui s'occupent à la maison de jeunes enfants ou d'handicapés. Si ces prestations étaient fixées à quatre livres non taxées par semaine, cela coûterait 850 millions de livres à l'Echiquier. Mais on pourrait très facilement financer ces prestations en supprimant les déductions de mariage sur le revenu imposable aux épouses qui n'ont ni emploi ni charges familiales, ce qui ferait économiser 750 millions de livres à l'Echiquier (Ministère des Finances)."

Que signifie cette proposition ? La première chose à dire, c'est qu'il ne s'agit pas là d'une proposition de salaire pour le travail ménager: ce serait mettre cette revendication au plus bas prix. Il est clair pour eux, comme il est clair pour nous, que la Campagne pour les allocations familiales a été au-delà de la simple revendication d'allocations familiales et a permis à de nombreuses femmes d'exprimer ouvertement leur mécontentement dû à leur situation de travailleuses non salariées à la maison.

Diverses études concernant le travail non salarié des femmes dans la maison et l'économie ont apporté un soutien objectif à ce mécontentement. Un article de "New Society" (10 mai 1973), intitulé "Pouvoir des femmes", cite une enquête entreprise par le Conseil national des femmes. D'après cette enquête, les femmes travaillent 75 heures par semaine dans les foyers où il y a des enfants, pour tenir la maison et faire la cuisine; dans les foyers sans enfants, elles travaillent 40 heures par semaine. Ce rapport a été envoyé à la "Commission spéciale".

Michael Meacher suggère de donner quatre livres par semaine aux femmes qui ont de *très petits* enfants. Des estimations provenant de milieux conservateurs montrent que les mères d'enfants de cet âge travaillent au moins 80 heures par semaine; l'Etat propose donc de les payer cinq pences de l'heure. D'autre part, en déduisant les 40 heures de travail consacrées au travail ménager autre que le soin aux enfants ou aux bébés comme le veut vraisemblablement Meacher, on arrive à une paye royale de dix pences à l'heure. Et on trouvera facilement cet argent aux dépens des ménagères qui n'ont pas d'enfants (celles qui ne font que 40 heures par semaine).

En outre, à un moment où l'on fait des pressions sur les femmes pour les forcer à entrer dans le "marché du travail", ces propositions pourraient être utilisées contre les femmes pour garantir qu'elles aillent "travailler au dehors". Dès qu'un enfant serait assez grand pour aller à l'école, l'Etat retirerait l'allocation: et si une famille avait pris l'habitude d'avoir ces quatre livres supplémentaires, il lui serait très difficile de s'en passer du jour au lendemain.

Des femmes seraient donc forcées de prendre un emploi — souvent n'importe quel emploi minable — dès que l'Etat le voudrait. Et si l'Etat retirait les allocations dès qu'une crèche serait disponible, de nombreuses mères seraient effectivement obligées d'y laisser leurs enfants, qu'elles le veuillent ou pas.

Il est bien évident que le travail d'une femme dans la maison n'est pas terminé quand les enfants vont à la crèche ou au jardin d'enfants. Mais la proposition d'une allocation pour les charges familiales apparaît de plus en plus souvent, et nous devons donc avoir une proposition claire à ce sujet. Une des femmes de notre délégation à la "Commission spéciale" faillit proposer une mesure semblable au gouvernement en répondant à des questions concernant le système fiscal général décrit dans le "Papier vert". Je n'ai pas rapporté la discussion à ce sujet, mais je tiens à mentionner cet incident, car je pense qu'il illustre bien de quelle manière nous finirions par formuler des propositions qui peuvent être utilisées contre nous, si nous passions trop de temps à réfléchir comment nous allons nous adresser à l'Etat et quelles propositions celui-ci trouverait peut-être acceptables. Presque toutes celles qui ont préparé le rapport pour la "Commission" et qui firent partie de la délégation pensaient que nous devions clarifier les bases de nos objections au projet du gouvernement, mais éviter de faire des propositions alternatives à l'intérieur de leur cadre de références, parce que nous ne voulons pas les aider à nous gouverner.

QUE VOULONS-NOUS?

Les propositions qu'ils font nous limitent toujours et encore. Les revendications que nous faisons devraient être pour des choses qui nous aident à briser les rôles et les structures qui nous enferment. Aucune revendication ni groupe de revendications ne peut exprimer tout ce que nous voulons. Mais la Campagne pour les allocations familiales a exprimé notre désir d'indépendance financière vis-à-vis des hommes d'une nouvelle manière. Nous savons combien l'indépendance économique est importante si nous voulons vivre

nos propres vies et si les hommes veulent avoir la possibilité de bouger sans ce poids d'avoir à nous entretenir. Dans le passé, les revendications d'argent pour les femmes ont été exprimées d'une manière qui nous a simplement amenées à travailler plus. Il s'agissait de trouver un emploi hors de la maison sans remettre sérieusement en question le travail que nous faisons dans la maison et qui est resté notre travail invisible. La Campagne pour les allocations familiales a donné une expression pratique à l'idée que l'Etat devrait payer toujours plus le travail que les femmes font déjà, le travail *dans* la maison.

Nous avons commencé à comprendre le rôle capital du travail ménager dans l'économie et combien l'Etat résiste à payer cette énorme quantité de travail invisible. Si cela ne fait pas partie de leur programme, ce n'est pas une raison pour ne pas le mettre sur le nôtre. Revendiquer de se faire payer pour ce travail peut amener à deux choses: viser à nous apporter l'indépendance économique sans nous apporter plus de travail, et en même temps, remettre en question l'idée que s'occuper de la maison n'est qu'une expression "naturelle" de notre féminité, notre manière à nous d'avoir des liens avec les enfants et les hommes. Cela met en avant le fait que les ménagères, en s'occupant des hommes et en élevant les enfants, travaillent pour le capital.

La menace sur les allocations familiales, sur le petit peu d'argent que les femmes reçoivent de l'Etat, a mis en lumière l'importance de cet argent pour les femmes. Qu'une si petite somme d'argent soit si importante nous donne quelque idée de la différence que cela ferait si nous pouvions obliger l'Etat à nous payer un véritable revenu au lieu d'une misérable allocation.

Juin 1973

POSTFACE, SEPTEMBRE 1973: COMMENTAIRES SUR LES PROPOSITIONS DE LA "COMMISSION SPECIALE"

Le rapport de la "Commission spéciale" fut publié le 19 juin 1973. Un grand nombre de ses recommandations (entre autres, celles qui traitaient des modifications du paiement des allocations familiales) ont été acceptées par le gouvernement.

Le rapport dit que le système des "crédits fiscaux", tel qu'il est décrit en substance dans le "Papier vert", devrait être mis en oeuvre, mais avec quelques modifications. Ces dernières sont, pour la plupart, relatives à la proposition des "crédits fiscaux" pour les

enfants à charge; et il ressort clairement de ce rapport que la plupart des objections faites au système des "crédits fiscaux" se rapportaient à ce problème.

Le rapport recommande:

- 1) que tous les crédits pour les enfants à charge soient payés à la mère;
- 2) que la mère reçoive les crédits aussi pour le premier enfant;
- 3) que ces crédits soient payés à *toutes* les mères (que le mari entre ou pas dans le système des "crédits fiscaux");
- 4) que les versements soient faits en argent comptant par la poste.

De fait, ils ont décidé que les allocations familiales doivent être maintenues sous un nom différent, afin qu'elles apparaissent comme faisant partie du système des "crédits fiscaux". Mais le paiement *universel* du crédit pour les enfants à charge est tout à fait contradictoire avec le projet original, qui prévoyait de ne les attribuer qu'aux familles qui entrent dans le système, c'est-à-dire aux familles de salariés ou de ceux qui sont à l'assurance nationale (les assurés sociaux). Ces indemnités n'étant plus liées au revenu, ce ne sont en aucune manière des "crédits fiscaux".

Ainsi, nous avons gagné beaucoup de ce que nous demandions. Les allocations familiales sont maintenues telles quelles, sauf leur nom (bien qu'elles ne soient plus une prestation statutaire); l'argent sera versé à *toutes* les femmes par les bureaux de poste, pour tous leurs enfants, y compris le premier, et les hommes ne seront pas directement imposés sur cet argent. De plus, *si* le montant suggéré de deux livres par semaine est adopté, les femmes vont toucher plus d'argent.

Par contre, les mères à l'assistance qui vont recevoir les versements comme n'importe qui d'autre verront cette somme déduite des versements de l'assistance, selon les règlements de l'assistance publique. Elles n'auront donc pas plus d'argent et seront toujours soumises aux "encouragements" à trouver un travail à l'extérieur en plus du travail à la maison (voir plus haut). Cependant, les mères dont on a supprimé les versements de l'assistance pour des raisons de "cohabitation" auront au moins cette petite source de revenus, puisque le versement des indemnités pour les enfants continuera indépendamment des versements de l'assistance sociale. L'opposition principale au "Papier vert" est venue des femmes qui refusaient de voir disparaître les allocations familiales. La proposition qui consistait à limiter le paiement de cette prestation était une partie importante du système de taxation, et elle a été définitivement éliminée. Mais d'autres aspects régressifs du système des "crédits fiscaux" demeurent, parce qu'il n'y a pas eu d'opposition générale au système. L'augmentation des paiements aux femmes

se fera aux dépens des hommes (de nombreux hommes verront leur paye diminuée parce qu'ils perdront leur possibilité de déduction pour les enfants à charge sur le revenu imposable). Bien sûr, il plaît au gouvernement de dresser les hommes contre les femmes et de diviser le mouvement d'opposition à leurs propositions. Mais si les hommes s'étaient organisés *avec nous*, ensemble, nous aurions pu obtenir qu'ils conservent cet argent *et* que nous obtenions une augmentation. De cette manière nous aurions rejeté beaucoup plus totalement le système. Tant les hommes que les femmes vont souffrir des désavantages du nouveau système. Par exemple, toutes les prestations de l'assurance nationale seront imposées, de l'allocation-maternité aux prestations de maladie, pour les hommes et les femmes. Il devient évident que ce nouveau système "simplifié", "unifié" sera très facile à manipuler par le gouvernement.

Nous n'avons pas pu tout faire. A la suite d'une campagne offensive, nous avons au moins obtenu une importante victoire défensive. Alors qu'ils voulaient économiser sur les prestations sociales, ils n'ont pas pu toucher aux allocations familiales, parce que les femmes ont dit: "Bas les pattes, ceci est l'argent des femmes! Nous voulons plus, et non pas moins!"

Mother-Led Union, "le syndicat mené par les mères"

Frances Gregory, Toronto (Canada), avril 1975

Le Mother-Led Union s'est constitué sur trois revendications initiales.

Premièrement: *la parité avec les parents nourriciers* (1). Si cette revendication aboutissait, les femmes à l'assistance recevraient plus d'argent que ce qu'elles reçoivent actuellement. Bien que le gouvernement prétende qu'il paie les parents nourriciers juste assez pour qu'ils puissent s'occuper des enfants placés chez eux, il est tout à fait évident qu'il les paie parce que s'occuper d'un enfant, *c'est du travail*; et aucune femme ne voudrait s'occuper des

1) On appelle "parents nourriciers" (forster parents) les familles qui prennent en pension des enfants sous tutelle de l'Etat.

enfants de quelqu'un d'autre sans être suffisamment payée. Preuve en est que le gouvernement paie les parents nourriciers jusqu'à trois fois plus par enfant que les femmes à l'assistance. Mais étant donné que s'occuper de ses propres enfants, c'est tout autant de travail, les femmes à l'assistance veulent désormais être bien payées pour ça, elles aussi.

La deuxième revendication: pour un gain maximum plus élevé (sans qu'on n'enlève rien aux allocations). Désormais, le gouvernement devrait autoriser les femmes à l'assistance, qui veulent prendre un deuxième travail hors de la maison, à gagner plus, sans pour autant leur ôter un "pence" de leurs allocations. L'aspect positif de cette revendication, c'est que de nombreuses femmes à l'assistance travaillent *déjà* à temps partiel, et que le MLU peut ainsi exiger qu'elles soient très bien payées pour *ce travail-là* aussi. Cependant, c'est une revendication par rapport à laquelle nous devons être très prudentes. Car il n'est pas exclu que le gouvernement profite de l'occasion pour faire de belles économies en autorisant les femmes à l'assistance à gagner plus d'argent dans un travail hors de la maison. Cependant, si le MLU gagnait la parité avec les parents nourriciers, les femmes ne seraient plus obligées de travailler à l'extérieur dans des emplois minables. Si elles voulaient donc de l'argent supplémentaire, elles pourraient l'obtenir *en plus* d'un minimum vital qu'elles recevraient de l'assistance.

La troisième revendication concerne des crèches gratuites, contrôlées par les usagers, ouvertes à toutes les femmes. Les femmes ne veulent pas forcément mettre leurs enfants à la crèche afin de pouvoir prendre un second travail, mais elles *aimeraient* avoir la possibilité de faire garder leurs enfants pour des moments aussi longs ou aussi courts qu'elles le désirent. En d'autres termes, elles veulent pouvoir *choisir*: prendre un second travail ou pas, avoir de temps en temps un après-midi pour elles, aller faire des courses toutes seules.

Le vendredi 7 mars 1975, la veille de la Journée internationale des femmes, le MLU fit sa première manifestation et présenta publiquement ses revendications au gouvernement de l'Ontario. Cent cinquante femmes du MLU et leurs enfants, des femmes du Collectif pour le salaire pour le travail ménager de Toronto, des femmes du Wages Due Collective (littéralement: "salaire dû"), des femmes du Rassemblement pour les crèches et d'autres femmes se rassemblèrent par une bise glaciale, la première de l'hiver, devant les bâtiments législatifs. Dans un tintamarre terrible, elles se dirigèrent vers un des bureaux du gouvernement. La plupart portaient des pancartes: "Si les femmes étaient payées pour

tout le travail qu'elles font, quelle masse d'argent il faudrait leur verser!" "Femmes à l'assistance, femmes célibataires, femmes mariées, même combat, salaire pour le travail ménager!" "Davis (nom du premier ministre) mange trop bien!", et au-dessous de ce slogan figurait le dessin d'un cochon. Beaucoup d'autres pancartes exhibaient le poing levé.

Nous, les femmes des deux collectifs pour le salaire pour le travail ménager (Collectif pour le salaire... et Wages Due Collective), nous avons distribué un tract dans lequel nous disions pourquoi nous pensions que la lutte du MLU était importante pour toutes les femmes. De nombreuses femmes ont pris des tracts pour en donner à leurs amies. D'autres ont mis sur leur veste les badges "Salaire pour le travail ménager" que nous avons apportés.

Quand nous sommes entrées dans la salle de réunion, les officiels du gouvernement chargés de nous rencontrer devinrent pâles. Ils attendaient cinquante femmes silencieuses et timides, et à la place, ils trouvèrent trois fois plus de militantes en colère avec leurs enfants qui hurlaient. Trois femmes du MLU lurent leurs revendications au gouvernement. Et ces femmes ne demandaient pas moins que le salaire pour le travail ménager.

Jane Lance déclara: "N'est-ce pas du travail que nous faisons dans la maison: Oui, nous faisons du travail: nous faisons la cuisine, nous couchons, nous réglons les conflits, nous maternons, nous "paternons", nous faisons la lessive, etc... Et je pourrais continuer la liste pendant une heure. Nous travaillons environ 16 heures par jour sans être payées. Nous aimerions savoir comment nous sommes censées faire notre travail, le travail le plus important au monde, selon nous, le travail de mère, si nous n'avons pas un revenu correct".

Et Joan Clark continua: "Si le "travail" était la solution pour arriver à ne plus dépendre de l'assistance, il n'y aurait aucune mère à l'assistance!" Elle ajouta: "Lorsqu'une femme prend un second travail hors de la maison, elle est "promue", du rang de "simple ménagère", à celui de "pauvre femme qui travaille"... Donc lorsque nous discutons du "Revenu annuel garanti", nous voulons savoir quelle part du gâteau vont recevoir les femmes de ce pays. Nous aurions intérêt à veiller à ne pas nous laisser dresser les unes contre les autres. Qu'une femme décide de travailler à la maison ou de prendre un second travail, elle recevra le même nombre de "cacahuètes". Le nombre de "cacahuètes" qu'elle reçoit ne dépend pas de la quantité de travail qu'elle fait; si tel était le cas, les mères qui pratiquent le double travail (les "pauvres femmes qui travaillent") recevraient deux salaires; et les trois millions et demi de mères avec leurs enfants, presque la moitié de la population du

Canada, ne seraient pas le secteur nécessairement le plus vaste et le plus négligé du Canada”.

Puis ce fut aux officiels de prendre la parole, et c'est là qu'on commença à rigoler. Le gouvernement avait terriblement sous-estimé notre force. Si bien que les deux types qui devaient nous répondre avaient reçu la consigne d'“accepter” rapidement notre cahier de revendications et de quitter la salle sans faire de commentaire. Mais les femmes ne l'entendaient pas de cette oreille. Elles commencèrent à chahuter et à crier: elles exigeaient une réponse immédiate à leurs revendications. Une femme se leva pour demander pourquoi le gouvernement envoyait toujours des personnes incompétentes pour traiter avec les femmes... Une autre demanda pourquoi son fils, ayant atteint l'âge de seize ans, n'était plus considéré comme enfant à charge, mais comme “pensionnaire”. Lorsqu'un garçon de dix ans vivant avec sa mère se leva pour demander avec colère pourquoi un enfant “placé” recevait deux dollars par semaine, alors que lui ne recevait aucun argent de poche, vu que sa mère n'avait pas les moyens de lui en donner, les officiels, de désespoir, levèrent les bras au ciel et dirent qu'ils avaient un autre rendez-vous. Quelqu'un les a entendus dire, alors qu'ils parlaient: “Mon Dieu, après ce que nous venons de subir, nous devrions demander congé pour lundi!”

Le sens de cette manifestation, dans laquelle nous avons toutes pu mesurer notre pouvoir, n'a échappé à personne. Et il est certain que, quand nous aurons lutté pour le salaire pour le travail ménager et que nous l'aurons gagné, personne ne nous fera retourner dans nos maisons.

Nous ne voulons pas un salaire pour rester ce que nous sommes ou redevenir ce que nous étions : des ménagères enfermées entre quatre murs, s'oubliant elles-mêmes, et déprimées. Cela ne se passera pas ainsi. Nous refusons d'avoir si peu confiance en nous : quand nous aurons nos propres moyens de subsistance, sans qu'ils soient dépendants de notre état-civil (mariée, célibataire, divorcée...), nous pourrions déployer aisément certains de ce qu'ils ont appelé nos "défauts" : si on cherche à nous contrôler, nous tricherons ; si on cherche à nous rentabiliser, nous ferons valoir que la rentabilité est injuste quand il s'agit de prendre soin des autres. Nous aurons plus d'argent : nous gâterons nos enfants et ils exigeront tout tout de suite. Quand nous aurons la tête libre de soucis d'argent, nous nous découvrirons beaucoup d'imagination, nous aurons plus envie de sortir, d'aller voir nos copines, de fourrer notre nez partout où nous sommes concernées ; nous nous sentirons plus fortes pour faire passer notre point de vue à l'usine, au travail, partout où nous irons. Nous refuserons ensemble le contrôle et la rentabilité, nous découvrirons des façons de nous organiser pour que le travail ménager soit enfin soutenu. Si on refuse de nous augmenter, nous irons ensemble occuper le bureau qui nous paie ; nous pourrions nous recycler et nous apprendre des choses les unes aux autres ; nous imposerons nos conditions de travail ; nous donnerons à notre insubordination de femmes les infrastructures et l'extension nécessaires pour que nous puissions enfin de nouveau trouver le temps et le plaisir de vivre.

Joséphine
Genève 1977

France

Le mouvement des femmes en France, c'est un MLF déchiré, tourmenté, parisien, avec de multiples tendances, et dont bien des gens se plaisent à annoncer la mort de temps à autre.

Mais c'est aussi de nombreuses grèves et occupations menées par des femmes et dont nous avons fait une liste non exhaustive au printemps 1976: grève dans les grands magasins Mammouth à Rennes, grève des dactylos de "La Paternelle" à Paris, Cerizay, Everwear et Grandin, bref, la liste n'en finit pas.

A certains moments, il y a contact important entre ces deux courants (meeting à la Mutualité concernant les Crimes contre les femmes, journées sur le Viol, etc.). Mais de quelle portée sont ces contacts? C'est difficile à dire.

Cette partie contient trois textes:

DISCUSSION AVEC LES FEMMES DE LIP

Des centaines de femmes ont lu la brochure "LIP au féminin". Si le but de cette brochure était, entre autres, de susciter un débat entre "féministes" et "ouvrières", on peut dire qu'avec nous, ça a bien marché! Nous avons tout de suite eu envie de confronter notre perspective politique avec ces femmes-là. Nous voulions lancer notre théorie politique qui nous semblait si juste dans le collectif des femmes de LIP pour voir comment elle en ressortirait. Nous sommes donc allées les voir.

LA LUTTE DES FEMMES ALGERIENNES A PARIS

Même si c'est à une petite échelle et sur des objectifs restreints, des femmes émigrées pratiquent la démarche des "emmerdeuses" américaines ou anglaises, faisant valoir leurs droits en tant que mères, ne faisant jamais cadeau d'un seul centime à une administration, se passant d'intermédiaires et pratiquant l'action directe.

LA POLITIQUE FAMILIALE SELON GISCARD, OU LE BONHEUR A 1200 FRANCS PAR MOIS

Ce texte a été écrit au printemps 1976, après que le gouvernement français eût annoncé à grand fracas le "salaire pour les mères isolées". Nous faisons les comptes et nous mettons sous la loupe le gadget à Giscard.

Discussion avec les femmes de LIP

Collectif l'Insoumise, Genève, septembre 1975.

Nous avons pris contact avec les femmes qui avaient écrit la brochure "LIP au féminin". Dans celle-ci, elles mentionnent bien le travail du ménage, mais toujours du point de vue de l'usine, considérée comme lieu de lutte privilégié, parce que rassemblant les femmes dans un même endroit.

Déjà lors de notre premier contact avec elles, par lettre, nous nous présentions comme des femmes regroupées autour d'une perspective: le salaire pour le travail ménager. Nous ne venions pas seulement pour admirer la lutte qu'elles avaient menée dans leur usine, mais nous voulions nous confronter avec elles.

Nous avions bien dans l'idée que toute la problématique du travail non-payé que nous faisons à la maison, si elle n'apparaissait pas clairement dans la brochure ni dans la lutte sur le terrain de l'usine, devait pourtant être un écueil auquel les femmes de LIP s'étaient heurtées.

Nous rapportons tels quels les moments de notre discussion du samedi 11 septembre 1975 à Besançon, discussion que nous avons enregistrée puis tapée à la machine; ceci explique pourquoi le style est si direct et parfois même plus! Y participaient: quatre femmes de LIP, trois femmes bretonnes venues là pour discuter (employée aux PTT, employée à la COOP, etc.), quatre femmes du Groupe salaire ménager de Genève. Très souvent, la discussion n'a rien à

voir directement avec le salaire ménager; nous la rapportons pourtant quand elle nous semble intéressante, en tant que point de vue de femme sur la lutte chez LIP, par exemple.

Précisons encore que, parmi les positions que nous rapportons ici, il en est de très nombreuses que nous ne partageons pas du tout. Mais espérons que cela apparaisse dans le débat lui-même.

Violette: Nous, on va faire l'avocat du diable... les avocates du diable... Car on est pour une autonomie féroce de la femme, de la lutte des femmes. Les femmes, c'est vachement important, si on prend au sérieux qu'on a un corps qui fait des enfants, qu'on a les problèmes de l'avortement et de la contraception, et qu'on est toutes des ménagères. Car on peut bien aller à l'usine, et même avoir des crèches, mais avant tout, on est toujours des ménagères. On s'occupe de la maman malade, de la vieille tante, on s'occupe... ça revient à nous. Et dans les entreprises, c'est nous qu'on fout dehors en premier, et on se retrouve au ménage à essayer de gérer un budget lamentable.

Pour notre première condition, celle de ménagère, personne ne nous a jamais donné un rond, vraiment jamais. Ça, c'est une condition d'esclave. Un ouvrier doit travailler, se soumettre à un patron, mais il reçoit du fric là contre. Tandis que nous, on est soumises à tous, et on prend pas une brique.

Nous, ce qui nous intéressait en venant ici, c'était de pouvoir discuter du salaire ménager. Mais pas du tout dans le sens qu'on va aller demander à Giscard ou à je ne sais pas qui 500 francs pour rester tranquilles dans nos maisons. On veut plus, et on ne va pas avoir ça si facilement. Le salaire ménager, c'est une lutte, ça fait sortir les femmes des maisons, ça les laisse pas dedans... C'est surtout une théorie pour le moment!

Fatima: C'est pour la reconnaissance du travail ménager?

Michèle: Pour le moment, on fait toutes tout. Quelle que soit notre fonction à l'extérieur de la maison, à la limite qu'on soit femme de cadre, étudiante, ouvrière, c'est un boulot qu'on fait au niveau de l'entretien de la baraque, de soi-même, d'autres personnes. Même si on habite avec des hommes progressistes, dans des communes, etc..

En plus, c'est un travail productif, sans lequel... Ça reproduit la force de travail. Et c'est jamais considéré que ça se passe tout le temps entre quatre murs. Chacune est isolée.

Barbara: Si les hommes travaillent dans les usines, ça peut seulement se faire parce qu'il y a des femmes derrière.

Fatima: Pour nous, c'est surtout situé au niveau de la boîte. Mais quelques-unes essaient de participer à des groupes à l'extérieur.

De toute façon, c'est un rêve, le salaire ménager. Tout le monde est d'accord.

Barbara: Non, c'est une lutte!

Fatima: Non, c'est un rêve, les travailleuses ne le vivent pas...

Violette: C'est terrible: dans l'usine, la femme est là. Et tu discutes avec elle, et *sa tête est à la baraque*. Elle est avec le gamin malade, avec la bouffe qu'elle va faire le soir.

Alice: Pendant la lutte, ça a été un combat à tous points de vue. C'est vrai: avec la famille, ça a été terrible. A partir du moment où on a choisi d'entrer dans l'illégalité, on était coupé de tout le monde. Plus personne ne nous comprend par rapport aux enfants, et par rapport aux maris. Vous vous absentez: vous couchez avec qui?

Fatima: Oui: vous couchez avec qui!

Alice: On peut pas s'imaginer les problèmes qu'il y a, faut y être pour y croire. On était motivées, parce qu'on en avait vraiment ras-le-bol de cette situation de licenciements chez LIP.

Violette: Quand vous aviez des problèmes avec vos gosses ou vos maris, vous vous êtes débrouillées chacune individuellement ou vous avez réussi à discuter ça ensemble et à vous soutenir dans vos familles? C'est là que c'est quand même important.

Fatima: Non, on n'a pas réussi. On n'en parle pas du problème avec la famille. Pendant le conflit, on n'en a jamais parlé ensemble.

Alice: Il y a eu des femmes qui ne venaient pas tous les jours, au temps du conflit, et qui disaient: hier soir, j'ai eu une scène avec mon mari.

Fatima: Ça se faisait comme ça, individuellement, de bouche à oreille.

Renée: Vous avez eu des problèmes?

Fatima: Ah oui, moi j'en ai eu avec mon mari, de toute manière.

Françoise: Moi, j'ai pas foutu les pieds chez mon frangin depuis 73!

Alice: Moi, j'ai pas revu mon frère non plus depuis le conflit. Il est bijoutier...

Fatima: Hier, dans mon atelier, on a parlé du salaire. J'ai téléphoné aux filles pour leur dire que vous veniez, on a parlé de ce salaire ménager. On est un petit atelier de 18 personnes, dont 18 filles!

Barbara: Et qu'est-ce qu'elles disent du salaire ménager?

Fatima: Oh, c'est très variable. Sur le salaire pour la mère au foyer, il y en a qui sont contre.

Barbara: Oui, mais sur le salaire ménager?

Plusieurs: Je ne vois pas tellement la différence.

Françoise: Alors ce serait une indemnité que vous demanderiez pour toutes les femmes?

Renée: Il y a aussi des hommes qui font ce travail. S'ils le font, ils doivent aussi être payés.

Violette: S'ils se prennent le salaire ménager, tant mieux pour eux. Mais quand on a reconnu qu'on fait un travail et qu'on n'est pas payé pour, qu'on est dans une condition d'esclave en tant que ménagère, une fois dit ça: *soit tu t'en fous, soit tu dis que c'est un scandale, et tu cherches un point d'accrochage pour la bagarre*. Si on commence un peu à utiliser le salaire ménager comme une arme, on réussira bien à se faire comprendre! En Angleterre, avec la lutte sur les allocations familiales, les femmes ont compris deux ou trois choses allant dans ce sens.

Fatima: En même temps, les filles de mon atelier sont vachement d'accord avec le salaire ménager, mais comme tu le présentes, elles voient deux choses. *Elles veulent pas qu'on donne le salaire ménager uniquement aux femmes qui ont des gosses. Ça, ça concerne les allocations familiales*. En plus, elles disent: on serait d'accord, mais *on veut la reconnaissance totale du travail ménager, avec retraite*. Et même, ça allait plus loin: *elles disent que même les femmes qui travaillent (à l'extérieur) devraient pouvoir avoir le salaire ménager!*

Barbara: C'est bien notre idée. Car même les femmes qui travaillent à l'extérieur font du travail ménager.

Fatima: Moi, je suis tout à fait contre, parce que c'est encourager les femmes à rester chez elles, et c'est donc jouer le jeu du système.

Violette: Si tu arrives à te choper un salaire ménager, tu ne vas pas cracher dessus, même si tu n'as pas lutté personnellement pour et même si par ailleurs tu as un salaire chez LIP. On ne va pas refuser du fric là où on peut en prendre. On est tous dans une grande lutte pour le salaire, et là où on peut se le prendre, on se le prend! Et peu importe d'où il vient. Ce qui importe, c'est de se le prendre.

Denise: Tout à l'heure, on disait que le travail ménager permettait de reproduire la force de travail. Finalement, si le travail qu'on fait dans l'entreprise profite à l'entreprise, tout le travail qu'on a à côté, qu'on est obligées de faire à côté, ça profite donc aussi à l'entreprise!

Violette: C'est en tout cas important que cette perspective du salaire ménager soit discutée partout. C'est important que des femmes insérées dans des luttes aient cette perspective dans la tête.

Michèle: Regarde maintenant la manière dont on joue avec la prétendue crise: qui c'est qu'on licencie en premier? De nouveau, on parle de la femme au foyer. C'est sa place. On n'aurait jamais dû en sortir! Chaque fois qu'il y a des moments de crise, voilà l'idéologie de la mère aimante, dévouée, soigneuse qui ressort.

Tout le monde est d'accord.

Michèle: Par rapport au fric, ça se passe toujours individuellement, si on est ménagère. Le fric qu'on touche, c'est par l'intermédiaire du mari, du "jules", c'est toujours une espèce de lutte. On a l'impression qu'on quémande. Je vois chez ma mère: le fric, c'était toujours le fric que mon père lui donnait pour gérer le ménage, ce n'était jamais considéré comme fric pour le boulot qu'elle faisait...

Fatima: Le salaire ménager, c'est pas encore quelque chose qu'on peut débattre du jour au lendemain dans les entreprises ou parmi les travailleuses. Même moi, j'ai de la peine à me dire: maintenant il va falloir lutter pour la reconnaissance du travail ménager sur ce salaire, alors que moi, je ne vis pas tellement ces problèmes pour le moment. En même temps, tout ce que tu dis, je le trouve logique.

Denise: Ce que vous dites, ça n'est pas idiot! Il faut y repenser, ça va faire son chemin.

Violette: Dans la société, à la maison, on est les torchons de tout le monde, on fait tout.

Françoise: Mais il ne faut pas tellement discuter. Il faut t'imposer à la personne avec qui tu vis.

Violette: D'accord. Mais on est toute seule pour faire ça. Quand tu es seule dans la famille, si tu as les épaules larges, tu arrives à dire ton mot et à t'opposer. Mais si tu n'arrives pas, et bien t'arrives pas, merde!

A LIP, vous savez assez que si vous êtes dix, vous êtes plus fortes que quand vous êtes toutes seules. Et à la baraque, c'est la même chose; mais pour le moment, on est seule. Si on nous traite de torchons, pour le moment, c'est juste. On l'est objectivement, tant qu'on n'a pas de salaire, tant qu'on accepte de faire tout ce travail pour rien. Il n'y a que des folos, que des esclaves qui acceptent de faire une chose pareille. Aussi à l'intérieur de l'entreprise, tu as une force vachement plus grande si tu as lutté pour le salaire.

(Reine arrive)

Fatima: Reine a été vachement active dans le conflit, alors qu'elle a trois gosses.

Reine: J'en ai de tous les âges: 24, 18 et 9 ans. J'ai travaillé chez LIP il y a 22 ans, et puis j'ai quitté. Je suis revenue en 1971.

Fatima: On est en train de parler du salaire ménager. Le travail ménager est quelque chose qui devrait être reconnu, on devrait se battre pour le faire reconnaître et pour qu'on le codifie par un salaire. On est en train de dire que c'est quelque chose qui nous paraît logique comme ça dans une discussion. Mais ça nous paraît difficile de mobiliser les femmes là-dessus. C'est-à-dire qu'on a en-

core du mal à se dire: tiens, je vais me battre pour le truc que je fais chez moi, pour que ça soit reconnu et que je reçoive un salaire pour.

Violette: Mais en même temps, je trouve que les femmes sont surtout imprégnées de ça. Par exemple, à Genève, il y avait une journée syndicale pour l'Année de la femme, et il n'y avait que les femmes qui avaient organisé le truc qui étaient là, plus quelques autres. Et elles se posaient la question: mais pourquoi les femmes ne viennent-elles pas à cette journée, pourquoi elles ne se syndiquent pas, pourquoi elles ne réagissent pas aux "grandes injustices qui les entourent"? Notre réponse, c'est de dire: les femmes ont déjà des problèmes sur lesquels elles peuvent lutter, ce sont les problèmes "de la maison". Tant que les syndicats et autres organismes politiques ne parlent pas de ça, nous avons raison de penser qu'ils nous détournent de ce qui est notre préoccupation. A l'usine, si on a la tête ailleurs, ce n'est pas qu'on est cinglées, mais c'est qu'*effectivement, on a ces problèmes. Tant qu'on parle pas comme d'un problème politique, les femmes ne parleront jamais de politique.* Si on ne parle pas de nous, pourquoi faire "de la politique"...

Michèle: Beaucoup de gens disent que l'émancipation de la femme se fait par le travail. Le travail, la plupart du temps, on le fait déjà à la maison. Et si on va travailler, c'est pour avoir le fric que nous rapporte le travail. *Le travail en lui-même, on en a rien à foutre!* Sauf que jusqu'à présent, c'est à l'usine qu'il y avait le plus d'occasions de rencontres, et encore: quand il y avait des luttes. Parce qu'en dehors des luttes, il y a ce que tu as dit tout à l'heure sur les PTT: la division entre les gens, le contrôle mutuel quotidien.

Denise: Je crois aussi qu'il faut démolir l'idée que le travail, c'est l'émancipation de la femme. Il faut la démolir, parce que c'est l'esclavage de la femme.

Fatima: En même temps, qu'est-ce que tu proposerais comme axe de lutte aux femmes?

(Brouhaha).

Bon. Est-ce que les organisations syndicales sont prêtes à remettre en cause le travail? Non. Et tu es obligée de te battre dans le système, par rapport à ce qui existe. Alors, il faut dire aux femmes: attention, le travail ne libère pas. Mais elles sont convaincues que le salaire les libère par rapport à leur mari.

Plusieurs: Le salaire!... et pas le travail!

Violette: Pour moi, l'autonomie, c'est du fric pour faire ce que je veux, c'est du temps libre pour faire ce que je veux, c'est un truc matériel. Mais si tu n'as pas un rond? *Toutes les femmes mariées sont pauvres!*

Denise: Moi, quand j'ai commencé à bosser, mon mari m'a dit: t'es complètement dingue. J'y allais pour 20.000 FF. Il m'a laissé faire, évidemment. Mais j'ai arrêté.

Renée: Mais tu as l'impression d'être redevable par rapport à ton mari?...

Denise: Non, absolument pas. Mais peut-être que je me sentirai liée à lui par le salaire, à la longue.

Barbara: Tu l'es objectivement.

Michèle: Pourquoi les femmes ne divorcent pas? C'est qu'elles n'ont pas les moyens de divorcer. Si elles quittent leur mari, elles n'ont plus de fric, puisque le salaire leur vient toujours par l'intermédiaire du mari...

Mais il y a deux choses: travail et salaire. Moi, je parle du salaire.

Fatima: Travail et salaire, c'est pareil. Mon travail et mon salaire me libèrent. C'est pareil.

Violette: *Mon salaire me libère, mon travail m'écrabouille.*

Toutes: Oui, oui!

Denise: Mais ça aurait une dynamique assez forte, ce salaire ménager, pour arriver à changer toute l'organisation de la société?

Violette: On ne peut pas encore imaginer, parce qu'il n'y a pas encore eu de grande lutte ouverte sur le salaire ménager. On ne peut pas imaginer comment c'est après une lutte. C'est comme pour vous: vous ne pouviez pas imaginer avant le conflit comment ce serait pendant et après. Il y a des choses qui changent vraiment. (Accord). Dans la lutte pour le salaire ménager, je vois une issue. Mais comment, c'est ce qu'on est en train de chercher. (...).

A la suite de notre visite à Besançon, nous nous écrivons:

Genève, le 31 octobre 1975

Bonjour les femmes de LIP: Alice, Reine, Fatima, Françoise et toutes celles qu'on n'a pas vues!

SUR L'ISOLEMENT DES FEMMES AU MENAGE

Pourquoi des femmes comme A. ou F. (toutes deux de Besançon), n'ont pas fait plus de pas, spontanément, vers LIP, vers les femmes de chez LIP? C'est qu'elles n'avaient rien à amener pour venir vers vous (du moins, c'est ce qu'elles devaient penser); alors que vous aviez quelque chose, vous étiez quelque chose: le symbole d'une

lutte, d'une force qui vous permettait de parler et d'être écoutées. Venir vers vous, à l'époque, c'était venir vous admirer ou se mettre à votre remorque ou vous soutenir. Et sur ce dernier point, vous savez bien que la solidarité envers les autres, ça se comprend surtout quand on en a besoin nous-mêmes, parce qu'on est ou on a été engagé dans la lutte.

La solution pour sortir de cette division entre les femmes de chez LIP et les "femmes des militants" ainsi que toutes les autres femmes de Besançon, c'est pas de lier tout le monde à la lutte de chez LIP. Car on est toutes insérées quelque part, dans une boîte ou dans un quartier. Et c'est là où on est en première personne qu'il faut lutter, qu'on veut lutter. Pour celles qui ne travaillent pas à l'extérieur, elles *doivent* réussir l'exploit d'imposer les problèmes ménagers et familiaux au centre de la politique. Une fois engagées dans une lutte qui est la leur, elles pourront parler avec vous et vous soutenir dans un rapport égalitaire.

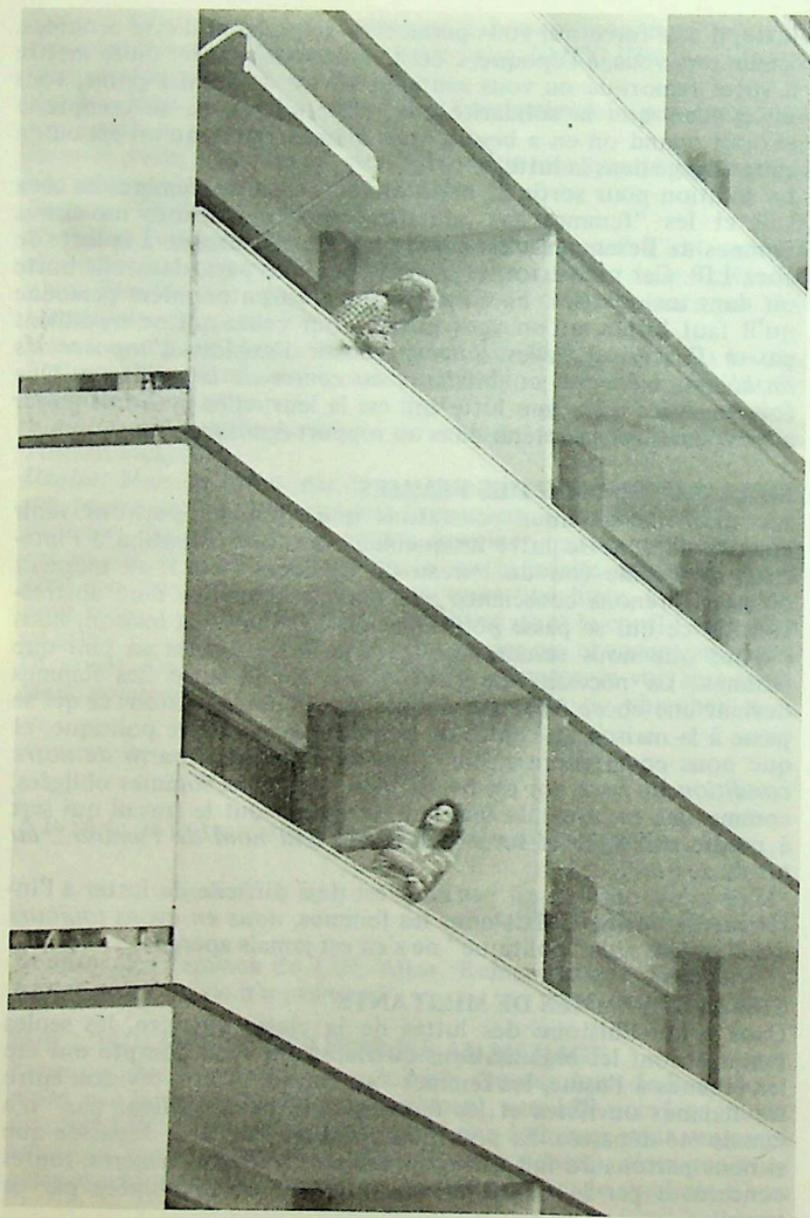
SUR L'AUTONOMIE DES FEMMES

Au moment où nous constatons que nous ne pouvons tenir compte dans notre lutte uniquement de notre situation à l'intérieur de l'usine (ou du bureau ou de l'école, etc.), au moment où nous prenons conscience que nous ne pouvons faire abstraction de ce qui se passe pour chacune de nous à la maison, nous voyons que nous sommes obligées de lutter seules en tant que femmes. La nécessité de l'autonomie de la lutte des femmes devient une chose évidente, au moment où nous mettons ce qui se passe à la maison au centre de la politique, de notre politique, et que nous comprenons notre situation à l'usine à partir de notre condition de base qui est bel et bien que: nous sommes obligées, comme des esclaves, de faire gratuitement tout le travail qui sert à rendre utilisable la force de travail. (*Au nom de l'amour... au profit de qui?*)

"Mais nous, on n'en est pas là. C'est déjà difficile de lutter à l'intérieur de l'usine". Mais nous les femmes, nous en avons toujours été là, même si la "politique" ne s'en est jamais aperçue...

SUR LES "FEMMES DE MILITANTS"

Dans toute l'histoire des luttes de la classe ouvrière, les seules femmes dont les organisations ouvrières ont tenu compte ont été les femmes à l'usine, les femmes "au travail". Cette division entre les femmes ouvrières et les femmes qui "ne travaillent pas" n'a jamais été dépassée. Et pour nous, elle ne peut être dépassée que si nous partons du fait que nous sommes toutes ménagères, toutes concernées par le travail ménager, toutes conditionnées par ce travail.



Cette division ouvrières-ménagères qu'on a toujours voulu imposer, il faut absolument la dépasser, car elle nous affaiblit terriblement. Si l'usine, le lieu de travail à l'extérieur, est notre seul lieu de lutte, le seul endroit où nous savons nous regrouper et être fortes ensemble, alors que nous reste-t-il une fois qu'on a été refoulées dehors (licenciées); quelles armes nous reste-t-il?

En disant aux femmes des militants: "Venez à l'usine!", vous leur dites un peu la même chose que les hommes ont toujours dit aux femmes: "Abandonnez vos soucis, et venez vous intéresser à la grande lutte sur le lieu de travail". Vous leur demandez *une solidarité qui ressemble à un sacrifice* parce qu'elle ne va que dans un sens. Les hommes, ça, ils ne veulent pas le voir, parce que ça les arrange d'avoir une femme qui s'occupe des gamins et met la soupe sur la table aussi pendant la lutte.

Mais nous femmes, nous ne pouvons pas dire ces mêmes choses aux ménagères. Nous savons que la même chose peut nous arriver (le licenciement). La menace de chômage qui pèse plus lourdement sur nous, ce n'est pas seulement, comme pour les hommes, la menace de ne pas avoir de salaire: c'est la menace de devoir retourner à un autre travail qui, bien que nous l'ayons accompli pendant que nous travaillions dehors aussi, prendra tout à coup beaucoup plus de place, parce que moins on a d'argent, plus on a de travail pour nourrir notre monde. C'est la menace du retour à la dépendance économique du mari; c'est la menace du retour à l'isolement. Une fois qu'on sera redevenue ménagère exclusivement, on nous oubliera vite. Et une fois chacune chez soi, sur quel terrain de lutte nous retrouverons-nous, s'il n'existe que celui de l'usine?

SUR LE SALAIRE MENAGER

Si nous disons **salaire ménager**, c'est parce que le salaire nous paraît l'arme la plus utile pour arriver à nous sortir de notre condition de femme. C'est une arme, parce qu'elle nous aide à nous rendre compte, à nous les femmes, que ce que nous faisons, c'est du travail. Ce n'est pas un don de la nature (comme d'avoir les yeux bleus ou des cheveux noirs) que de savoir raccomoder les chaussettes, changer les langes, faire la popote, consoler; tout ça, ça s'apprend, c'est un effort, c'est du travail.

Plus nous réclamerons de l'argent pour toutes ces "occupations" de ménagère, plus nous prendrons conscience du fait que c'est du travail et qu'il peut être partagé différemment entre les sexes et socialisé.

Demander du salaire pour le travail ménager, c'est désigner l'importance, la nécessité vitale de toutes ces activités sans fin et toujours oubliées des femmes.

Le salaire est une arme, parce qu'il nous permet d'exprimer concrètement notre besoin, notre volonté d'autonomie en termes d'argent. Dans notre société, ceux qui ne sont pas payés n'ont pas de pouvoir. Pour montrer que se soigner, c'est se soigner pour pouvoir travailler en dehors de l'usine, elles ont pris un bout de pouvoir sur la vie en dehors de l'usine, et ce bout de pouvoir ne les a d'ailleurs certainement pas affaiblies à l'intérieur de l'usine, au contraire. A l'usine aussi, une expression concrète de notre pouvoir, c'est la quantité d'argent que nous arrivons à obtenir.

Le salaire, comme le remarquait une des femmes bretonnes qui participait à notre réunion de Besançon, c'est le levier de commande qu'on prend en main pour arriver à "changer toute l'organisation de la société".

La lutte des femmes algériennes à Paris

Tiré de "Camarade", journal de l'autonomie mixte
édité à Paris, avril-mai 1976

En novembre 1972, dans un commissariat de Versailles, le sous-brigadier Marquet abat avec un pistolet mitrailleur Mohammed Diab, en présence de sa femme et de sa soeur. Une semaine après, aucune information n'est encore ouverte. Marquet ne sera inculpé que longtemps après pour homicide involontaire... La presse s'est faite l'écho de la campagne menée autour de ce crime raciste.

Dans cette campagne, les femmes immigrées, autour de la femme et de la soeur de Diab, ont pris une part importante quoique beaucoup moins connue. Mais cette participation des femmes ne s'est pas limitée à une lutte aux côtés des hommes. Dès le départ, cette lutte a eu une structure autonome et elle s'est très vite étendue à l'ensemble de l'oppression qui pèse sur les femmes immigrées, à la vie de tous les jours. L'affaire Diab, pour ces femmes, c'était aussi une femme, celle de Diab, privée de ressources et ayant quatre enfants et elle-même à nourrir.

A partir de là et autour de quelques autres cas urgents, la discussion s'est engagée sur le problème de l'argent, comme moyen primordial dans la lutte de ces femmes. Jusqu'à présent, cette lutte s'est surtout présentée sous forme de pressions individuelles et collectives sur l'administration. Pour qu'elle puisse se poursuivre sous une forme plus ouverte, la participation d'autres femmes est

essentielle, pas simplement en tant que soutien, mais en tant que lutte d'autres femmes sur ce même objectif, notamment de celles qui en sont porteuses, parce que c'est pour elles le seul moyen: femmes divorcées, mères célibataires, mères enfermées dans les hôtels maternels, mères de famille nombreuse.

L'interview qui suit est celle d'une femme immigrée qui a participé à cette lutte. La question du salaire ménager y est posée telle qu'elle est apparue dans la discussion de tous les jours de ces femmes immigrées, sous une forme non idéologique. Non pas: il est bien ou non de réclamer un salaire ménager. Mais: le salaire ménager est le seul moyen de commencer à lutter contre toute l'oppression qui pèse sur les femmes, y compris celle du travail ménager.

C'est donc une pièce essentielle au dossier sur le salaire ménager où le monopole a jusqu'ici appartenu aux femmes pour qui cet argent n'était plus essentiel: parce qu'elles en avaient déjà un peu plus, qu'elles avaient moins d'enfants ou pas du tout, et que pour toutes ces raisons elles avaient pu déjà, pour une part, refuser le travail ménager, et lutter contre l'oppression qui pèse sur leur corps...

Faousia: Bon, alors elles ont le mari qui part le matin et qui ne s'occupe de rien à la maison, je veux dire, à part venir manger, dormir, tout ça. Tout retombe sur les épaules de la femme, aller aux courses, compter les sous, compter qu'est-ce qui va servir à quoi, s'occuper des enfants, qui est-ce qui a besoin de chaussures, si elle peut lui acheter ou pas, tout ça c'est la femme qui s'en occupe. Et vraiment, elle passe toute la journée debout, du début jusqu'à la fin, ça veut dire de six heures du matin pour dormir à minuit, et encore il y a toujours un gosse malade la nuit, faut se lever, pour le couvrir, pour le nourrir, pour tout ça quoi. C'est vraiment le ghetto.

Mais ce qui est bien, c'est qu'au moins, pour les femmes immigrées, je pense que c'est pas complètement pareil que pour les femmes françaises, même d'une classe très pauvre, tu vois, ouvrière, c'est que bon, il y a le contact. Tu ne vois jamais toute une après-midi sans que quelqu'un passe à la maison. Le mari, il est encore au travail l'après-midi, la femme a fini de faire la vaisselle, en attendant quatre heures et demie le retour des gosses, si elle a fait toute sa lessive le matin, si elle a une machine, ce qui n'est pas souvent le cas, elle peut aller voir sa voisine. Elles se regroupent dès qu'il y a un événement dans la famille, elles se regroupent toutes dans un endroit. Ce qui s'est passé, c'est que toutes ces femmes-là, elles ont été relogées, mais surtout à la périphérie de

Versailles, c'est-à-dire dans des coins où les moyens de transport sont rudimentaires, je veux dire, t'as un bus toutes les heures et demie. Elles habitent dans des endroits où t'as une demi-heure pour aller au train à pied; moi, quand j'y vais, je mets une demi-heure dans la boue, et encore pour aller plus vite, je traverse, je monte sur les murs, sur les barbelés et tout, entre les immeubles. Dans ce coin, elles ont une pharmacie, un tabac, un supermarché, une banque et c'est tout, mais vraiment, c'est tout dans le coin. En plus, le bus qui mène à la gare, qui mène à Versailles, tout ça, il fonctionne pour les ouvriers le matin, à six, sept heures du matin, après tu n'as plus rien. T'as un marché qui vient deux jours par semaine, et rien. Mais ce qui est bien au moins, c'est qu'elles arrivent malgré tout ça à garder le contact: elles vont chez le boucher, au supermarché, alors elles se rencontrent.

Et ce qui se passe là est très intéressant, parce que, même en se rencontrant cinq minutes, elles parlent tout de suite de tout. Par exemple, elles comparent les fiches de logement. C'est des gens qui ont des F5 (pour des familles nombreuses). Tu les paye 45.000 francs, c'est soi-disant des HLM pour ouvriers. Tu lis la fiche de paye, tu trouves qu'elle monte à 100.000 francs, 110.000 francs, mais alors avec des libellés où tu comprends pas grand-chose, tu vois provision eau chaude, provision eau froide, tu payes la provision et tu payes la consommation. Et moi, qu'est-ce que je reçois encore cette année, c'est les impôts locaux pour le maire et je ne sais pas quoi. Alors bon, à la fin du mois, c'est les fiches qu'on compare, au début de l'année c'est le problème des enfants; lui, il est rentré, lui, il est pas rentré, on l'a foutu à la porte, on l'a foutu dans une autre classe, c'est quoi la classe où il va? C'est tout une vie qu'elles entretiennent entre elles. "Les enfants est-ce qu'ils consomment beaucoup d'eau quand ils se lavent? T'as une machine à laver ou pas?" pour voir l'eau qu'elle prend. Et alors elles voient effectivement: "Ça, il faut aller réclamer, on paye pas la même chose". Enfin, tous les problèmes sont discutés comme ça. Alors comme de toutes manières, l'argent que rapporte le mari, c'est pas du tout suffisant, la bouffe, c'est les allocations familiales. C'est avec ça que bouffent les enfants, le père et la mère, surtout que en plus il y a des gens qui viennent et il en vient souvent. L'argent du mari, il est pas très gros, mais enfin il sert au loyer et aux grosses dépenses, je veux dire le gaz, je sais pas quoi, des trucs comme ça, ce qui fait que la famille bouffe uniquement sur les allocations familiales; c'est de l'argent sur lequel la femme a le pouvoir en fait, elle le gère elle-même, elle en passe un peu à sa copine si elle en a vraiment besoin.

Ce qui arrive souvent, c'est que les familles comme elles ne s'en

sortent pas bien, elles restent deux mois, trois mois, sans payer comme ça tu vois, et puis après t'as l'huissier, t'as le cirque et tout, bon, elles se font prêter de l'argent et elles remboursent et le loyer arriéré et l'huissier, et les frais et je ne sais pas quoi. Et ça, elles en parlent. Mais ce qui est très important, c'est de voir le rôle que peut jouer la femme là-dedans; c'est que c'est la femme qui contrôle tout de suite ça. L'homme est toujours pris à l'extérieur. Par exemple, des femmes qui seraient entre elles toute la journée pourraient décider de ne pas payer, elles en prendraient complètement la responsabilité, tu vois, même dans la famille, c'est important ça; comme c'est elles qui s'occupent de l'argent directement comme ça, c'est très important; c'est un pouvoir même par rapport au mari, elles seraient capables de dire, non je paye pas et expliquer après pourquoi, vu que c'est elles qui, là, directement, en prennent la responsabilité, plein de trucs comme ça...

Camarade: Tu peux expliquer, on revient peut-être en arrière sur les loisirs, ce que tu disais sur ces contacts, aller prendre le thé, l'importance que ça a.

F.: C'est important parce qu'elles cassent le mur de la maison pour sortir à l'extérieur, et ça c'est ressenti. Même si c'est pour aller faire une course, en fait tu peux envoyer ton gosse, mais t'as envie de le faire toi-même parce que, pour toi, c'est important d'aller à l'extérieur, parce que tu sais toujours que dans l'escalier tu rencontreras d'autres gens, que chez le boucher tu verras d'autres. Le boucher c'est un grand camion frigorifique qui vient là. Les femmes, elles viennent toutes là, elles font des cercles, elles restent là une heure, chez le boucher, mais vraiment une heure où elles parlent de tout, je veux dire raconter leur vie. Ça permet de se voir, de prendre rendez-vous: "Toi tu viendras demain, toi tu viendras après-demain, on ira chez l'autre, l'autre elle a eu un gosse, on y va". Et là, elles discutent de tout.

C.: Tu avais le contact avec ces femmes, tu les connaissais bien, et alors, comment êtes-vous passées de la lutte de l'assemblée des femmes dont tu parlais au début à une espèce de lutte sur le salaire? Est-ce que tu pourrais expliquer cette lutte et préciser le passage?

F.: Oui. Les femmes parlent souvent; dès qu'elles se voient, elles se disent: "Tiens, aujourd'hui, j'ai pas arrêté, j'ai fait ci, j'ai fait ça, j'ai mal ici, j'ai mal là. C'est vrai en plus. Et la machine, elle s'est cassée et j'ai été obligée de laver à la main." Tu vois, plein de trucs comme ça. A côté de ça, tu vois que la femme de Diab, elle vit avec les Allocations familiales de quatre gosses, et c'est tout. Avec ça, elle paye le loyer; elle paye tout, tout, tout avec ça.

Le service social lui avait donné 30.000 balles d'aide parce que soi-disant, au procès, elle va avoir de l'argent, comme si, pour eux, avoir de l'argent, c'était un cadeau. Ce qu'il y a, c'est que des problèmes comme ça sont discutés. Dès qu'il y a une femme qui est dans la merde, tout le monde en parle, tu vois. "Comment on peut, comment on peut pas tenir". Elles parlent de tout, et les sous, c'est le problème vraiment qui revient numéro un, vraiment c'est le truc qui détermine tout. Pour te déplacer, si tu en as, tu te déplaces, si t'en as pas, tu te déplaces pas; t'iras pas voir ta cousine, tu pourras pas offrir un petit cadeau pour le bébé, tu pourras pas manger, tu pourras pas t'acheter d'autres chaussures, tout ça. Et les femmes ont vachement les yeux ouverts sur ça, et c'est un truc qui revient chez toutes. Ce qu'elles font généralement, c'est d'aller au service social. C'est rare si, au service social de Versailles, t'as pas tous les jours trois ou quatre femmes qui viennent demander de l'aide, tu vois. Bon, alors, nous, on s'est dit, pour cette affaire de Diab, pourquoi ne pas intervenir, surtout que c'est connu, intervenir dessus et demander de l'argent. Plusieurs femmes disaient: "Maintenant, les enfants de Diab, ils ont pas de sous". Une femme disait: "Moi, j'y vais trois fois par semaine pour demander de l'aide et encore ils me donnent une fois sur six, tu vois, en disant: "Non, toi ton mari travaille, c'est pas possible, tu vois". Alors on a vu que c'était le problème qui touchait vraiment beaucoup de femmes, surtout qu'elles disaient: "Nous, on a déjà le travail à la maison". Le travail dehors, les femmes ne voient pas dedans une bouche de sortie du tout, surtout celles qui ont huit enfants, qui ne voient pas comment ils pourront en plus travailler.

C.: Aller à l'usine?

F.: Surtout que dans la famille, même si tu travailles à l'extérieur, ça ne va pas changer trop le rapport que tu as avec ton mari et tout ça; surtout qu'il rentre crevé de l'usine, il n'a même pas la tête pour parler, avec les enfants, pour être gai. Tu vois, c'est comme ça. Alors la perspective du travail, elles ne voient pas; et je pense que c'est juste parce qu'avec ce qu'elles font, elles ne peuvent pas travailler encore à l'extérieur. C'est pas l'assistante sociale qui va venir laver les enfants. Une fois, il y a eu un discussion vraiment chouette sur ça: une mère disait: "Nous, ce qu'on fait, regarde; le matin tu te lèves tu fais ci, tu fais ça, l'après-midi c'est ci, c'est ça, c'est à peu près pareil tous les jours. Regarde, les enfants nous on les fait grandir, c'est pour quoi? C'est pour nous? Lui, il va être grand, il va aller travailler, tout ça, c'est pas pour moi; alors que moi je trime comme une conasse". Et il y a une autre femme dont le mari s'est marié encore une autre fois. Elle n'a plus rien à voir

avec lui; elle a eu huit gosses avec lui, maintenant ils sont tous grands; il s'est marié une autre fois, il a une autre femme et d'autres enfants et elle est vraiment sans ressources, ce qui fait qu'elle passe sa vie, une fois chez l'une, une fois chez l'autre. Des cas comme ça sont discutés, sont mis sur le tapis. Alors ce qu'on dit, c'est: "Il va être qu'ouvrier, et c'est qui? c'est eux qui vont en avoir besoin, un ouvrier, regarde qui c'est. C'est nous. Les enfants on croit pas qu'ils vont devenir médecin ou n'importe quoi; ils vont aller sur un chantier du bâtiment et c'est eux qui vont en avoir besoin; alors la fille qui va être grande, elle va faire de la couture, elle va faire je ne sais pas quoi. Alors en fait, c'est eux qui vont en avoir besoin. Et si un jour, je ne fais ni le ménage... Et si le mari je lui fais pas la bouffe, si je lave pas ses affaires, c'est fini, il ira pas à l'usine. C'est eux qui vont en avoir besoin, alors que c'est moi qui suis en train de m'en occuper pour le rendre grand, pour qu'il soit fort, pour qu'il soit costaud, pour qu'il lève bien les poutres. Et bien ça, c'est du travail que je fais pour eux, alors ils ont qu'à me donner de l'argent, ça serait bien si on pouvait être payées; je pourrais donner dix mille balles à ma mère; dix milles balles, regarde la vieille, la pauvre vieille, pour prendre le bus il faut qu'elle demande comme ça trois francs, tu vois. En plus, elle passe sa vie chez l'une, chez l'autre, c'est vraiment plus possible, tu vois". On discutait un peu de cette manière-là. On parlait de l'autre gosse qui a seize ans, et les allocations, ils ont arrêté l'argent: "Comment je vais faire pour nourrir celui-là? Tu vois, déjà il y avait une allocation, elle était pas très grande, bon, mais enfin avec tout le monde, ça allait un peu". Alors qu'est-ce que ça serait bien, si on pouvait avoir de l'argent. Alors on s'est dit qu'on allait demander de l'argent pour cette femme qui a huit enfants qui sont maintenant tous grands. Il lui faut un salaire, elle est maintenant vieille, elle peut pas, elle a travaillé toute sa vie, comment vivre maintenant? Alors on a discuté, on croyait que c'était important d'aller nombreuses et tout ça. Alors où frapper? Comme la mairie, c'est là qu'on a l'habitude d'avoir de l'argent, on s'est dit, là ils en ont. On y va, bon, alors on s'est organisées pour les enfants, tout ça et on a été. On devait parler de deux cas précis de femmes. Déjà le débat se faisait sur le travail à la maison, sur la possibilité de se faire payer tout ça. Mais on voulait, comme il y a deux cas urgents, on voulait absolument d'abord aller sur ces deux cas. On était une dizaine avec trois ou quatre gosses, ceux qu'on ne pouvait pas mettre quelque part, et on est rentrées à l'intérieur pour parler à l'assistante sociale. Elle disait: "Non, il n'y a que l'intéressée qui rentre". On a dit: "Non, on rentre toutes". Bon, on a commencé à poser le problème de l'argent pour les

deux femmes, alors du coup il y en a trois autres qui disaient: "Ah oui, oui, nous aussi on veut de l'argent". Alors l'assistante commençait à dire: "Ah oui, mais est-ce qu'on peut... toi le mari il travaille, toi le mari il travaille pas. — Qu'il travaille ou pas, de toutes manières, son argent, il ne me sert pas, ça sert à rien, regarde la vieille, j'arrive même pas à lui donner ci, j'arrive pas à ça, le même il a pleuré pour des chaussures, pour des baskets, pour je ne sais pas quoi". Alors elle a commencé à dire: "Ah oui, mais toi, ce qu'on peut, c'est une aide je ne sais pas quoi". Elle essayait de classer le problème sous des aides précises, une aide vieillesse, je ne sais pas quoi, mais dans ce cas il faut faire un dossier. La vieille avait fait un dossier déjà il y a très longtemps, il y a un an ou un an et demi, pas de réponse là-dessus. Nous, on dit: "On s'en fout, maintenant il faut manger. Le dossier on s'en fout, maintenant il faut manger". Alors elle a commencé à dire: "Ah oui, mais toi tu habites là, toi tu habites là". Nous, on avait été voir la Centrale, mais en fait il y a des assistantes sur plusieurs quartiers. On a dit: "Essayez de rappeler pour le dossier, mais on a l'intention de revenir, parce que vraiment c'est un problème très urgent, et c'est pas possible; de toutes manières, on vient vous voir, nous tous les trois ou quatre jours". Alors elle a essayé de dire: "Non je viendrai, moi, chez vous, voir l'état de vos problèmes". On a dit: "Non, non, on vient, nous". Elle veut voir chacune chez elle. On dit: "Non, non, nous on revient, mais réfléchissez, nous, l'argent on a l'intention de demander encore..."

Bon, on est parties, et on a dit que pour la bonne femme on va pas se taire, tu vois, on a fait un rappel avec lettre recommandée pour le service de je ne sais pas quoi, pour qu'ils accélèrent. S'ils n'accélèrent pas (et ils vont pas accélérer)... ce qu'on voudrait, c'est vraiment s'élargir, faire connaître un peu le problème avant, que ça soit pas un truc complètement isolé qui se fasse, mais qu'au moins d'autres femmes puissent être au courant, qu'on puisse être soutenues, même par des gens autour, parce que, bon, si on se lance dans la bagarre, ça va pas être facile, tu vois. De toutes manières, les femmes elles sont vraiment décidées, elles voient que c'est vraiment un truc légitime, auquel elles devraient avoir droit sans contestation. Et, bon, ce qu'on s'est dit, c'est qu'on viendrait par exemple à Paris, à l'Action sanitaire et sociale, c'est là qu'ils distribuent l'argent pour des aides, je ne sais pas quoi et tout, et que, bon, on viendrait, mais alors nombreuses, en ayant préparé, déjà, que l'idée soit répercutée et tout, qu'on soit suffisamment fortes, sinon on rentrera et on nous dira oui, ou on nous dira non, on dira rien du tout, on dira rentrez chez vous, tu vois, c'est tout. Voilà, c'en est là maintenant.

C.: *Est-ce que tu as eu des rapports avec des filles, des femmes du MLF?*

F.: On a été à la Cartoucherie et on a présenté une petite pièce sur les femmes immigrées et après il y a eu un débat sur les femmes. Alors les filles disaient: "Il faudrait être plus au courant des luttes des femmes arabes". J'ai expliqué la lutte des femmes contre le racisme et tout ça et aussi comment la lutte des femmes immigrées partait un peu dans ce sens-là, sur la question de l'argent, parce qu'elles pensent que c'est *pour le moment* le moyen de s'en sortir, que c'est un état de fait, qu'elles ont des enfants. Elles ne sont pas pour aller travailler à l'extérieur, et moi je pense que c'est juste, parce que pour ce qu'elles vont aller faire sur les chaînes, c'est pas ça qui fera qu'elles s'en sortiront vraiment, de leur petite maison. Là, elles peuvent se promener, enfin sortir, à l'extérieur, dans le HLM, et tout ça, et je suis sûre que si elles étaient à l'usine, elles pourraient pas avoir de contacts avec les voisins comme elles l'ont maintenant, tu vois. Elles n'auraient pas un après-midi pour boire un thé pendant une heure où elles peuvent discuter ou aller voir l'autre. L'usine, tu vois vraiment ça va te garder huit heures, et encore quand tu rentres à la maison, ça va te donner encore huit heures de travail, tu vois tout le travail que ça suppose, vraiment de quoi devenir folle... Bon, alors les filles du Mouvement, disaient: "Non, que des femmes demandent de l'argent pour le travail qu'elles font chez elles, quand elles ont des enfants, tout ça, c'est le retour à la casserole, et nous, on n'est pas pour les femmes à la casserole". (1). C'est vrai, incroyable. Alors moi, je dis que d'abord ce truc-là n'intéresse peut-être qu'une catégorie de femmes bien précises: tu vois vraiment que les femmes travaillent, faut qu'elles travaillent, d'abord c'est le moyen de s'en sortir pour beaucoup. C'est vrai, les femmes se sont battues pour travailler, bon, elles travaillent, c'est une chose; mais les femmes qui de toutes manières ne travaillent pas, elles font ce travail à la maison, et l'usine c'est pas une voie pour elles, c'est pas une sortie du tout parce que ça les boufferait, vraiment ça les bouffe, elles n'auront pas le temps pour dire boujour, elles deviendraient complètement dingues... Tu sais, il y a des expériences de femmes qui essayent de travailler quand elles ont peu d'enfants, mais deux mois après elles sont à la maison... C'est vrai quand elle en a un ou deux, elle

1) Nous tenons à préciser qu'à Genève, en tout cas, la situation se présente différemment: il n'y a pas le MLF d'un côté (contre le salaire) et les "pauvres femmes" de l'autre, pour le salaire. Nous, les femmes du Collectif L'Insoumise, nous faisons partie du mouvement féministe, et pourtant, nous luttons pour le salaire pour le travail ménager. Et qui sait, peut-être qu'au mouvement féministe parisien, si on cherchait bien, on y trouverait aussi des femmes d'accord avec ce salaire pour le travail ménager...

arrive à se démerder, à en mettre un là, l'autre là, l'autre commence à aller à l'école, l'autre je ne sais pas où, mais elle finit par rentrer à la maison...

C.: Pourquoi?

F.: Parce que ça va pas, parce qu'elle devient complètement folle, elle arrête pas de courir, je veux dire, ça ne va pas du tout.

C.: Est-ce que tu veux revenir sur ce que tu disais sur les rapports avec le mouvement des femmes et la question du salaire?

F.: Bon, alors, moi, ce que je pense, c'est qu'elles ne pouvaient pas comprendre qu'on puisse être dans une situation qui n'est pas la leur, tu vois, et qu'elles ne sont pas prêtes à reconnaître que des femmes puissent être dans une situation autre, et voir le moyen de s'en sortir d'une manière différente, en tout cas *pour le moment* tu vois; une femme qui est dans un état comme ça, aujourd'hui, huit enfants, et qui travaille à la maison comme dix, tu vois ce qu'il faut voir, c'est qu'elles ne peuvent pas travailler, ces femmes-là, parce que si elles travaillent à l'extérieur, elles auraient aussi treize heures de travail en rentrant à la maison, donc vraisemblablement, c'est un truc à écarter. Vraiment, tu vois, il faut qu'elles comprennent ça. Non, mais c'est vrai, tu vois. Et c'est très important pour les femmes d'avoir de l'argent, parce que ça donne du pouvoir dans la famille. J'en ai vu, une mère qui avait huit enfants, huit, quitter la maison parce qu'elle en a marre, qu'elle ne veut plus vivre ni avec le mari, ni avec les enfants, tu vois, elle a été chez une copine, trois jours chez l'une pendant un mois comme ça.

C.: Avec du fric?

F.: Non, avec aucun fric, tu vois. Elle est partie, tu vois.

C.: Grève!

F.: Elle veut plus vivre avec le mec; elle en a marre de cette situation et tout, et un mois après elle est obligée de retourner; elle a pas un sou; alors qu'une femme qui aurait des sous ne serait pas obligée de retourner, en tous cas pas de cette manière-là: même si elle retourne, c'est avec une position de force, parce que, tu vois, si t'as des sous, tu parles d'une manière différente avec le mari aussi. Même si t'as des problèmes, tu parles de manière différente. Il te fait chier, tu fous le camp, tu prends tes gosses, ou tu partages les enfants, tu les coupes en six ou n'importe quoi, mais tu penseras à ta vie d'une manière différente, tu vois. Je suppose qu'elle aurait bien aimé vivre avec ses enfants, mais comme elle n'a pas de sous, elle laisse tout le monde, alors que si elle en avait... Tu vois, c'est jusqu'à ce point-là.

Et, bon, je disais que les filles n'étaient pas prêtes à comprendre, et moi personnellement je conçois ça; personne ne leur a dit de retourner à la maison, tu vois. Quand tu parles comme ça, tu ne leur

dis pas: femmes, retournez à la maison, c'est pas ça; mais c'est dire qu'il y a des femmes à côté qui vivent dans des conditions particulières, tu vois, parce que je ne crois pas que ce soit le cas de toutes les femmes, bon, la situation des femmes immigrées avec huit gosses sur les bras, c'est vraiment la situation des femmes immigrées avec huit enfants. Bon, alors, si on ne reconnaît pas que des femmes puissent se battre pour ce qu'elles pensent être leur bout pour s'en sortir, tu vois, parce que vraiment c'est le bout qu'elles tiennent, et j'en n'ai pas vu trente-six, tu vois. Elles sont en même temps: opprimées dans la famille, isolées de toute la société française à l'extérieur. Quand t'as de l'argent, tu pourras peut-être inviter ta voisine, même si c'est une Française, n'importe quoi. Complètement dépasser ce truc-là. En plus, les Français, ils regardent ça d'un oeil, même des femmes d'ouvriers français, elles regardent ça d'un drôle d'oeil... "Ah oui, celle-là, avec huit enfants, elle les traîne derrière, c'est pas possible, c'est pas croyable (rires). Qu'est-ce que c'est que cette femme qui accepte ça", et tout, tu vois.

C.: Bon, alors tu peux préciser ce que l'argent qu'elles toucheraient leur donnerait comme pouvoir à la fois dans la société, mais aussi dans la famille; qu'est-ce que ça change par exemple sur la question de la contraception, sur la question de pouvoir se balader.

F.: Je ne sais pas, moi, je trouve que l'argent, il donnera beaucoup de pouvoir à la femme. Ce que je t'ai dit: d'abord qu'elle parlerait d'une manière différente avec le mari, d'abord parce qu'elle sera aussi en position de force et que, bon, par rapport aux enfants, je suis sûre que s'il y avait plus de sous dans les HLM, dans les immeubles peut-être qu'il y aurait possibilité d'avoir un local, de le louer, ou de l'occuper, je ne sais pas comment, parce qu'elles définiront au fur et à mesure leurs revendications. Tu vois, c'est ça aussi qu'il faut voir: une femme qui a de l'argent, c'est une femme qui se sentira forte, qui pourra réclamer encore plus; je veux dire, il y a un local, bon, elles le prendront pour en faire un local où tous les enfants pourront être ensemble, où on pourra avoir plus de temps. Tu vois, c'est ça aussi, c'est que si elle est à la maison, c'est pas pour dire, oui, je suis à la maison, je suis en train de frotter la casserole tout le temps; si elle a de l'argent, elle achètera une machine, elle aura plus de temps, ou alors elle verra des moyens qui vraiment pourront lier des familles, avoir des laveries ensemble, avoir des je ne sais pas quoi. Et c'est ça qui est derrière tout ça, c'est pas du tout "je reste à la maison pour laver la casserole et c'est bien, c'est ça que je veux, paye-moi pour ça, je vais faire ça toute ma vie", c'est pas vrai. Il faut vraiment voir ça dans

c'est des femmes aussi
auraient changé beau-
une femme qui aurait
e centre de je na sais pas
ation familiale, c'est des
mômes toute la journée,
ne sais pas, amener deux
s mettre dans le hall de la
ça aussi qu'elles ne voient
out. Elles croient que vrai-
ez elles et puis voilà, elles
ient pas, c'est que c'est des
problèmes, c'est des femmes
ça qui serait changé. Moi, je
voir parce qu'on a dit oui, on
ois vraiment il y a une lutte à
is quand même, pendant ce
oses; surtout c'est la tête des
apprendre à penser d'une autre
dis que ça va faire petit à petit
ça changera, même dans leur
mari aussi...

ale selon Giscard,
200 fr. par mois

L'Insoumise, Genève, janvier 1976

ustrialisés (Europe, USA, Canada),
ement des indices qui montrent que,
uche refusent obstinément de consi-
me du travail, les gouvernements son-
travail ménager, qui commence pou-
refus de procréer, est pris de plus e
(nombre croissant des divorces, bai-
e gouvernement français à prendre,
par un monstre tapage publicitaire,
érie de nouvelles mesures de politi-
appante est celle du revenu garanti

la perspective où ça te permettra de te donner d'autres horizons; et moi, je ne suis pas prête pour dire: "Ah mais après qu'est-ce qu'elles feront, est-ce qu'elles arrêteront les enfants ou pas", parce que tout ça c'est des faux problèmes. Ce qu'il faut voir c'est que des femmes comme ça se sentiront plus légères, qu'elles définiront vraiment au fur et à mesure ce qu'elles veulent: aujourd'hui elles veulent de l'argent pour être payées, demain elles voudront de l'argent pour ne plus faire de gosses ou je n'en sais rien, moi, enfin, tu vois. C'est ça aussi qu'elles ne voient pas, les filles: vraiment, j'étais étonnée qu'elles ne croient pas à ça, que des femmes puissent aujourd'hui revendiquer ça, puis le lendemain vraiment demander autre chose, vraiment l'horizon — elles ne le voient pas, elles ne le voient pas du tout. Et ça, c'est très important, parce que les femmes en parlent maintenant, parce qu'elles n'ont aucun moyen de s'en sortir, d'avoir un minimum de temps, de vivre; elles parlent de tout ça, des enfants, de l'école, ce qu'ils deviendront, ce qu'ils ne deviendront pas, comment faire.

filles du Mouvement disaient: "Oui, mais elles vont rester journée à la maison, et ça, ça ne va pas". Et ça, moi, ce n'est pas vrai, parce que les femmes immigrées, elles ont un travail et qu'elles n'ont pas de machines à moi qu'elles se voient. Elles trouveront toujours le voir, même en allant acheter la viande ou des trucs à je parle vraiment des femmes immigrées qui ont t entre elles très développé, je veux dire elles ont là, elles sont dans des immeubles, des immeubles portes ne se ferment pas, l'appartement ne ferme pas ée...

oudrais dire aussi c'est que les filles n'ont pas du tout aspect des choses; les femmes vont se battre pour le our arriver à l'obtenir, ils ne vont pas le donner comme pas vrai, surtout que leur plan maintenant, en arrêtant migration, c'est de faire travailler les femmes qui sont à la maison. Parce qu'ils trouvent que les immigrés, ça commence à créer trop de tensions dans les villes. Pour qu'elles l'obtiennent vraiment, ça va pas être facile quoi, et, bon, il va falloir qu'elles aillent, qu'elles occupent, il va y avoir tout un mouvement autour, tout un mouvement idéologique d'abord chez les femmes, et aussi dans les familles toute une vie qui va s'instaurer, ça va pas être un travail facile, ni rien, ça va vraiment complètement changer la situation de la femme. Et alors ce qu'elles ne voient pas, aussi, les filles, c'est que pour arriver à obtenir ce truc-là, comme ça ne va pas être facile, ça va supposer des délégations, des occupations, peut-être même des bagarres. Des femmes qui seraient arrivées à

ce niveau-là de conscience, de lutte, et tout, c'est des femmes aussi qui, dans leur propre vie, auraient changé, auraient changé beaucoup de choses dans leurs têtes. Suppose une femme qui aurait occupé toute la journée la préfecture ou le centre de je ne sais pas quoi qui donne l'argent, occuper l'allocation familiale, c'est des femmes qui acceptent plus de garder huit mères toute la journée, c'est des femmes qui se battent pour, je ne sais pas, amener deux cents enfants du quartier immigré et les mettre dans le hall de la mairie, qu'ils s'en occupent. C'est tout ça aussi qu'elles ne voient pas, et qu'elles ne ressentent pas du tout. Elles croient que vraiment les femmes, elles vont rester chez elles et puis voilà, elles vont avoir le salaire. Ce qu'elles ne voient pas, c'est que c'est des femmes qui auraient vu leurs propres problèmes, c'est des femmes qui auraient pris conscience, c'est tout ça qui serait changé. Moi, je ne crois pas que le salaire, on va l'avoir parce qu'on a dit oui, on veut un salaire, c'est pas vrai ça; tu vois vraiment il y a une lutte à mener très longue, mais tu aurais quand même, pendant ce temps-là, fait passer beaucoup de choses; surtout c'est la tête des femmes qui va changer, elles vont apprendre à penser d'une autre manière, c'est pour ça aussi que je dis que ça va faire petit à petit et dans leur vie, crois-moi que ça changera, même dans leur famille, ça changera par rapport au mari aussi...

La politique familiale selon Giscard, ou le bonheur à 1200 fr. par mois

Collectif L'Insoumise, Genève, janvier 1976

Dans la plupart des pays industrialisés (Europe, USA, Canada), l'actualité fournit quotidiennement des indices qui montrent que, si la gauche et l'extrême-gauche refusent obstinément de considérer le travail ménager comme du travail, les gouvernements sont moins aveugles: le refus du travail ménager, qui commence pour beaucoup de femmes par le refus de procréer, est pris de plus en plus au sérieux.

La "crise de la famille", (nombre croissant des divorces, baisse de la natalité) a amené le gouvernement français à prendre les devants, en annonçant par un monstre tapage publicitaire, au 1er janvier 1976, une série de nouvelles mesures de politique familiale, dont la plus frappante est celle du revenu garanti aux

mères seules. En amorçant lui-même cette question — même de façon totalement mystifiante comme nous le verrons plus loin — le gouvernement répond à la somme des comportements individuels de refus des femmes, à leur lutte souterraine contre le travail invisible, essayant ainsi de prévenir des mouvements revendicatifs.

On l'a bien vu avec la question de l'avortement: toutes les revendications des femmes sont reprises tôt ou tard par les gouvernements — avec quelques modifications ! Et ce n'est certes pas un hasard si cette tentative de replâtrage de la famille arrive après la victoire relative des femmes sur l'avortement.

“La baisse de la natalité est assurément due à des difficultés matérielles. Mais elle l'est bien davantage à des données psychologiques et sociales, qui traduisent un doute dans l'avenir de la société et une baisse de l'optimisme collectif. C'est pourquoi la politique de la famille doit traiter en 1976 l'ensemble des problèmes qui concernent l'environnement de la famille, conçue comme une cellule moderne, adaptée aux progrès de l'éducation et de l'organisation sociale. La politique de la famille doit exprimer la recherche du bonheur dans la société moderne.” (Giscard d'Estaing, *Le Monde*, 2.1.1976).

Giscard voit finalement assez juste: les femmes ont toujours été dans l'insécurité, la dépendance, la misère matérielles. Elles ont toujours travaillé gratuitement. Et ce ne sont pas ces difficultés matérielles qui expliquent en elles-mêmes une baisse de la natalité. (Souvent, au contraire, on remarque que plus les gens sont pauvres, plus ils font d'enfants, voir le tiers-monde). Les “données psychologiques et sociales” expliquent mieux ce fléchissement. C'est le refus des femmes de jouer leur rôle, de travailler gratuitement, qui a amené le gouvernement à lancer sa campagne de mystification.

Quand on parle famille, c'est travail des femmes, rôle des femmes qu'il faut entendre. Quand Madame Veil dit que “l'institution de la famille n'est pas en danger” (*Le Monde*, 2.1.1976) et qu'elle tente de le prouver à grand renfort de statistiques, c'est qu'elle a bien vu qu'il fallait essayer de sauver quelque chose de la débâcle.

A un moment où non seulement les femmes se révoltent, se rebiffent et font de la résistance passive, mais encore où les salaires baissent et le chômage augmente, le rôle du père pourvoyeur d'une sécurité matérielle pour une famille est complètement remis en question. Le mythe du salaire familial comme salaire qui suffirait à la reproduction d'un travailleur, sa femme et ses enfants s'effrite de plus en plus. Et les femmes voient de moins en moins dans le mariage un havre de sécurité matérielle. On peut dire que, d'une part, la crise économique active, dans la réalité des faits, la

décomposition de la famille et la révolte des femmes. D'autre part, elle renforce évidemment un discours idéologique réactionnaire sur la famille. Mais ça n'est qu'un discours, et cette désagrégation continue de progresser ! Aussi nous semble-t-il que les critiques provenant de certains groupes de femmes contre les mesures du 1er janvier 1976 n'ont été que des réactions à ce discours: "C'est scandaleux: c'est la crise, alors ils veulent renvoyer les femmes à la maison". Alors que la contradiction réelle se situe bien plutôt entre le contenu matériel misérable des mesures proposées et la pléthore de discours qui les accompagnent.

LES PRINCIPALES MESURES PROPOSEES

(source: Le Monde, 2.1.1976)

* Concernant la garde des enfants:

"Construction, dans les ensembles locatifs bâtis avec l'aide de l'Etat (et comportant au moins 100 logements), d'un minimum de 20 o/o de logements pour personnes seules. L'objectif est de permettre l'installation des grands-parents dans un studio proche des enfants et des petits-enfants, pour resserrer les liens entre les générations". Autrement dit: si les jeunes femmes ne veulent plus travailler gratuitement, les grands-mères seront bien plus d'accord de prolonger leurs prestations. "Elaboration d'un statut de gardes d'enfant: ... salaire minimum (deux fois le "SMIC-horaire" par jour et par enfant), des congés payés et diverses garanties". Si tu prends un enfant chez toi que tu gardes neuf heures par jour, tu reçois... deux heures de salaire niveau SMIC !!! (note 1).

"La reconnaissance d'un congé (maternel) non rémunéré de deux ans (trois ans en cas de travail partiel)... sera encouragée". Pour le gouvernement, peu importe finalement qui garde les enfants, pourvu que cela ne lui coûte rien, ou presque. La mère, la grand-mère, ou une autre femme: qu'elles s'arrangent entre elles. Famille, pas famille, peu importe, pourvu que les femmes fassent le travail, et gratuitement (ou presque).

** Concernant le revenu des mères:

"Fusion des diverses allocations accordées actuellement sous conditions de ressources (salaire unique, salaire unique majoré, frais de garde)". L'objectif du ministre est d'accorder la nouvelle allocation, unique, sans tenir compte de l'activité professionnelle

1) SMIC: "salaire minimum interprofessionnel de croissance". "De croissance", au sens où il est variable et adaptable relativement au coût de la vie.

ou non de la mère, tout en la réservant aux familles de condition modeste. Deux à trois millions de familles devraient bénéficier de cette nouvelle allocation. En laissant tomber la notion de salaire unique (qui aurait pu constituer, pour les femmes, une éventuelle incitation à ne pas travailler à l'extérieur — encore que cette allocation de base soit dérisoire: 35 francs français !), le gouvernement montre qu'il a conscience que c'est trop tard et qu'il ne peut plus rien contre la volonté d'indépendance économique des femmes. Il ne s'agit donc là pas tant de politique familiale que de politique de crise: actuellement, deux à trois millions de familles ne peuvent plus survivre de leur seul revenu, et il faut intervenir. Il s'agit aussi d'une rationalisation administrative: en changeant les critères donnant droit à des allocations, on cherchera à répartir plus "justement" les prestations, on essaiera de donner plus d'argent à moins de familles, peut-être.

"Garantie d'un revenu minimum aux mères seules: ... Le revenu sera de 900 francs par mois, plus 300 francs par enfant à charge (soit 1500 francs pour une mère ayant deux enfants); la garantie se traduira par le versement d'une allocation égale à la différence entre le revenu promis et les ressources effectives dont dispose la mère. Elle jouera pendant un an ou tant que le plus jeune des enfants n'aura pas atteint trois ans. Bénéficieront de cette garantie: les veuves, les divorcées, les femmes séparées ainsi que les mères célibataires, soit environ trente mille personnes (coût: 200 millions de francs français)." (note 2). C'est cette mesure qui a fait couler le plus d'encre, que la presse a montée en épingle, et qui a probablement le plus frappé les femmes. Idéologiquement, en effet, il s'agit bien d'une reconnaissance du travail des mères: les femmes qui élèvent seules leur enfant auront droit à une espèce de salaire garanti fixé scandaleusement en dessous du SMIC. Pour être les heureuses bénéficiaires de la nouvelle loi, il faut donc se résigner à vivre avec un maximum de 1200 francs (français) par mois.

2) Pour nous rendre compte de ce que signifieraient ces 1200 francs par mois, nous avons fait une estimation des ressources effectives d'une mère célibataire avec un enfant, travaillant le minimum d'heures exigées pour avoir droit aux prestations familiales. Voici nos comptes:

120 heures payées 8 francs	960.-
Total des prestations	740.-
Total	1700.-
Détail des prestations:	
allocation de salaire unique	97.-
allocation d'orphelin	94.-
allocation de logement (pour un loyer de 500.-)	280.-
frais de garde maximum	268.-
Total des prestations	env. 740.-

La recherche du bonheur selon Giscard: un travail à plein temps pour une paye de misère.

Nous voyons donc que les femmes qui ont actuellement droit aux prestations familiales n'ont pas toutes intérêt à ce que la nouvelle loi entre en vigueur.

Cette mesure en particulier ne serait-elle pas avant tout une rationalisation de l'assistance publique et peut-être même une manière de faire des économies ? Les fonds de l'assistance publique ont toujours été gérés de manière moins rigide que ceux des prestations familiales. En tombant sur un assistant social "sympathique" ou en tirant à toutes les diverses sonnettes de l'assistance, on pouvait encore s'en sortir pas trop mal. Cette voie-là devient sans issue. (note 3).

*** Ce projet de "salaire pour les mères isolées" a été enterré, et il n'en a plus jamais été question. En janvier 1977, à la télévision, Giscard a promis aux femmes une "réforme très importante des allocations familiales qui pourrait être votée par le Parlement au cours de l'été prochain... pour que le choix des femmes entre une vie entièrement consacrée à la famille et vie professionnelle soit rendu le plus libre possible..."

Quel sera le gadget démagogique de janvier 78? Les paris sont ouverts. En attendant, les femmes travaillent toujours autant et n'ont pas un sou de plus.

EN SUISSE AUSSI, CA SE PREPARE

En Suisse, le gouvernement n'a encore pris aucune initiative concernant le revenu des mères. Ce sont les milieux catholiques (syndicats chrétiens, parti chrétien-social) et le parti socialiste qui font des propositions allant un peu dans ce sens. Il faut dire que si, dans ce pays, tout le système des assurances sociales est sous-développé, par ailleurs, l'épargne individuelle a toujours été florissante...

Voici la proposition socialiste, seule clairement formulée dans un texte précis: "Compensation du revenu des parents, décembre 75.

3) Au cas où cette loi serait un jour appliquée (chose promise pour l'été 1976...), il s'agira d'être très attentives aux critères qui définiront la "mère isolée". En Angleterre, les femmes des Claimants Unions (organisation des assistés de l'Etat) ont dû mener une lutte contre la "cohabitation rule", le règlement de la cohabitation. Cette réglementation stipulait qu'une mère seule à l'assistance n'avait plus droit aux prestations dès qu'elle cohabitait avec un homme. Des fonctionnaires venaient les espionner, la dénonciation par les voisins était encouragée. Cohabiter avec un homme signifiait automatiquement se faire entretenir par lui. De nombreuses femmes devaient choisir entre la possibilité d'une relation continue avec un homme, ou des prestations. Même un sous-locataire pouvait être considéré comme l'amant en titre. La solitude, la misère sexuelle et affective, voilà le prix que le gouvernement anglais voulait faire payer aux mères seules.

Lorsqu'une travailleuse (ou éventuellement un travailleur) abandonne son activité professionnelle lucrative pour se consacrer aux soins d'un enfant nouveau-né, cette personne subit une perte de gain importante. Son revenu devrait être compensé pendant une année au moins par une assurance sociale adéquate".

"Cette proposition pourrait se concrétiser soit par une extension de l'assurance-maternité, soit par la création d'une assurance sociale spécifique."

Il s'agit donc là de payer le *travail* — et donc de reconnaître ce travail — causé par la venue d'un enfant. La création d'une telle assurance donnerait le droit de choisir d'interrompre un emploi salarié pour pouvoir s'occuper d'un enfant.

CONCLUSION

Contrairement à une partie du mouvement féministe (les Pétroleuses, les Femmes travailleuses, les Femmes dans la lutte de classe, etc.), nous n'avons pas peur de ces propositions gouvernementales, catholiques, sociales-démocrates et réformistes. Nous n'avons pas peur d'être "renvoyées à nos casseroles": les avions-nous jamais quittées? et qui faisait le ménage avant la crise? Ce ne sont pas les quelques miettes que l'Etat nous allouerait qui vont nous empêcher de lutter. Au contraire, quand on goûte à ce gâteau-là, on y prend goût et on en veut toujours plus!

S'opposer à tout le système sur la ligne du "droit au travail", c'est sans avenir. Cette ligne découle du mépris de soi-même, mépris qui nous a été soigneusement inculqué dès l'enfance. L'image de la ménagère aliénée, obsessionnelle, dont l'horizon est "limité à ses casseroles", incapable de lutter, c'est la seule image que la gauche ait jamais propagée, l'opposant à l'image-modèle de la femme travailleuse.

Les comportements de la masse des femmes, souvent interprétés par la gauche bien-pensante comme "l'aliénation", sont des comportements de révolte et de refus. Ce sont aussi des comportements heureux et positifs d'appropriation, tels que vols individuels ou collectifs dans les magasins. Parfois, ces comportements sont destructeurs, faute de pouvoir être autre chose, comme la grève du travail ménager qui, pratiquée dans l'isolement, conduit des milliers de femmes à l'asile psychiatrique, en prison, au suicide et à l'infanticide.

Nier ce refus massif de la part des femmes, c'est les renvoyer à leur isolement, à leur désespoir. Continuer de propager l'image de la "femme travailleuse" opposée à celle de la "ménagère", c'est continuer de propager une des plus graves erreurs du mouvement ouvrier: celle de ne pas avoir impliqué toute la famille dans la lutte.

Renoncer à prendre un rôle dirigeant dans le mouvement révolutionnaire, en tant que femmes, c'est accepter la défaite, la mort et la soumission comme destin collectif des femmes.

Nous osons réclamer autre chose que du travail et revendiquer que toutes ces heures de travail gratis que nous faisons au ménage soient rétribuées, et avec effet rétroactif. C'est par le travail des femmes que le monde tient debout. Nous n'avons pas à "prendre conscience de notre oppression", mais de notre pouvoir. Osons l'utiliser pour attaquer le capital.

Laissons les planificateurs planifier. Laissons le capital régler ses problèmes de capital, ses problèmes entre les différentes caisses, la publique et les privées. Mais l'argent qui se trouve dans les caisses de l'Etat, des patrons et des banques, il est à nous. Donnons-nous les moyens de les vider! Déjà des milliers de femmes se prennent des choses individuellement — dans les grands magasins par exemple — ou collectivement — c'est toutes les petites luttes que nous faisons pour une crèche, contre une hausse de loyer, pour un centre femmes, etc..

La revendication du salaire pour le travail ménager pourrait être un moyen pour concentrer notre révolte, un moyen pour s'organiser, pour sortir de notre isolement, pour donner une dimension collective, sociale, internationale à notre lutte.

Genève, 1977

Publications en langue originale des textes de ce livre

Wages against Housework, by Silvia Federici, Falling Wall Press, 79 Richmond Road, Montpelier, Bristol BS6 5EP England, 1975.

Lesbianism and Power (texte ronéoté), Power of Women Collective, 64 Larch Road, London, NWL, 1975.

Riproduzione e emigrazione, M. Dalla Costa, publié dans *L'operaio multinazionale*, Feltrinelli, Milan, 1974.

The Family Allowances under Attack, Suzie Fleming, Falling Wall Press, 1973.

Mother-Led Union, Frances Gregory, publié dans *All Work and no Pay*, Falling Wall Press, 1975.

La lutte des immigrées algériennes à Paris, publié dans *Camarades*, journal masculin édité à Paris, avril-mai 1976.

I servizi sociali e le donne in Emilia (texte ronéoté), Lotta femminista de Modena, via Castelmardo 12/a Modena (Italia), 1974.

Discussion avec les femmes de LIP (extraits), brochure du Collectif L'Insoumise, C.P. 111 1227 Carouge-Genève (Suisse).

Autres publications sur la perspective du salaire pour le travail ménager

(Nous donnons ici de préférence la traduction française quand elle existe)

Pouvoir des femmes et subversion sociale, M. Dalla Costa et Selma James, éditions Adversaires (1, r. du Belvédère, 1200 Genève), Genève, 1973.

L'Insoumise, journal du Collectif L'Insoumise, C.P. 111 1227 Carouge-Genève (Suisse).

Power of Women and the Subversion of the Community, Falling Wall Press.

Sex Race and Class, Selma James, Falling Wall Press.

Power of Women, journal du Power of Women Collective.

Potere femminile e sovversione sociale, M. Dalla Costa e Selma James, Marsilio editori, Venezia-Padova, 1972.

Le operaie della casa, a cura del Collettivo internazionale femminista, Marsilio editori, 1975.

8 marzo 1974, giornata internazionale delle donne, a cura del Collettivo internazionale femminista, Marsilio editori, 1975.

Siamo tante, siamo donne, siamo stufe! Collettivo editoriale femminista, Nuovi Editori, Padova, 1975.

Le operaie della casa, rivista dell'autonomia femminista, Piazza Eremitani 26, 35100 Padova (Italia).

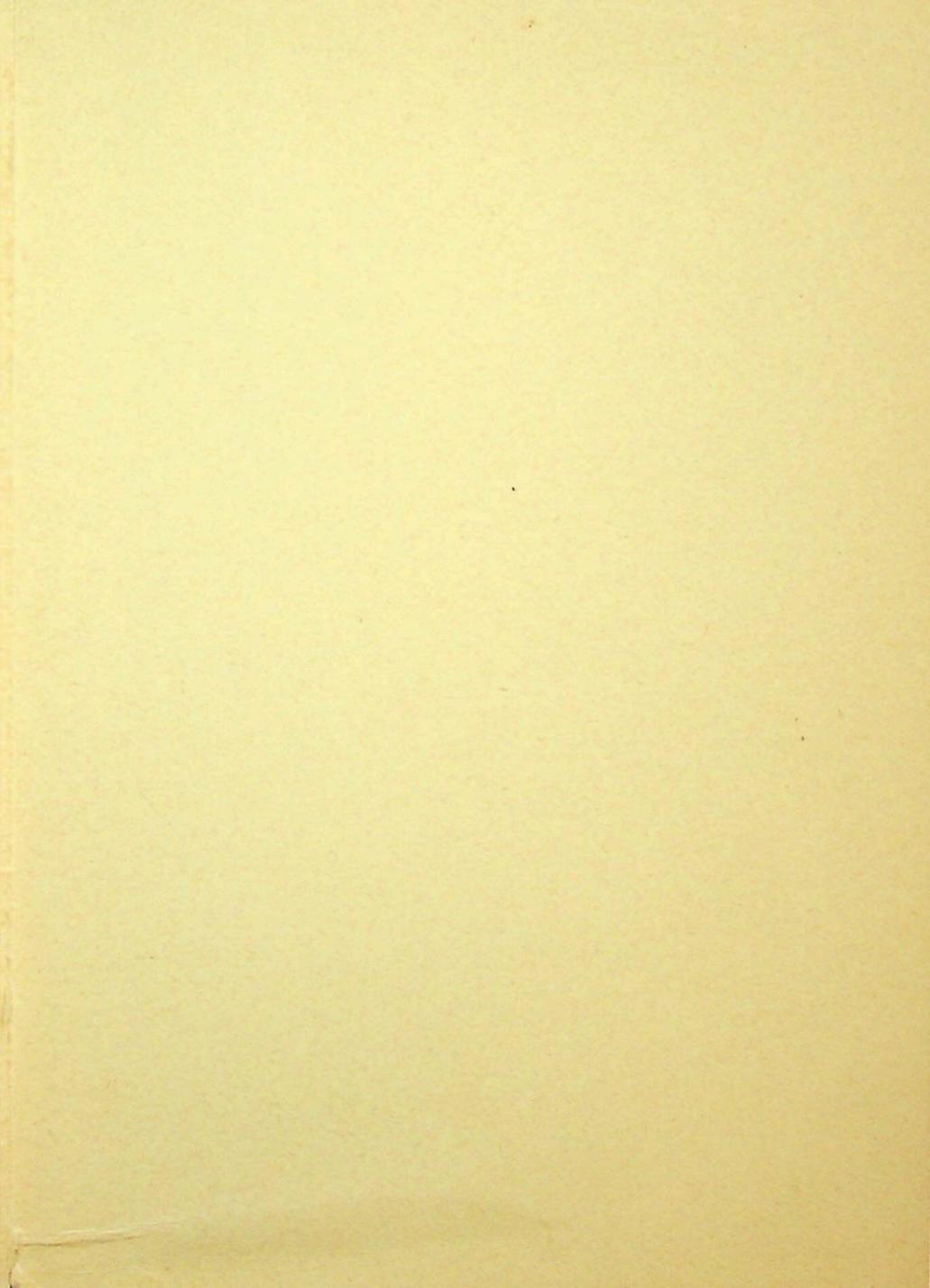
SOMMAIRE

Avant-propos	5
La perspective du salaire ménager	7
ITALIE	13
La lutte des ouvrières de l'usine Solari à Udine	15
Emilie: services sociaux	18
Reproduction et émigration	44
Les femmes contre le travail	88
ANGLETERRE, USA, CANADA	91
Salaire contre le travail ménager	93
Lesbianisme et pouvoir	109
Offensive contre les allocations familiales	117
Mother-Led Union, "le syndicat mené par les mères"	133
Nous ne voulons pas un salaire pour... ..	137
FRANCE	139
Discussion avec les femmes de LIP	140
La lutte des femmes algériennes à Paris	150
La politique familiale selon Giscard, ou le bonheur à 1200 francs par mois	161
Conclusion	167
Bibliographie	170

SOMMAIRE

Pour tout contact
Collectif L'Insoumise,
MLF, cp 111
1227 Carouge - Genève
Suisse

*Achevé d'imprimer en octobre 1977
par la Coopérative d'Impressions Nouvelles
CH - 1052 Le Mont sur Lausanne*



SLD

Faire nos calculs, dire nos intérêts, exprimer nos désirs, pour nous, c'est refuser notre rôle de femmes à la maison, au travail, dans la rue, dans la société toute entière. Ne plus se sacrifier, c'est ne plus fonctionner comme on l'attend de nous. Fondamentalement, c'est ne plus faire gratuitement le travail qui nous est assigné, le seul travail pour lequel la société ne peut pas se passer des femmes: le travail ménager, le travail d'être mère, le travail d'être femme.

SISTEMA BIBLIOTECARIO - COMUNE DI PADOVA



SBC000173888